

COMMISSION du Commerce, de l'industrie, du travail
et des postes.

(Nommée le 27 janvier 1939.)

(36 membres.)

Président :

— M. Emile BENDER. —

Vice-Présidents :

— MM. Victor LOURTIES, René COTY. —

Secrétaires :

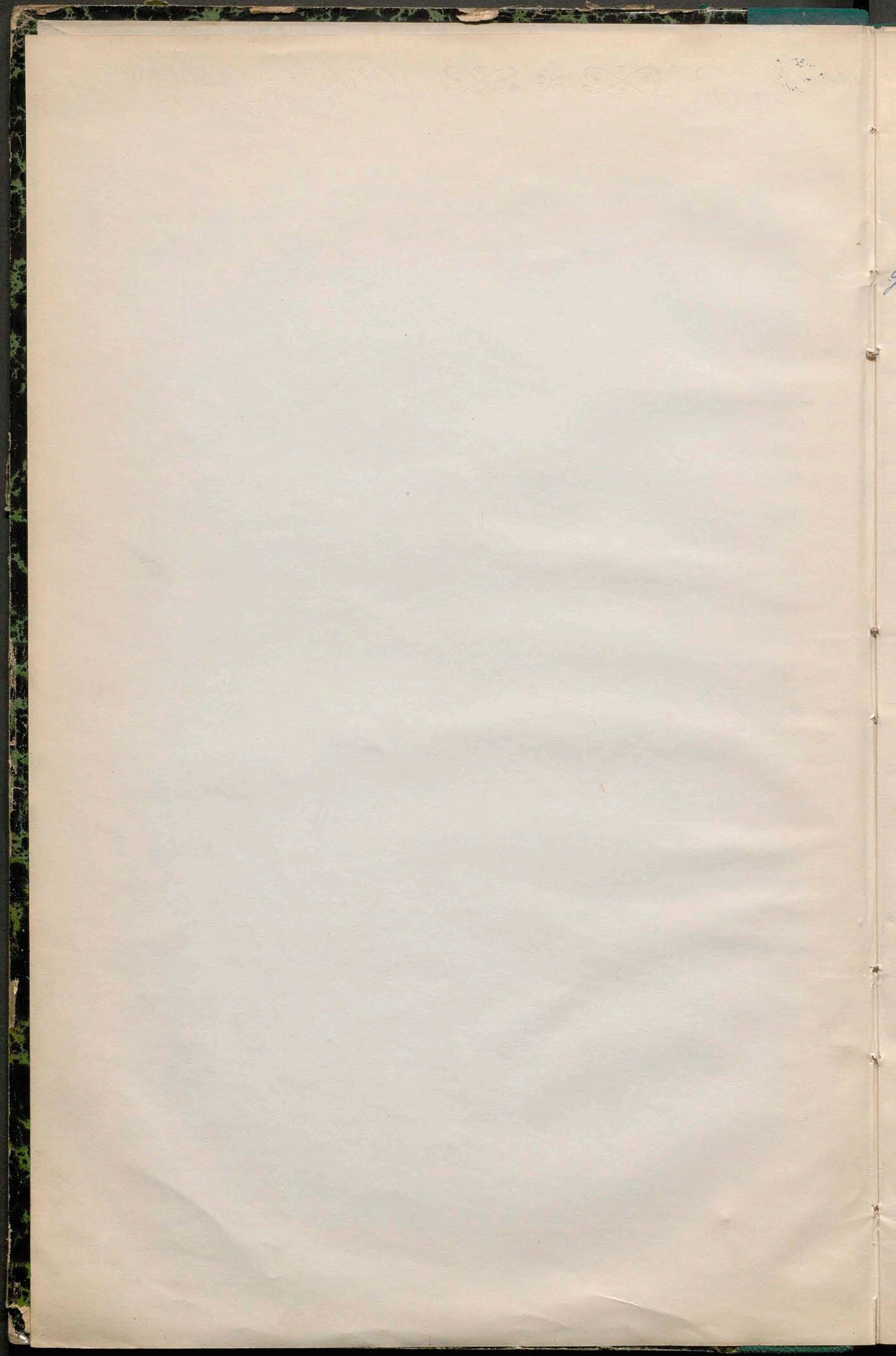
MM. ~~DEBROUZE~~, Robert THOUMYRE.

Membres :

MM.	MM.
Jean AMAT.	Moïse LÉVY.
Paul BERSEZ.	Louis LOUIS-DREYFUS.
CAILLIER.	Anatole MANCEAU.
VICTOR CONSTANT.	Eugène MULLER.
René CONVERSEZ.	Achille NAGLIN.
DEMESMAY.	Albert OUVRE.
ESCANDE.	PERDRIX.
Ulysse FABRE.	PRESSEZ.
FÉVRE.	Léopold ROBERT.
FROGET.	ROGÉ.
GAUTIER.	Maurice de ROTHSCHILD.
Justin GODART.	Edouard ROUSSEL.
Georges de GRANDMAISON.	TOY-RIONT.
James HENNESSY.	TURLIER.
JOSSE.	Georges ULMO.
Paul LAFFONT.	

Sous-Commission du Commerce (nommée
le 15 novembre 1939)

MM. Bender, Lourties, Caillier, Victor Constant,
Conversez, Froget, Hennessy, M. Lévy, Muller,
et Ouvre.



7
Séance du mercredi 23 mars 1938

Présence de M. Boudet,
vice président

Présent : M. Boudet, Anst, Carlier, Escande,
Godart, Hennessy, Maudo, Manseau, Oueri, Roussel.
Séance ouverte à 11^h 45.

Baux Commerciaux

M. Carlier fait approuver un rapport ^{à l'avis} sur
une prop. relative au renouvellement des
baux commerciaux.

Tout en donnant un avis favorable au
rapport au fait de M. Boivin, Champagneux
la com. de la prop. de M. Carlier, fait des
réserves sur la suppression de l'indemnité
apparente au droit de reprise.

M. Carlier est autorisé à déposer
son avis.

Industrie de la Chaussure

Laborn³ approuve un rapport de M.
Manseau concernant la prorogation pour
une année des dispositions de la loi du
22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie
et le commerce en détail de la chaussure.

M. Manseau a été autorisé à déposer
son rapport.

La Séance est levée à 11^h 50.

Le Président

Boudet

2
1
L'ance du mardi 29 mars 1938

Présence de M. Durand

Présents: Mm. Durand, André, Berthe, Fère,
Henriette, Maurice, Pierre, Thérèse
Caillet
L'ance ouverte à 11h.

Frais menus et
Camions. Bazar

La Com.^e autorise M. Caillet de déposer
des rapports annuels et la prolongation
pour une année:

1^o cela est du 31 mars 1938
l'interdisant l'ouverture de nouvelles
magasins à prix unique

2^e. Du début au 31 août 1938
regroupant la vente par camions -
Bazar -

La séance est close à 11h 15.

Le président

[Signature]

Séance du vendredi 1^{er} avril 1938

Présidence de M. Durand

La séance est ouverte à 16^h 30

Présent: M. Durand, Amat, Baudet, Escande,
Fauvet, J. Goutier, P. Laffont, Lourties, Mando,
Munier, Perrier, Presque, Toy, Riout.

Rapport de la Sous-Commission d'Enquête de P.T.T.

M. Paul Laffont donne communication de rapport suivant:

R A P P O R T

fait à la Commission du Commerce, de l'Industrie,
du travail et des Postes,
au nom de la Sous-Commission chargée de l'Enquête
sur le Ministère des Postes,
Télégraphes et Téléphones.
par M. PAUL LAFFONT,
Sénateur.

Messieurs,

Vous vous souvenez certainement des circonstances dans lesquelles fut constituée la sous-commission qui a, aujourd'hui, le devoir de vous rendre compte de ses travaux et de vous soumettre ses conclusions.

Cette sous-commission fut constituée au lendemain de l'interpellation du 27 janvier 1937 et comme suite à cette interpellation.

MM. Philip, Babaud-Lacroze et moi-même interpellâmes le ministre des postes sur des mouvements effectués dans le personnel au lendemain de l'arrivée au pouvoir de M. Jardillier. En conclusion de ce débat il fut décidé que votre commission du commerce serait chargée d'une enquête sur les conditions dans lesquelles ces mouvements avaient été effectués, et il fut précisé que l'état du personnel serait stabilisé en attendant que la commission eût terminé ses travaux.

Je dois dire tout de suite que l'engagement pris ce jour-

là par M. Jardillier et par M. Leon Blum, président du Conseil, a été intégralement respecté : aucun mouvement nouveau n'a été fait dans le personnel des postes et il a été sursis à toutes les mesures d'exécution contre lesquelles les interpellateurs avaient protesté. Même, sur la pression exercée par votre sous-commission des aménagements ont été apportées à des mouvements déjà exécutés, de telle manière que le premier résultat de l'interpellation a été de limiter le nombre des victimes et de réparer, dans une certaine mesure, le dommage subi par certains fonctionnaires dont la situation de famille était particulièrement digne d'intérêt.

Nous avons, tout au moins, du seul fait de l'interpellation, limité les dégâts.

° °

Ici, permettez-moi une parenthèse. Une très vive protestation a été adressée au président de la commission du commerce par un journaliste qui, ayant envoyé à la Dépêche Algérienne un compte-rendu de la séance du sénat signalait que son telegramme n'est jamais arrivé à destination.

Nous avons demandé qu'une enquête fût faite sur cette plainte. En voici la conclusion :

"Note du ministère des postes, du 3 mars 1937 :

"La commission du commerce a bien voulu me remettre, pour renseignements, une note de M. Jacques Duroux, sénateur, transmissive d'une plainte de M. Jules Veran, de l'Echo de Paris, touchant un telegramme adressé le 27 janvier à la Dépêche Algérienne et qui n'est pas parvenu à destination.

"J'ai l'honneur et le regret de faire connaître, après enquête, "que la perte de ce télégramme est due à un accident de service. "M. Jacques Duroux a été renseigné par lettre du 27 février dernier."

Qu'un fait de cette nature ait pu se produire et que l'enquête ait abouti à une pareille conclusion, c'est déjà un scandale, heureusement peu commun dans l'administration des postes, mais nous en verrons bien d'autres. Et je passe!...

°
9 9

Pour situer dans son atmosphère l'opération entreprise par M. Jardillier, il faut se souvenir des manifestations qui se sont produites au ministère des postes lors du départ de M. Mandel, manifestations déplacées et inconvenantes, si l'on se rappelle surtout que le personnel avait vécu, sous le ministère de M. Mandel, dans une stricte discipline, que M. Mandel n'avait jamais été interpellé au parlement ni jamais pris à partie par les rapporteurs de son budget durant les dix-huit mois de son ministère.

Nous avons eu le regret de constater que certains hauts fonctionnaires de la maison avaient, sinon encouragé ou provoqué, du moins toléré ces manifestations inconvenantes.

Votre sous-commission a été unanime à regretter et à blâmer de tels agissements qui ne pouvaient qu'être contraires au fonctionnement normal et régulier d'un service public.

Les interpellateurs ont souligné avec force l'anomalie et le caractère insolite des opérations qui s'en sont suivies.

On a constitué, au ministère des postes, une commission qui a pris le nom de "commission des réparations", et dont le but était d'opérer une revision en masse des nominations faites par M. Mandel.

M. Jardillier, interrogé par nous, a tenu à protester contre le titre donné à cette commission; il a affirmé que ce n'était pas lui qui l'avait appelée "commission des réparations" et précisé que s'il avait été consulté sur le titre à lui donner il n'aurait jamais accepté cette désignation. Il n'en est pas moins vrai que c'est ainsi qu'elle a été désignée, soit dans les documents administratifs, soit dans les journaux professionnels.

Comment cette commission a-t-elle été constituée ? Aucun acte administratif, - décret ou arrêté, - n'a créé cette commission. A peine peut-on trouver dans les actes administratifs du ministère des notes de service avisant le directeur du personnel de la constitution de cet organisme qui s'est créé, pour ainsi dire, de lui-même, sans qu'aucune décision régulière y ait affecté les fonctionnaires qui devaient en faire partie.

Irrégulière dans sa constitution, elle n'a pas été moins irrégulière dans son fonctionnement. Il résulte des documents qui nous ont été présentés qu'aucun procès-verbal n'a été tenu de ses séances, que la présence des membres qui l'ont composée dépendait, le plus souvent, du hasard, qu'ils étaient rarement les mêmes à deux séances consécutives. Il y avait, le plus souvent, des fonctionnaires du service du personnel et des délégués des syndicats professionnels.

Même irrégularité dans les directives qui ont présidé au choix des affaires qui lui ont été déferées: tout le monde a un peu collaboré à la ventilation des dossiers qui devaient être soumis à cette commission; les uns ont été présentés par les services du personnel, les autres par les syndicats eux-mêmes. Toutes les semaines les journaux professionnels contenaient les listes des suspects ou des proscrits. Aucun procès-verbal ne fait mention que les décisions aient été prises à la majorité. On sait seulement que des listes d'exécution ont été présentées au ministre, avec l'invitation d'avoir à s'y conformer.

Il ne faut point s'étonner qu'une telle procédure ait abouti à des résultats que votre commission ne peut approuver. Il s'agissait, évidemment, dans la pensée de ceux qui en furent les promoteurs, de réagir contre "l'arbitraire" de M. Mandel, contre l'intrusion de la politique dans les nominations ou dans les mouvements du personnel, contre le choix que M. Mandel avait fait des fonctionnaires promus dans le tableau d'avancement sans respecter toujours la règle de l'ancienneté à laquelle les organisations professionnelles semblent être très attachées.

Or, il ne semble pas que les "réparations" auxquelles cette procédure a abouti aient supprimé ni l'arbitraire, ni l'intrusion de la politique. Une première constatation faite par la sous-commission a été la différence de traitement qu'on a faite entre les hauts fonctionnaires et les petits: les hauts fonctionnaires semblent être passés par les mailles du filet qu'on a voulu tendre aux bénéficiaires des faveurs de M. Mandel; seuls, les petits n'ont pas échappé.

On a observé, notamment, dans la plupart des cas, la règle selon laquelle un fonctionnaire nommé depuis plus de deux mois est en possession définitive de sa fonction du fait que la nomination n'a pas été déférée à la juridiction administrative. Les directeurs ou hauts fonctionnaires nommés par M. Mandel ont pu, ainsi, échapper à toute vérification de ^{leur} leurs états de services et des conditions dans lesquelles leur avancement avait été prononcé. Seuls, trois chefs de bureau avaient été retrogradés dans leur ancien emploi; ils ont été ensuite réintégrés sur l'avis favorable de votre sous-commission.

Je dois dire, en ce qui concerne ces trois chefs de bureau, que la décision a été prise à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat annulant le tableau d'avancement dans lequel ils avaient été choisis.

Quoiqu'il en soit, les hauts fonctionnaires ont échappé aux exécutions sommaires proposées par cette commission des réparations, et le résultat le plus clair de toute cette procédure insolite a été l'exécution en masse des facteurs auxiliaires. Ce n'est pas, évidemment, ce que la commission des "réparations" avait voulu, mais il faut constater que, lorsque dans un département ministériel, l'autorité n'est pas où elle doit être, lorsqu'il n'y a pas un chef qui commande, lorsqu'on donne à des organisations professionnelles des pouvoirs qui ne sont pas normalement les leurs, on ne peut aboutir qu'à de pareils résultats.

Je vous communique en annexe le relevé qui nous a été présenté par les services du personnel et qui mentionne, par ca-

tegories de fonctionnaires, les mutations qui ont été faites en suite des décisions de la commission des réparations, et la statistique que font ressortir ces mouvements.

Vous y constaterez qu'en dehors de quelques déplacements d'office, dont certains ont pu être, d'ailleurs, aménagés ou régularisés par la suite, le résultat le plus clair de l'opération se traduit par le licenciement de ¹⁵⁰ 250 facteurs auxiliaires.

En conclusion de son enquête sur ce point particulier, la sous-commission ne demande pas que l'on procède au rétablissement dans leur fonction ancienne des 250 fonctionnaires ou auxiliaires qui sont victimes de la commission dite "des réparations"; elle se rend compte qu'une opération de cette nature aurait abouti aux mêmes résultats d'injustices auquel a abouti l'opération critiquée.

On ne pourrait réintégrer dans leurs anciens postes les fonctionnaires licenciés ou déplacés que par un bouleversement de la situation des agents qu'on a mis à leur place. Mais la sous-commission invite le gouvernement à prendre, dans les délais les plus réguliers, toutes mesures propres à la réintégration des fonctionnaires et auxiliaires qui n'ont pas démérité ou à leur donner une compensation équitable.

Bien entendu, il ne sera touché à aucun de ceux dont la situation a été stabilisée du fait de l'interpellation. On ne saurait le faire sans commettre un abus de pouvoir contre lequel s'est insurgé tout récemment encore le Conseil d'Etat dans un arrêt que je vous communique en annexe.

Il a tenu à affirmer, une fois de plus, le principe en vertu duquel le fonctionnaire est en possession de son emploi à dater du jour où deux mois se sont écoulés sans que la décision ministérielle prononçant son affectation ait été déférée au contentieux administratif.

•
• 9

Les observations qui précèdent se réfèrent au personnel proprement dit de l'administration des postes; mais les interpellateurs ont également critiqué les mutations ou les licenciements survenus dans le personnel qui collabore au service de la radio-diffusion.

Ici, la situation est plus délicate, du fait que ce personnel ne paraît pas être rattaché à l'administration des postes par des liens de droit bien définis. Le service de la radio-diffusion est de création récente; il a pris rapidement une importance considérable. Le besoin s'est rapidement fait sentir d'attacher à ce service, indépendamment des fonctionnaires de la maison, un personnel recruté en dehors de l'administration et chargé de collaborer aux opérations que comporte le fonctionnement d'un poste public de radio-diffusion.

Ce sont, la plupart du temps, des journalistes, des écrivains, des hommes de lettres qui ont été recrutés un peu partout, selon les besoins du moment, selon que l'attention avait été appelée sur eux par leurs écrits ou par les recommandations privées.

Un certain nombre d'entre eux étaient payés au mois,

d'autres vouchaient des cabarets dont le taux était variable à l'occasion de leurs discours ou conférences.

On conçoit qu'un tel personnel ne puisse invoquer les mêmes droits que le personnel fixe de l'administration des postes. Ce sera un progrès appréciable et une amélioration certaine apportée à une situation anormale que de fixer le statut de ces collaborateurs plus ou moins occasionnels, à qui la collaboration qu'ils donnent à l'administration des postes crée évidemment des droits. Mais, je le répète, en l'état où la question est venue devant votre^{sous-}commission, nous ne pouvions considérer ces collaborateurs comme des fonctionnaires ayant les mêmes droits que les titulaires d'une fonction publique.

Cette considération ne nous a pas empêchés de juger sévèrement les exécutions sommaires dont ils ont été les victimes, exécutions auxquelles ne semblent avoir présidé ni le souci d'un bon fonctionnement du service, ni le souci de la justice.

Nous avons été saisis de très nombreuses réclamations : les uns avaient été congédiés sans préavis, les autres n'avaient pas reçu le paiement des salaires auxquels ils avaient droit du fait des services déjà rendus.

Il y avait là une situation de désordre inextricable qui a conduit votre^{sous-}commission à porter son enquête sur les conditions dans lesquelles il avait été procédé à tous ces licenciements.

Pour en avoir une idée bien nette il suffit de se rappeler qu'à l'époque considérée, le service de la radio-diffusion avait été confié par le président du conseil à quelques personnalités qui paraissaient être directement sous son contrôle et

qui ont pris, en fait, la haute main sur la direction de tous les services.

Aucun des fonctionnaires interrogés au cours de l'enquête n'a fait mystère de l'autorité exercée sur tous les services de la radio-diffusion par M. Marceau Pivert, M. Courrières et Mademoiselle Viguié, ces deux derniers, fonctionnaires de l'administration des postes.

Il est à peine concevable qu'un service de cette importance, qui a exercé, par la force même des choses, une action considérable sur l'opinion, non seulement en deçà des frontières, mais au-delà, ait pu être soumis à une pareille organisation. Mais c'est un fait : le chef du service de la radio-diffusion de toutes les émissions des postes d'Etat était, en réalité, M. Marceau Pivert. C'est sous l'impulsion de ce dernier qu'il fut procédé à ce qu'on a appelé "une épuration des collaborateurs de la radio-diffusion". Il paraît hors de doute que c'est la préoccupation politique qui a présidé essentiellement au licenciement des collaborateurs en fonction et au choix de ceux qui les ont remplacés.

On a exécuté tout d'abord ceux qui n'étaient pas de stricte obédience socialiste; on les a remplacés ensuite par des hommes de stricte observance qui étaient des amis de la maison. Vous savez ce qui en est résulté : une radio-diffusion partisane que le public a sévèrement jugée, comme il semble ressortir des résultats qu'ont donnés les élections aux conseils de gerance, auxquelles on a procédé quelques mois après.

Les associations d'usagers s'élevèrent contre de tels abus; on s'attaqua alors à elles et, par cela même, à la structure de l'organisation radiophonique dont elles constituaient la pierre angulaire, sans aucun égard ni pour la liberté, ni pour les services qu'elles avaient rendus.

Or, l'existence de ces associations étaient le gage même de la neutralité de la radio nationale. Elles correspondaient à une organisation à laquelle tous les partis avaient donné leur assentiment unanime. C'est pour cette raison que tous les ministres qui s'étaient succédé à la tête de l'administration des postes avaient donné leur adhésion à cette formule et s'étaient même efforcés de la fortifier et d'en développer les effets.

Vous trouverez dans le dossier les opinions les plus caractéristiques formulées en ce qui touche les associations d'usagers par plusieurs ministres de l'époque.

Elles tenaient leur existence légale du décret-loi du 28 décembre 1936; il fallait donc une disposition législative pour les supprimer. Comme on pressentait le refus du parlement, au cas où la question lui serait nettement posée, on employa des voies détournées: on incorpora, dans une loi de crédits supplémentaires, une disposition qui prévoyait l'abrogation de l'article 14 du décret-loi de 1936, sans mentionner, d'ailleurs, la nature de son contenu. Le sénat déjoua la manoeuvre en repoussant la disposition que, par surprise, on voulait lui faire adopter.

C'est alors que M. Jardillier réalisa, grâce à deux décrets du 27 octobre 1937, ce que le parlement avait refusé.

Ces décrets, tout en laissant subsister l'appellation

ancienne de "conseils de gérance" créèrent des organismes qui ne sont qu'une parodie des anciennes associations.

Ils n'ont plus la personnalité civile, ils n'ont plus, théoriquement du moins, la gestion des fonds destinés aux émissions. Ils n'ont plus l'organisation effective des programmes, ceux-ci étant fixés par les services centraux ou par les éditeurs artistiques désignés par le ministre. Ils n'ont même plus aucune indépendance, leur président étant lui-même ^{tribunaire,} en ce qui touche ses fonctions, du pouvoir central.

Tout cela, certainement, a contribué à créer dans le monde des auditeurs de T.S.F. un très vif mécontentement. Ce mécontentement s'est traduit dans les élections des conseils de gérance auxquelles il a été procédé le 28 février 1937. Ces élections ont été faites sur le plan politique: dans toutes les régions/radio/phoniques se sont trouvées en présence deux listes: l'une dite de "Radio-Famille", l'autre de "Radio-Liberté", cette dernière représentant la tendance gouvernementale du moment et se recommandant du Rassemblement populaire.

Dans toutes les régions la liste de "Radio-Famille" a été élue à une majorité considérable, - dans toutes les régions sauf une qui mérite une mention toute particulière et sur laquelle je demande la permission de m'arrêter un instant.

Les journaux ont relaté, en leur temps, les incidents de la région qui ont marqué les élections/radio/phoniques de "Toulouse-Pyrénées".

Des protestations très vives ont été publiées par la presse et adressées au ministre sur les irrégularités commises et sur les fraudes qui ont abouti à la proclamation de la liste de "Radio-liberté".

Voici, en résumé, comment se présentent les faits, tels qu'ils résultent des constatations faites au cours de l'enquête.

Le dépouillement du scrutin donnait, le premier jour, des résultats identiques à ceux de toutes les autres régions de France, lorsque, en fin de soirée ou dans le cours de la nuit, le dépouillement fut interrompu et renvoyé au lendemain.

En présence des scrutateurs les sacs furent scellés et entreposés, pour la nuit, dans une pièce attenante au bureau du directeur régional de Toulouse, qui était d'ailleurs, suprême inconvenance, candidat dans la liste "Radio-Liberté". Les portes furent fermées à clef et le dépouillement reprit le lendemain.

Dès l'ouverture des premières enveloppes les scrutateurs constatèrent, à leur grande stupefaction, qu'elles ne contenaient plus que des bulletins de "Radio-liberté"; non seulement la tendance qui s'affirmait la veille était complètement renversée, mais les bulletins de "Radio-Famille" étaient tellement rares qu'il ne pouvait y avoir d'explication plausible. Examinant les choses de plus près les scrutateurs constatent que les enveloppes, dans les sacs, sont attachées les unes aux autres par de la colle encore fraîche. La fraude étant, désormais, évidente, ils demandent à faire comparaître l'huissier pour qu'il constate la matérialité du fait. On refuse de laisser entrer l'huissier dans la salle et les opérations se poursuivent, donnant cette fois une majorité énorme à la liste de "Radio-Liberté".

Les protestations adressées au ministre par les candidats frauduleusement évincés sont demeurées longtemps sans effet.

Sous la pression de l'opinion, vivement alertée par les articles de presse, on a fini, cependant, par charger un inspecteur général d'aller enquêter sur place sur les faits dénoncés.

Votre sous-commission a entendu l'inspecteur général qui fut chargé de l'enquête; il a parlé devant nous discrètement, mais sans détours. Il a immédiatement constaté la fraude, trop évidente pour qu'elle pût échapper à son investigation; s'il n'a pu établir quels en ont été les auteurs, il a pu, néanmoins, conclure que le renversement qui s'était opéré dans la nuit dans les résultats du dépouillement ne pouvait recevoir aucune autre explication que la fraude.

Une constatation matérielle suffit, d'ailleurs, à établir cette fraude : c'est celle qui a été faite par le laboratoire municipal de l'administration des postes auquel les enveloppes suspectes ont été soumises aux fins d'analyse. Il a été établi par le laboratoire que ces enveloppes portaient de la colle surajoutée; il était donc flagrant que ces enveloppes ont été ouvertes et remises dans le sac, après que d'autres bulletins auraient été substitués à ceux qu'elles contenaient.

L'inspecteur général ayant fait ce commencement d'enquête est rentré à Paris pour rendre ^{Compte.} au cabinet du ministre, de ses premières constatations. Il résulte de ses ~~premières~~ déclarations mêmes qu'il a été invité à ne pas continuer son enquête, d'où la

sous-commission a cru pouvoir conclure qu'il y avait, au cabinet du ministre, un parti-pris délibéré d'approuver la fraude et de la couvrir.

En fait, les candidats proclamés à la suite de ce dépouillement frauduleux ont été régulièrement investis et l'opération a été complétée par l'éviction du conseil de gérance des candidats nommés par le ministre et qui, étant radicaux-socialistes, étaient jugés indésirables.

C'est ainsi que furent évincés et remplacés des hommes tels que M. Beluel, ancien député de la Haute-Garonne et M. Habay, secrétaire-général du journal La Dépêche de Toulouse.

Mais les journaux ayant annoncé la constitution d'une commission d'enquête et la nomination de son rapporteur, les fraudeurs de Toulouse-Pyrénées ont pu légitimement redouter que les choses ne demeurassent pas en l'état et qu'une action très vive fût menée au parlement pour reprimer de pareilles violations de la loi morale.

Nous avons assisté alors à une contreoffensive sur laquelle je vous demande la permission de m'expliquer.

Ceci, vous allez voir, n'est qu'un incident, mais combien caractéristique. Je veux que la commission du commerce en soit juge puisqu'aussi bien j'ai tenu, au jour le jour, la sous-commission au courant du déroulement des faits.

Les fraudeurs de "Radio-Toulouse-Pyrénées" n'ignoraient pas l'existence de notre sous-commission; ils savaient par la presse que j'en avais été nommé rapporteur; ils connaissaient, d'autre part, mes relations personnelles avec un certain nombre de personnes dont j'aurai à vous parler tout à l'heure et qui ont essayé, vainement, de se mettre en travers de leurs agissements frauduleux. Ils purent légitimement redouter que la sous-commission ne s'emparât des fraudes de Toulouse pour les débarquer et pour exiger du gouvernement le châtiment mérité par les fraudeurs.

Nous assistâmes alors à une offensive un peu imprévue, qui était, évidemment, dans la pensée de ses auteurs, une opération préventive contre l'intervention probable de la commission sénatoriale d'enquête.

Je recevais, un jour, au sénat, la visite de deux personnes que je ne connaissais pas, dont je n'avais jamais entendu parler et qui me dirent être les ~~seuls~~ ^{deux} directeurs du poste privé de radio-diffusion de Radio-Toulouse.

Bien que Radio-Toulouse fonctionne depuis une quinzaine d'années, - je ne puis préciser exactement, - et bien que je sois, géographiquement dans la région toulousaine, je n'avis jamais eu l'occasion de voir ces messieurs dont j'ignorais même le nom.

Je précise que le poste de Radio-Toulouse ayant demandé des subventions à tous les départements de la région toulousaine,

Je me suis, pendant quinze ans, abstenu de faire voter par mon conseil général, où je suis président de la commission des finances, quelque subvention que ce soit au poste de Radio-Toulouse, estimant, sans doute, avec mes collègues de l'assemblée départementale, que les émissions de ce poste privé sont aussi médiocres que celles de la plupart des postes privés ou publics qui fonctionnent en France.

Ceci précisé pour situer exactement l'atmosphère de la conversation que j'ai eue avec ces messieurs quand ils me rendirent visite. Ils m'informèrent qu'ils avaient reçu, en 1935, l'autorisation de construire un poste de radio-diffusion dans la République d'Andorre, que cette autorisation leur avait été donnée non seulement par le conseil général des vallées andorrrales, mais encore par les deux co-princes : l'évêque d'Urgel et le président de la République française.

Le poste était à moitié construit et la question se posait de déterminer sa puissance et ses longueurs d'ondes. Ces messieurs me prièrent, en ma qualité de rapporteur de la sous-commission chargée de s'occuper, entr'autres choses, des matières de la radio-diffusion, ^{de demander au chef du service de la radio-diffusion} quelles étaient les longueurs d'ondes qui pouvaient être attribuées à ce poste.

Je ne fis aucune difficulté pour me rendre immédiatement au téléphone et pour poser à M. Denard, alors chef de service, la question qui venait de m'être ^{soumise} posée par ces messieurs.

M. Denard me répondit fort aimablement : "Avisiez ces messieurs d'avoir à soumettre une demande écrite contenant leurs propositions, autant sur la puissance que sur la longueur d'ondes, et je ne doute pas que nous puissions leur donner satisfaction; mais comme la question intéresse tout à la fois le ministère des postes et le ministère des affaires étrangères, comme d'autre part, il s'agit d'une répétition de longueur d'ondes qui est une question d'ordre international, un certain délai sera sans doute nécessaire pour que je puisse leur donner une réponse précise."

Je revins aussitôt auprès de ces messieurs qui m'attendaient dans la salle des Conférences et je leur fis part de la réponse de M. Denard; ils me déclarèrent qu'ils allaient immédiatement faire une demande et nous prîmes congé.

Trois jours après je recevais de Toulouse une coupure du Midi Socialiste, que j'ai jointe à mon dossier, et dans laquelle M. Amat et moi-même étions accusés de poursuivre, pour le compte d'une société privée, les opérations les plus suspectes et où l'on nous traitait de "gangsters de la radio-diffusion", en compagnie du secrétaire-général de la Depêche de Toulouse, M. Habay, qui était, je le rappelle, membre du conseil de gérance de Toulouse-Pyrénées, lequel était accusé d'être notre complice ou notre comparse.

Je communiquai aussitôt cet article à la sous-commission, en la prévenant du chantage qui allait, évidemment, se développer, mais auquel ni M. Amat, ni moi-même n'attachâmes, naturellement, aucune importance.

J'étais prévenu, quelques jours après, que M. Habay se proposait de poursuivre le Midi Socialiste devant le tribunal correctionnel.

En ce qui touche M. Habay, le tribunal correctionnel était, en effet, compétent, tandis que nous aurions pu saisir, nous, la Cour d'assises, ce à quoi nous n'avons jamais, évidemment, songé.

Après plusieurs renvois, demandés par les prévenus, l'affaire est venue devant le tribunal correctionnel et celui-ci a rendu un jugement qui relaxe les prévenus et dans lequel je relève les attendus suivants :

"Attendu que Habay se plaint d'avoir été traité de "comparse des gangsters de la radio-diffusion", dans le passage de l'article relevé, ce qui constitue, à son dire, des injures et, que sur ce point, sa plainte doit être retenue;

"Or, attendu que le prévenu prétend que la phrase relevée contre lui ne doit pas être lue comme Habay le fait, que le terme de "gangster de la radio" qui ne visait que les deux sénateurs "comme celui de comparse", n'est pas une injure, qu'au surplus Habay n'était pas nommément désigné dans le corps entier de l'article, qu'il est inconnu de Darricau - (gerant du journal)-
"Attendu que le tribunal doit retenir ces explications et apprécier que l'interprétation donnée de sa phrase par Darricau est fort admissible quoique discutable; attendu que, de ce chef, Darricau est en voie de relaxe; attendu que Habay, succombant doit être condamné aux dépens;

"Par ces motifs, le tribunal relaxe Darricau Henri et

"Berlia (député de la Haute-Garonne) es-qualités des fins de la poursuite, sans dépens, condamne Habay aux dépens."

(Mouvements)

Messieurs, je comprends votre indignation; je ne crois pas que, jamais, un jugement de cette nature ait pu être relevé dans les annales judiciaires, mais vous allez tout de suite en avoir l'explication : le jugement a été rendu sous la présidence d'un M. Rouffiot, nommé tout récemment à Toulouse par M. Vincent Auriol, ministre de la justice, et vous ne serez peut-être pas éloigné de conclure que M. Rouffiot avait été nommé tout exprès pour faire cette écoeurante besogne.

M. Habay a fait appel de ce jugement.

Je n'étais pas sans inquiétude sur le sort de l'instance devant la Cour; je me demandais si on ne pourrait pas trouver quelqu'autre Rouffiot pour faire, devant la Cour, l'opération si bien réussie en première instance.

La Cour a, cependant, réformé le jugement et condamne le Midi socialiste."

Toutefois, je ^{ne} retiens de l'incident, qui est, je le répète, en dehors de notre enquête, mais qui vous renseigne sur l'ambiance dans laquelle elle a été faite, que le chantage qu'on a tenté d'exercer contre nous et dont, comme vous le voyez, le ministre des postes n'a pas été, seul, le complice.

Depuis que ces incidents se sont produits, je me suis ~~efforcé~~ procuré sur la construction du poste d'Andorre tout un dossier dont il sera probablement utile que je donne connaissance au Sénat, comme j'en ai déjà donné connaissance, d'ail-

leurs, à la sous-commission, et dont il résulte que l'influence exercée par la politique et par certains politiciens ne peut aboutir, si on leur laisse leur liberté de manœuvre, qu'aux résultats les plus dommageables à la France.

•
•

Je vais, maintenant, vous parler de la gestion de ce conseil de gérance de Toulouse-Pyrénées, sur lequel notre attention a été appelée tout à la fois par la question des fraudes électorales et par l'incident dont je viens de donner connaissance.

Vous allez voir que la gestion de ce poste est le gaspillage le plus éhonté et que ce gaspillage se produit sous la pression et avec la complicité des chefs de l'administration.

J'ai joint au dossier toute une série de notes indiquant les dépenses qui sont approuvées par le conseil de gérance, desquelles il résulte que la dilapidation des deniers publics au profit des individualités qui ont pris la haute main sur la direction de ce poste est devenue un système et qu'elle paraît être l'unique préoccupation des dirigeants de ce poste.

Les fonctionnaires de l'administration, qui avaient, dans une certaine mesure, le contrôle de cette gestion financière, méritent que nous les mettions tout de suite en dehors de ce débat. Je tiens à affirmer qu'ils ont fait rigoureusement tout leur devoir, aussi bien le chef de poste que la dame employée qui était, auprès de lui, chargée des services de comptabilité.

24

-22-

Malgré les brimades, les persécutions dont ils ont été l'objet et dont ils furent les victimes, parce que les fraudeurs étaient approuvés en haut lieu contre ceux qui tentaient d'empêcher le chantage, ils sont parvenus à limiter les malversations; ils n'ont pu, cependant, les empêcher tout à fait.

J'ai donné connaissance à la sous-commission, et je ^{la} joins également à mon dossier ^{de} la photographie d'une lettre autographe dans laquelle l'un des auteurs des procédés signalés, pris la main dans le sac, expliquait que c'était par ordre du conseil de gérance que les malversations ont été commises, en vue de constituer une caisse qui servirait à rémunérer ou à subventionner certains concours sur lesquels on ne nous donne, d'ailleurs, aucune précision.

Cette lettre étant parvenue à Madame Palaysi, qui était la fonctionnaire ~~maxime~~ du ministère des postes chargée de la comptabilité, n'a pu être étouffée : on a été dans l'obligation de déposer une plainte entre les mains du procureur de la République.

On a alors essayé d'obtenir de Madame Palaysi, dans le but d'étouffer ultérieurement l'affaire et de retirer la plainte, qu'elle demandât son changement; elle s'y est obstinément refusée et l'affaire a suivi son cours, mais encore une fois, dans les conditions les plus singulières.

Vous savez comment se déroulent les instances devant le tribunal correctionnel : on entend les prévenus et on entend les témoins.

Le prévenu signataire de la lettre dont je viens de parler, ayant déclaré qu'il avait agi par ordre, et dans le

29

-23-

but de constituer un trésor occulte, il était naturel qu'on entendît ceux qui lui avaient donné des instructions et pour le compte desquels il avait agi.

Personne n'a été entendu.

Après un interrogatoire d'une minute, dans lequel le prévenu s'est borné à déclarer qu'il reconnaissait les faits, une condamnation a été prononcée contre lui sans que la moindre allusion ait été faite à ceux qui étaient ses complices ou, plus exactement, les auteurs principaux des détournements.

Ses complices, vous allez les voir, d'ailleurs, au travail par les notes que je place sous vos yeux et qui concernent les dépenses faites par le conseil de gerance et les avantages divers qu'ils ont su tirer de leurs fonctions.

Vous aurez la surprise de constater qu'un ancien ministre des postes n'a pas craint de devenir le bénéficiaire de ces scandaleuses libéralités; vous serez étonnés d'apprendre que l'argent des contribuables qui doit servir à organiser et à faire fonctionner un service public peut être utilisé à payer, à un aubergiste, qui est, d'ailleurs, le beau-frère de l'un des membres les plus influents du conseil de gerance, une note de 1700 francs de champagne.

Quand vous aurez connu, par l'auteur de ces notes, le cynisme avec lequel cette gabegie est organisée, vous ne serez pas étonnés d'apprendre que la seule sanction qui ait été prise a été le déplacement d'office de Madame Palaysi, la fonctionnaire intelligente, probe et courageuse qui avait essayé de l'empêcher.

Pour en finir sur ce point je vous communique une correspondance échangée entre le président du conseil de gerance et le directeur du théâtre de Toulouse qui se plaint que ses spectacles ne soient plus radiodiffusés.

Vous croyez peut-être que le conseil de gerance de Toulouse-Pyrénées diffuse les spectacles à raison de l'intérêt qu'ils présentent, de leur caractère instructif ou récréatif... Vous vous trompez. Il résulte de cette correspondance que si les spectacles en question ne sont plus radio-diffusés, c'est que le président du conseil de gerance, allant assister au spectacle, a été invité à payer une taxe de 5 francs sur son billet de faveur, alors, paraît-il, qu'il avait été convenu que cette taxe ne serait que de 3 francs :

• •

J'ai groupé dans mon dossier, pour que vous en preniez connaissance, toutes notes et tous documents ayant trait au poste Colonial, sur lequel a porté l'interpellation à la tribune de M. Albert Peyronnet.

Vous y verrez combien il est difficile de justifier par des considérations d'intérêt public la décision prise, à la suite du départ de M. Mandel, d'abandonner la construction du poste projetée à Noyant-sur-Allier.

De pareilles opérations peuvent, sans doute, s'expliquer par des considérations techniques sur lesquelles vous m'excuserez de ne pas m'étendre, car j'ai plus d'une raison pour ne

pas le faire. Toujours est-il que ce poste, dont la construction était commencée à Noyant-sur-Allier, et qu'on a décidé ensuite de déplacer et de construire ailleurs, n'est pas encore en voie de construction deux ans après cette décision.

Nous n'avons donc toujours pas de poste colonial et sa construction coûtera quelque 6, 8 ou 10 millions de plus.

Je fais une observation analogue en ce qui touche le poste qu'on devait construire dans la région de Bordeaux : là encore, une construction commencée a été arrêtée sans qu'on puisse en fournir d'explications bien plausibles; là encore les travaux sont suspendus, et le chef actuel des services de la radio-diffusion a bien été obligé de convenir que, depuis deux ans, on n'avait rien fait.

Vous trouverez également dans mon dossier des renseignements sur la construction du poste de T.S.F. de Muret, commandé dans les conditions les plus extravagantes à un certain M. Vitus qui n'avait jamais construit de postes d'émission, - mais seulement de petits appareils récepteurs, - qui n'était donc nullement qualifié ni outillé pour faire des constructions de cette importance.

Il ne faut donc point s'étonner qu'on se soit aperçu un beau jour que les malfaçons étaient nombreuses, que le poste ne fonctionnait pas, qu'il ait fallu prononcer sa déchéance et qu'on ait dû s'adresser à une autre société pour mettre le poste en état et le faire fonctionner.

Je vais vous citer un dernier exemple des conditions singulières dans lesquelles sont passées les commandes, dans lesquelles sont faits les marchés dans cette administration où, naguère les commandes et les marchés ne donnaient lieu à aucun soupçon ni aucune rivalité.

Vous avez entendu parler de la télévision. On en parle peu parce qu'elle n'a pas fait, dans notre pays, les progrès qu'elle paraît avoir faits dans certains pays étrangers, notamment en Allemagne.

Il y a cependant, à Paris, un poste de télévision. Le studio des émissions est au ministère des postes, rue de Grenelle. Les émissions ont été faites avec un poste très imparfait, qui n'a qu'une faible portée, et, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, on ne peut guère recevoir ces émissions de télévision que dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour de Paris. Les postes récepteurs aux mains des particuliers sont encore en très petit nombre; on n'en compte que 400 ou 500, tout au plus dans la région parisienne.

On a cependant voulu organiser des séances de télévision à l'occasion de l'Exposition. Comme on n'avait pas d'appareils appropriés pour procéder à ces séances de démonstration, on a usé d'une supercherie, dont le public ne s'est évidemment pas aperçu, et qui consistait à transmettre, à l'aide d'un fil, ces séances de télévision qui étaient des séances de T.S.F.

Cela a duré autant que l'Exposition. Celle-ci termi-

il s'agissait de reprendre le cours des émissions de télévision par sans-fil; cela ne se pouvait puisqu'on n'avait pas d'appareil d'émission approprié et capable d'assurer un fonctionnement convenable.

Qu'à cela ne tienne ! On a continué, pendant six mois, à faire, dans le studio de la rue de Grenelle, les séances qui devaient être transmises. Il n'en a coûté que 2.000 francs par jour... mais aucun appareil ne les transmettait.

On s'est cependant rendu compte de la nécessité d'avoir un émetteur de télévision. Cet appareil a été commandé, mais dans des conditions qui ont appelé une enquête, étant donné les circonstances anormales dans lesquelles le marché avait été conclu.

Il résultait de cette enquête que rien ne justifiait le choix du fournisseur auquel la commande a été passée, que, pour évincer les propositions qui étaient faites à l'administration à la suite d'un appel d'offres, on avait eu recours à cette supercherie qui consistait à introduire dans le cahier des charges un délai de livraison très court, qui ne pouvait suffire à aucun constructeur, à dater du jour où était passée la commande.

Mais on ne tardait pas à apprendre qu'en fait la commande avait été passée six mois avant, dans les conditions les plus mystérieuses, à un certain constructeur, que celui-ci s'était mis ^{à la besogne} ~~xxxxxxx~~ et qu'au jour où le marché a été conclu officiellement, ce constructeur favorisé avait déjà à peu près terminé son travail.

Il était, par conséquent, le seul qui fût en mesure

de livrer dans le délai imparti.

Les réclamations ont été si véhémentes qu'on n'a pas pu s'abstenir de déléguer un inspecteur général pour enquêter sur cette affaire.

L'inspecteur général a commencé son enquête: il est arrivé très vite à cette conviction que le marché dont s'agit était des plus suspects; mais quand il a fait part au chef de l'administration de son intention de pousser jusqu'au bout son enquête, on lui a fait connaître, - et il le dit textuellement dans sa déposition, avec un courage qui lui fait honneur, - que mieux valait ne pas continuer et qu'il eût à interrompre son enquête.

Nous sommes donc en présence d'un parti-pris délibéré de protéger les fraudeurs, de couvrir les malversations, d'empêcher que la lumière soit faite.

•
•

La commission du commerce estimera sans doute, comme l'a pensé déjà sa sous-commission que des faits de cette nature n'e peuvent être passés sous silence, qu'un pareil système ne peut durer et que nous avons le devoir, par tous les moyens dont nous disposons, d'assurer l'observation stricte des principes de correction et de probité qui, jusqu'ici, furent toujours en honneur dans les administrations publiques de la France.

Après l'audition de ce rapport, la Commission, sur la proposition de M. Lourties, président de la sous-commission, a adopté les conclusions suivantes: 1^{re} Elle approuve les conclusions de sa sous-commission, qui seront imprimées et notifiées au gouvernement; 2^e Etant donné la nature et la gravité des faits révélés par l'enquête, elle a donné mandat à son rapporteur de porter la question à la tribune du Sénat.

La séance est levée à 18 h
Le président

Séance du 6 avril 1938

31

Présidence de M. Duron

Présents: M. Duron, Amat, J. Bosc, Cartier.
Coty, Escande, Gauthier, Muller, Lignier.

La séance est ouverte à 15^h 30

Magasins à commerces multiples

M. Cailliet expose la question des magasins à commerces multiples et fait observer qu'en finissant la réforme des grands magasins, si il s'agit de commerces multiples, de petites quiniques ou de camion-bazars, dépend de la réforme même des patentes.

Le point à retenir toutes les propositions et est égard dans un projet soumis actuellement au ministère des finances.

Le projet soumis en ce moment à la Com. est un projet d'attente - il s'agit d'une mesure conservatoire d'ici que soit votée la réforme des patentes.

M. Coty fait observer qu'il s'agit en réalité d'un droit nouveau et qu'en lieu d'attendre la promulgation de celui des patentes, mieux vaudrait fixer un délai - un an par exemple.

M. Béraud remarque qu'il y a commercialité entre le projet et la loi déjà votée par le Sénat.

M. Coty revenant sur ses observations ajoute que la création du droit - en l'absence de loi - ne saurait pas être subordonnée à l'avis d'un conseil municipal. Il déplore également que le texte ne prévoit aucune sanction.

M. Bosc, après intervention de M. Escande et de M. Muller qui font observer qu'il s'agit plutôt de magasins multiples que de commerces multiples propose un texte nouveau visant les magasins multiples.

M. Coty demande qu'on vise alors les magasins et commerces multiples.

Les observations de M. Cailliet prévalent.

qui en fait la loi. S'il s'agit de la concentration commerciale abusive, la question est renvoyée à l'avenir. M. Caillies étant chargé de remettre une nouvelle rédaction s'inspirant des observations présentées.

Situation des étrangers

M. Coty appelant l'attention de la Com^{te} sur la situation des étrangers commerçants ^{en France} et le nombre de banqueroutes ou faillites frauduleuses, se termine par un rapport entre ces deux questions et demande que le ministre du Commerce soit entendu à cet égard, et que la situation politique sera stabilisée. (Approbation)

Sous-entreprise & marchandage dans les travaux de vendange

M. J. Boze fait un exposé de la question du marchandage dans les trav^{aux} de vendange.

Il a été d'une prop^{os}ition d'inspiration socialiste tendant à protéger la main d'œuvre agricole locale contre les abus de la sous-entreprise procurant aux viticulteurs les ouvriers dont ils ont besoin au moment des périodes de presse - et, à ce salaire leur versant l'excédent de leur récolte.

M. Caillies fait observer que le marchandage est cependant le seul moyen susceptible de fournir la main d'œuvre qualifiée nécessaire et sur demande de M. Lepetit, explique que, dans le Nord, il faut souvent employer la récolte en espèces. D'où une course à la main d'œuvre que seule la sous-entreprise peut fournir.

Ce qui est fait c'est, ainsi que le suggère M. Lepetit, payer directement les ouvriers, les intermédiaires ne touchant qu'une Com^{te}.

M. Boze reconnaît que la suppression du marchandage présenterait de graves

inconvénients & des avantages et se ^{pas} faire parti, ce
menant à la Com^{te} de s'éclairer avant de le
proposer.

M. le Président propose qu'avant d'émettre un
vote, la question soit renvoyée à la Com^{te} des Agri-
culteurs pour avis. Mais que l'on consulte aussi
également l'opinion de cette dernière, ne pourra
se proposer utilement.

Il en est ainsi décidé.

La Séance est levée à 17 heures.

Le Président.

Séance du 13 avril 1938

Présidence de M. Bender, vice-président

La Séance est ouverte à 15^h 30

Présents: M. Bender, Cailliez, Converset, Escande,
Froget, Hennessy, Jacquier, Moïse Lévy,
Manceau, Perdy, Léopold Robert.

Attribution de rapports

M. Feire est nommé rapporteur de la prop^{te} de loi
relative à la définition des métiers artisans.
n^o 235 - 1938.

M. Müller est nommé rapporteur du projet
de loi relatif à l'application en Alsace & Lorraine
des dispositions de l'art. 23. L. 1^{re} du C. du Travail.

Magasins à commerce multiples.

Comme suite à la décision prise par la Com^{te} dans sa
présidente hâve. M. Cailliez présente un texte
nouveau modifiant celui de la chambre.

Le texte de la chambre atteint tous les com-
merces multiples, sauf ceux autorisés par le
ministre de l'Economie nationale
ou du commerce - exception faite égale-
ment pour les particuliers exploitant pour leur
compte avec cinq personnes.

Or, il existe un projet de loi en
préparation qui prétendrait rétablir l'égali-
té rompre au débiteur du petit com-
merce par une mesure fiscale (patentes).
En conséquence, le Cairier propose ce
substitut d'article unique voté par la
chambre un projet en 3 articles

L'art. 1^{er} reprend, en le modifiant, le texte
de la chambre : il supprime à l'alinéa
1^{er} le mot "acquis", - Supplément d'ordre
nouveau par "jusqu'à promulgation d'une
loi fixant le régime des établissements à
commerces multiples, il ne pourra être créé, ni
"place ou transformé aucun magasin... etc."

L'autre fait à l'alinéa 2 le texte proposé
par M. Cairier supprime le ministre de l'E-
conomie nationale pour laisser le pouvoir
d'autorisation au seul ministre du commerce,
sur avis conforme - non plus au conseil
municipal, mais au préfet ou au Conseil
général des lieux de la création ou de l'ex-
ploitation du magasin.

À l'alinéa 3 au texte de la chambre
il substitue la rédaction suivante :

"Les particuliers exploitant eux-mêmes
pour leur compte, etc... ne sont pas
soumis à la présente loi"

Un article 2 est ajouté prévoyant une
pénalité de 500 à 5000 francs pour les entrepreneurs
à la loi, avec, en cas de récidive, fermeture
du magasin.

Un article 3 nouveau étend l'application
de la loi aux départements recourus à l'assistance

38
l'Algérie.

La Commission approuve à l'unanimité
le texte proposé par M. Caillaud qui est autorisé
à déposer son rapport -

La séance est levée à 16 heures 30.

Le président,
J. L. L.

Séance du vendredi 10 juin 1938

Présidence de M. Bender.
vice-président

Présents - MM. Bender, Aumont, Escamez, Hémery,
Moïse Livy, Mandes, Tressey.

La séance est ouverte à 16 heures.

Salon de coiffure.

M. Moïse Livy donne communication d'un rapport
supplémentaire sur l'organisation des salons de coif-
fure.

La prop^o votée par la chambre a pour objet de ré-
former la profession de coiffeur contre les non-profes-
sionnels et elle vise uniquement les salons de coif-
fure pour dames.

M. Moïse Livy propose, d'accord avec M. Calmel,
rap^o fait au nom de la Com^o de l'ép^o Con, un texte
nouveau en 5 articles.

L'article 1^{er} indique les diplômes nécessaires à
l'exercice de la profession.

L'article 2 énumère les conditions d'apprentissage,
previent l'organisation d'écoles spéciales et les conclusions des
contrats collectifs.

L'art. 3 vise le fonctionnement des salons pour

dans, aucune restriction n'étant apportée aux
salons de coiffures & hommes - D'ailleurs, les
restrictions ne visent pas la direction
commerciale ou administrative.

Les mesures transitoires ont prévu
pour une durée de six ans.

L'article 4 concerne le contrôle de la
profession et les rapports avec les chambres
de métiers.

L'article 5 prévoit les sanctions pour
contournement de la loi.

Il est stipulé que la loi s'applique à
l'Algérie.

Pour conclure M. Mörse Lévy observe
que la prop. de loi, sans toucher au droit
de propriété ni à la liberté de travail,
aure pour effet de défendre les artisans
coiffeurs contre certains abus, en instituant
des garanties sévères pour l'exercice de la
profession.

En réponse à une question de M. Maudo,
M. Mörse Lévy fait observer que l'exercice
de la profession demeure libre dans les
petites communes, la loi n'étant applicable que
dans les centres d'une certaine importance, (3000
habitants au moins).

M. Lévy est autorisé à déposer son
rapport.

La séance est levée à 16^h 30

Le Président,

J. Maudo

France au mercredi 11 juin 1938

Président M. Benda
vice-président

Présents: Mm. Benda, Amat, Caillies, Couvet,
Coty, Tine, Perdis, Lyrst.

Excusé: M. Ouvre.

Le jour ouvert à 15^h 30

Nominations de rapporteurs.

M. Jean Rose est nommé rapporteur du projet de
loi n° 285, 1938, relatif aux conventions de fourniture
entre producteurs de bière & distributeurs de
boissons

M. Couvet est nommé rapp^{eur} de la prop^{osition} de loi
n° 286, 1938, sur la transformation obligatoire
des groupements d'acheteurs en S^{ociété} Coopératives
de consommation (n° 286, 1938)

M. Edouard Roussel est nommé rapp^{eur}:
1^{er} de la prop^{osition} n° 289, 1938 sur la régulation
des faibles dans la vente de objets en c^{or}caie et
en ivoire

2^e de la prop^{osition} de loi tendant à fixer
la dénomination Rine - n° 290, 1938

M. Caillies est nommé rapp^{eur} du projet de loi
n° 346, 1938 ratifiant le décret du 28 août
1937 instituant une contribution sur l'em-
ploi des travailleurs étrangers.

M. Lourties est nommé rapp^{eur} pour avis du projet
de loi réglementant le commerce des
produits destinés à l'alimentation des
animaux.

(n° 300, 1938)

Protection du salaire des ouvriers à domicile.

M. Aucat, rapp^{or} donne lecture de
son rapport sur le projet de loi étendant
en matière de protection du salaire des
ouvriers à domicile les prescriptions de
l'art. 33 n. 1^{er} du Code du travail
aux industries visées par le décret mis
en application de l'art. 33 du dit Code.
M. Aucat est autorisé à déposer
son rapport concluant et l'adoption du texte
à la Chambre.

Protection de l'industrie nationale contre les monopoles de fait.

L'abbé de M. J. Rose, rapporteur
de la prop. de loi sur la protection de l'indus-
trie nationale c/les monopoles de
fait, M. le Président donne communication
d'un amendement de M. Chaumet, présenté
sous forme de contre-projet en 2 articles
cet amendement prévoit dans 1^{er} article la
nullité des conventions conclues pour une
période sup^{er} à 20 ans le privilège ou le
détachement d'une invention, brevetée ou non,
à celui à qui il en a concédé l'exploitation.

L'art. 2 prévoit la nullité de toutes
conventions, imposant pour une durée
sup^{er} à 20 ans des perfectionnements inté-
ressant au cours de l'existence de ce
l'application du contrat la nullité le concernant
au concessionnaire.

La Com^{mission} estime qu'il est possible d'in-
corporer cet amendement, en partie tout au
moins, au texte de M. J. Rose, déjà déposé.
M. le Président informe, d'ailleurs, la Com^{mission}
que la Com^{mission} de législation accepterait.

une exception tirée de l'art. 10 et 2^e de l'ancien
act. Communiqué notamment de 2^e alinéa.

M. J. Boire sera avisé de la décision de la
Com., le bon lui est tout fait de présenter une
nouvelle rédaction.

Distribution de lettres et objets chargés dans les hôtels.

M. Amiot, rapp^{er} donne connaissance d'une
lettre de ministre demandant à la Com. de
se réunir sur la note et d'adopter le texte de
la demande.

Sur intervention de M. Cely, la Com. main-
tient son texte et exprime à M. Amiot le
mandat de le défendre en séance publique.

Age d'admission des enfants aux travaux industriels et non industriels.

M. Bender, prés^t fait approuver deux rap-
ports sur deux projets de loi ratifiant des con-
ventions internationales fixant l'âge d'ad-
mission ^{des enfants} aux travaux industriels et non indus-
triels.

Artisans.

M. Faivre fait approuver le rapport sur une
prop. de loi tendant à modifier l'art. 10 de la loi
du 16 juillet 1907 et à abroger les arrêtés ministériels
pris en application de la loi du 27.3.1934 ayant
modifié l'art. 10 de la loi du 16.7.1907.

(Définition des maîtres artisans.)

La séance est levée à 16 heures 45 minutes.

Le président,
Bender

Séance du mercredi 14 décembre 1938

Présidence de M. Bender, vice-président

Présents: M. Bender, Amat, Caillies, Cousseret,
Coty, Escaude, Froget, Jacquini, Meije la'y,
Ouri, L'opold Robert, Pradel, Pignatelli.

La séance est ouverte à 15h

Distribution de rapports:
pour nommer rapporteurs:

M. Amat, de la propⁿ n° 354 - 1938
tend à rendre obligatoire et employer
la certification du certificat de travail aux
ouvriers & ouvrières à domicile.

M. Pignatelli, de la propⁿ n° 355 concernant la
protection des coutures en cuir, dits "Coutures
de campagne".

Travaux de la Commission

M. Oure demande qu'un état des travaux
de la Comⁿ soit dressé & communiqué à chaque
séance, de façon que l'on puisse avoir
un aperçu d'ensemble des travaux en cours
rapports et les questions relatives en souffrance.
Il en est ainsi décidé.

Règlement de l'ordre du jour.

La Comⁿ règle l'ordre du jour pour le mercredi
21 décembre. Figureront à cet ordre du jour:

1° Le rapport de M. Pradel sur le ma-
tière dans les suppléments civils des femmes pour appelés
sous les drapeaux

2° M. rapport de M. Amat sur la propⁿ n° 354
relative aux ouvriers & ouvrières à domicile

3° L'examen de l'état à ce jour des tra-
vaux de la Comⁿ

La séance est levée à 15h30

Le président,

M. Oure

41

Séance du 21 décembre 1958

Présence de M. Baudet, vice-président

Sont présents MM. Baudet, Escande, Carlier,
Ouvre, Cusset, Pinguet, Côté, Ansat.

La séance est ouverte à 17^h

Réadmission dans leur emploi
des militaires libérés.

Mr. Pinguet, rapporteur, fait un exposé nouveau de la question qui a été soumise à la Commission du Commerce.

Celle-ci approuve les légères modifications apportées par l'auteur à son rapport primitif.

Exercice des ouvriers et ouvrières
à domicile.

Mr. Ansat fait approuver un rapport sur une prop. de loi qui rend obligatoire pour l'employeur la délivrance d'un certificat de travail aux ouvriers et ouvrières travaillant à domicile.

Il est autorisé à déposer ce rapport.

La Commission ajourne à l'année prochaine l'examen des travaux de la Commission dont un état, sur demande de M. Ouvre, a été communiqué à chacun des membres de la Commission.

La séance est close à 19^h30

Le Président,
Baudet

L'après-midi du 27 décembre 1938

Présidence de M. Bender, vice-président.

Présents: Mm. Bender, Amat, Lantier,
Caillat, Riquet, Escande, Le Roy.

L'après-midi à 14 h 30

Conges payés et licenciés

M. P. Lantier examine les dossiers amende-
ments qui ont été présentés depuis le dépôt
de son rapport.

Il propose, d'accord avec M. P. Lantier,
ministre du Travail de limiter à 7
jours la durée du congé. (Adopté)

Une discussion s'engage sur la question
de l'indemnité en cas de congé d'urgence.

M. Caillat estime qu'un délit est en
crise, il faut une indemnité. Quelle sera
l'autorité judiciaire qui statuera.

L'amendement est accepté.

Un amendement Fiancette qui change la
jurisdiction en cas de faute grave et confie la
décision de statuer au juge de référé, est
rejeté, après intervention de M. Caillat.

Il en est de même d'un amendement
Brasseur qui déclare qu'il ne peut
invoquer la responsabilité civile des
propriétaires pendant le délai de congé.

Sur proposition de M. Bender
un amendement de M. Fiancette est accepté
avec modification, ce paragraphe s'ajoute
au congé, s'il le désiré, ce ne sera
pas de congé, mais toute clause de ce
genre insérée dans le contrat d'usage -
n'est et ne sera réputée non écrite.

Les autres amendements aux art. 6 bis et 7 de
M. M. Brasseur et Fiancette sont rejetés.

M. Bourlet est autorisé à défendre à la tribune
les diverses solutions qui viennent d'être adoptées
La séance est levée à 11^h 30.

Le Président, M. Dubouche

Clunice 1939

Séance du 31 janvier 1939

Présence de M. Mirse Lévy, Juge d'appeal
assisté de M. Ruge, Secrétaire

Séance est ouverte à 14h30.

M. le Président adresse un souvenir de
sympathie à l'ancien Président M. Darvon
qui a toujours dirigé les débats de la Commission.
On a une autorité et impartialité, et
il souhaite la bienvenue aux nouveaux
membres de la Commission

Exposé: M. Lourdes

Élection du Bureau
Nominations du Président.

Acte provisoire et élections, au scrutin
secret, du Président.

Votants 21

Majorité absolue 11

Ont obtenu: M. Bauder 11 voix

Coty 10 -

M. Bauder, ayant obtenu la majorité
absolue, est proclamé Président.

Tous acclamations sont données:

Vice Président: M. V. Lourdes
Coty

Secrétaire: M. Decroix
Therrien

Le bureau étant constitué, M. Bauder
remplace M. Lévy à la présidence.

Présence de M. Bauder

M. le Président remercie les collègues de
la marque de confiance qu'il leur a

45

de lui témoigner et adresse l'expression de toute la
sympathie à M. Duroc, avec qui il a été
un d'ami, et dont il regrette le départ, et
il a toujours prêté une oreille attentive à la cause
avec franchise et loyauté.

Il remercie M. Rivière Ligny et déclare
qu'en tant que président, il s'efforcera de mériter
la confiance de ses collègues en manifestant
satisfaction avec non seulement la majorité de
sympathie, mais loyauté, en s'attachant à maintenir
l'union de tous dans une amitié
où l'on a toujours tenu compte de toutes volontés et
d'intérêts.

C'est dit-il, en terminant, en toute
camaraderie que je vous invite à travailler.

La prochaine séance, - pour distribution de
rapports - est fixée au mercredi 17 février
à 16 heures.

Étaient présents à cette séance : M. Baudet, Ligny,
Rogé, Dupont Robert, Féro, Victor Constant,
Jore, André, Coty, Constant, Thourmyre,
Escande, Annet, Jautier, P. Laffont, Ulysse
Fabe, Manceau, Ulmo, Caillé, Parker,
L. Dreyfus, J. Godart et Roussel.

La séance est levée à 17 h 15

Le Président L. Baudet

Séance du mercredi 1^{er} février 1939

Présence de M. Bénédict.

La séance est ouverte à 16 h.

Sont présents: MM. Bénédict, Bessy, Lemaire,
M. Fabe, Amal, Cerdin, Ulmo, Coutant,
Tire, L'ry, Jorle, Manseau, Cety, Thon-
myre, Caillol, Roussel, Roge, Lemerat,
L. Dreyfus, Bure.

Nominations de rapporteurs:

Sont nommés rapporteurs des projets et
propositions ci-dessous:

M. Manseau - projet n° 23. 1939
(Semaine hebdomadaire des fêtes et salons)

Roge - proposition n° 20. 1939
(Statut des voyageurs et représentants de
commerce)

Ulmo - de^{re} prop. n° 170. 1930 sur le
repos des chauffeurs d'autos (antérieurement
mis au point par M. Bénédict)

Léopold Robert de prop. n° 138 et 140
(1936) sur les droits d'auteurs (antérieurement
mis au point par M. Bénédict)

Caillol de la prop. n° 139 sur les
fêtes de nuit (antérieurement rapportée par
M. J. Bore) n° 247. 1936

Amal - de la prop. n° 137 sur les
causes de fourniture et de production
de biens et de services (n° 285. 1938)

et de la prop. n° 141. 1938 sur la
situation de certaines catégories de tra-
vailleurs au regard des lois sociales

Ulmo Fabe de la prop. sur les
marchandises dans les lieux de vente
(n° 899. 1936)

47

M. Ulysse Fabe, de la prop. relative aux
obligations imposées aux vendeurs de machines
(160. 1937)

Ouvrè de divers projets rapportés antérieurement
par M. Jacquier lui-même.

Les 40 heures dans la mine (103. 1937)

La charte du travail (151. 1937)

Les conventions collectives (116. 1938)

Le Code du travail (Com. collective) (105. 1938)

Coty d'un projet sur la fixation, au lieu
des salaires, rapporté antérieurement
par M. Jacquier - (262. 1937)

Conseil d'un projet de réorganisation du
ministère du travail, qui fut
rapporté par M. Reynaud, puis
confié à M. Jacquier.

M. Escaudé, de la prop. Louis sur la
régularité des contrats de travail, confiée
également à M. Jacquier (10311. 1937)

M. Constant, de la prop. relative aux
conditions de campagne (Courtiers
en vins) 10338. 1938.

La prochaine séance, fixée au mercredi 8
février, examinera le Prop. de M. Louis
sur les greffes des tribunaux de
Commerce et d'immatriculation des
actes de naissance.

La séance est levée à 16^h 45

Le Président, Drouot

Séance du mercredi 8 février 1939

Présidence de M. Coty, vice-président

La séance est ouverte à 14^h 15.

Présents: M. Coty, Amat, Constant, Froget, Cornu, L. E. Dreyfus, de Jandemaison, Humesly, Jossé, M. Livy, Mancau, Müller, Perrier, Raudin, Le Robert, Ulysse Faber, Ulmus.

Distribution de rapport

M. Mancau est désigné comme rapporteur de la propⁿ ardo 4^e 477-1938, tendant à rendre applicables aux agents géométriques d'assurances les dispositions législatives ayant trait à la convention collective du travail et aux procédure de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail.

Greffe des tribunaux de commerce

M. Maurice Livy, rapporteur donne connaissance de son nouveau rapport qu'il a rédigé sur la proposition ardo tendant à mettre à la disposition des tribunaux de commerce, deux registres nouveaux, destinés au greffe, où seraient inscrits les procès-verbaux d'effets acceptés et les procès-verbaux de saisie dressés à l'encontre des commerçants.

Sur la proposition de M. le Président un article 3 est ajouté stipulant qu'un décret ministériel réglera les conditions d'application de la loi. Ce décret devra notamment régler la question des sanctions à prendre contre les huissiers qui n'auraient pas adressé au greffe les renseignements prescrits par la présente loi et d'autre part, les ^(ind. quot.) émoluments qui leur seront attribués pour cet office.

Sous réserve de cette modification M. Maurice Livy est autorisé à déposer son rapport.

Le 1^{er} au mercredi 17 février 1939

Exécution cell. Bénédict

Présents: M^{rs} Bénédict, Amal, Cominot, L-
casse, U. Fabe, Fagel, Gauthier, J. Gostart,
James Hennessy, Mivie L'iz, Manceau, Oury,
Muller, Maudin, Perdris, L. Robert,
Rogi, René Cots, Toy, Riout, Turlier.
Ulmo

Excusés: M^{rs} E. Roussel & Feire.

Visite au ministère des P.T.T.

M. le Président rend compte des visites qui ont été
faites récemment au ministère des P.T.T. et
notamment au bureau central des cheques postaux
et à ceux de la Basse d'Espagne.

Il donne les renseignements suivants sur la
service des cheques postaux :

En 1^{er} janvier 1930 il y avait 133.000 comptes

" " 1939 il en avait 226.000

Pour les mêmes dates, le nombre de opérations
et payés de 42.600 à 59.112.

Le mouvement des capitaux qui portait
sur 13.609.000.000 de fr. est passé à
332.663.000.000.

Le nombre des employés de 124 (et passés à
1613 - (et il faut tenir compte de la représen-
tation des capitales de contrôle des cheques).

Les avoirs en dépôt alloués en
chèque de 1.566.000.000 de fr.

Les réclamations, au nombre de 173136
- soit 13 pour 10 titulaires - sont tombées en
1939 à 24.000 - soit 1 pour 10 titulaires

Le nombre des erreurs de 660 pour
1 million d'opérations est tombé à 44.

Le personnel fait preuve de

meilleures esprit - alors en cas Central Téléphonique -
pas l'aitte peut être d'un "reciproquement" exécutif
de employés, ceux-ci ne sont pas animés d'un
esprit aussi satisfaisant -

A la Caixa d'Epargne l'organisation a été
entièrement modernisée, la clarement et l'orga-
nisme se fait par fiches, on a installé pour les emplo-
yés une souppe-maine leur coïncidence qui fonction-
ne en commun avec celle du lycée Juvénat.
D'une façon générale, le service de charges po-
sées à la Caixa d'Epargne peut être proposé
comme un modèle d'organisation.

Radio-diffusion

M. Almat attire l'attention de la Com.^{me}
sur la reorganisation récente de la Com.^{me} de
radio-diffusion au sein de laquelle il rappelle
de voir que continue à côté de M. Leprieux
Bender, un ambulant au poste, M. Lucile
Cressière, homme de main de Marceau
Divet, diffamateur public, qui on peut voir
homme de voir dans la section d'information
de la Radio.

Ce personnage a refusé la transmission de
la revue du 14 juillet par un porte-tribune
et sa présence à la Commission est un
vritable scandale contre lequel il pro-
teste énergiquement, d'accord avec M. Paul
Lafont.

M. Mancau confirme cette opinion
et la Commission décide que son président
devra demander au ministre les raisons de
cette nomination contre laquelle elle
s'élève unanimement.

Statut des représentants de commerce

M. Rogé, rapporteur fait un exposé de la
proposition de loi de M. J. Guérin faisant

restait que l'objet de cette proposition est de
laisser aux représentants de commerce la faculté de
renouveler au statut institué par la loi du 18 juillet
1937, lorsqu'ils représentent soit des maisons étran-
gères, soit d'autres maisons importantes, fran-
çaises ou non.

Ainsi, exceptionnellement au début, cette
renouvelation pourrait fort devenir le reflet
aboutissant à une abrogation de fait de
la loi puisque d'obligation, comme à vouloir
le législateur, elle deviendrait facultative.

Analysant les termes de divers contrats
de louage de services qui peuvent unir les
entreprises à leurs représentants, M. Rogé montre
qu'une telle autorisation transformerait
complètement la nature juridique de ces sociétés.

Il examine également la question
fiscale et finalement conclut et s'exprime
hostile à l'égard de la proposition.

M. Maucœur estime que la loi de 1937
dont il a été l'auteur, contient des lacunes &
qu'il faudra tôt ou tard la modifier — mais
elle n'est qu'à ses débuts. Il traite cette ques-
tion en tous sens, notamment, & regrette
que le représentant ne soit pas responsable
des décisions qu'il a prises. Diverses.

M. Toy. Rient demande la mise à
l'étude d'une révision de la loi de 1937
avec consultation des groupements commer-
ciaux & des représentants de Commerce.

M. le Président fait observer que ce n'est
pas l'objet de la présente discussion.

A M. Toy. Rient qui demande qu'on
entende tout au moins le projet. M.
Rogé répond que celui-ci est hostile à
la propⁿ. L'opinion est connue.

M. Loty combat aussi la propⁿ.
M. Toy. Rient & s'adresse à la demande
de rejet présentée par le rapporteur.

53
Après une discussion à laquelle prennent part
à nouveau les orateurs précédents et MM. Oursi,
Ulysse Fabe, Hermetty. Le rapport Robert puis
demande notamment une définition précise du
représentant, la Commission, et l'unanimité des
votants, décide de repousser la proposition
celle de M. Suénier.

La séance est levée à 17 heures

Le Président,
J. Bender

Séance du mercredi 22 février 1939

Présidence de M. Bender

La séance est ouverte à 17 h

Présents: MM. Bender, Coty, Thourmyer, Amato,
Coudane, Etienne, A. Fabe, Froget, Hermetty, Jost,
P. Laffont, M. Liny, L. Dreyfus, Oursi, Pucier,
L. Robert, Rogi, Ed. Roussel, Turlier & Ulmo.

Nominations de rapporteurs:

Sont nommés rapporteurs:

1. de la prop. celli tendant à interdire la
provisoire de vente des "la boule de neige" (n° 76, 1939)
M. Etienne
2. du projet celli instituant une
procédure de recouvrement, simplifiée,
des petites créances - n° 95. 1939
- et 3. du projet celli relatif aux profits
et intérêts des effets de Commerce
n° 96. 1939
4. des projets celli relatifs à la
validité des timbres-poste
n° 97. 1939.

M. Pucier
Liny

M. Ulmo

Inscription en marge des actes de naissance
et l'immatriculation au registre
du Commerce

supplémentaire

Lecture est donnée du rapport (de la M^{re} Le
Lévy.

Depuis l'adoption de son rapport, M^{re} Lévy
a eu connaissance de certaines objections à
la prop^o qu'il avait faite de l'inscription en
marge des actes de naissance et l'immatricu-
lation au registre du Commerce. D'accord avec
M. Coty il a, à nouveau étudié la ques-
tion et il propose de substituer à cette ins-
cription en marge des actes de naissance, les
difficultés à réaliser, en effet, et qui, de plus,
ne pourrait s'appliquer aux étrangers ou
aux personnes de nationalité française, nés
à l'étranger, - l'institution d'un répertoire
central de Commerce, tenu des Français,
pour tous Français et étrangers, par
l'Office national de la propriété indus-
trielle. Il y aura donc de ce fait, une
modification du libellé de la prop^o de la

Le rapport supplémentaire de la
M^{re} Lévy est approuvé et son auteur
autorisé à le déposer sur le bureau
du Sénat.

Ouverture de nouvelles boulangeries

La Com^{te} entend une délégation de
présentants patrons et ouvriers de Boulan-
gers venus pour lui demander, d'un
commun accord, de faire inscrire au plus
tôt, à l'ordre du jour du Sénat, la dis-
cussion du rapport de M. Justin Godart
sur le projet relatif à la réglementation
de l'ouverture de nouvelles boulangeries,
vous à tout, M. Guille, président

du Syndicat national de la boulangerie de Paris et de la Seine, - Savoir, secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs de l'alimentation, et Férrier, de la Confédération nationale de la boulangerie française, - reproduisant les arguments déjà développés il y a un an - le 16 mars 1938 - lors d'une première audition - font valoir que depuis le vote par la chambre du projet en instance devant le Sénat, le mouvement d'ouvertures s'est accentué.

Il y a eu, entre mars et ^{fin} 1938 33 ouvertures nouvelles - soit 1100 en 8 ans - et 41 sont en préparation.

Un mouvement de spéculation a pourtant, en cette matière que certains bourgeois ont intérêt à provoquer de nouvelles ouvertures, en sorte 575 ou 80 ouvertures nouvelles, 1000 maisons n'ont, d'ailleurs, pas reçu ^{encore} leur règlement.

Et malgré cela, il résulte d'enquêtes menées dans le département de la Seine que si on y a 10 ans on avait par jour et par maison 426 Kgs de farine, on n'en voit plus actuellement que 270 ! Donc, le mouvement ne répond pas à un besoin accru de la consommation, au contraire.

Parlant plus spécialement de la province M. Férrier observe qu'on y est également favorable à l'adoption d'un statut de la profession, notamment dans les Alpes-Maritimes où se voit un mouvement de protestation très vif contre les agissements des boulangers étrangers.

M. Louis Dreyfus, représentant de ce département, confirme les faits rapportés par le représentant de la Confédération nationale de la boulangerie.

Une question de M. Coly pour la

voit si ceux qui se appelle de "installateurs" de
boulangeries, & qui se livrent à la spéculation
qu'on a signalé sont des marchands de fonds.
Mr. Guillel répond qu'il n'est pas de profession
nettement définie. Il ajoute, répondant à
une question de M. Fumet, que bien que
le rapport de M. J. Godart ne lui donne pas
entière satisfaction, les boulangers - patrons &
ouvriers - sont unanimes à en demander le
vote par le Sénat.

Questions diverses -

Après le départ de la délégation, M. Paul
Lafont s'oppose à l'inscription du rapport à
l'ordre du jour au Sénat.

M. le Président fait observer que la
Com. Int. a déjà prononcé pour l'adoption de ce
rapport, d'ailleurs exposé & qu'en tout cas, elle
ne saurait prendre de décision en l'absence de
M. Justin Godart, rapporteur.

M. Alexis Fahe remarque qu'il con-
viendrait de prendre non pas des mesures spé-
ciales à l'égard de telle profession, mais des me-
sures d'ensemble & c'est pourquoi il se re-
tira la discussion prochaine du rapport de
M. P. Lafont sur les ententes professionnelles.

M. Paul Lafont est d'accord avec lui
sur ce point, mais à l'égard de cela, M. Fahe
s'y était toujours opposé. Il en viendrait
à savoir quelle est l'opinion de son
gouvernement actuel à cet égard. C'est
pourquoi il soumet une question des
ministres du Travail et du Commerce.

M. M. Joux, Alexis Fahe, Edy. Bierre
Almat, font observer qu'il faut ait
entendu non seulement les deux mi-
nistres, mais aussi celui de P.T.T. pour
que la Com. ait une vue d'ensemble
du point de vue toutes les questions sectorielles
touchant cette question et qui inté-

57

sement ces trois départements ministériels.

Il est donc décidé qu'on entendra d'abord, mesures prochaines le ministre des posts, étant donné la proximité de la date à laquelle doit s'ouvrir la Conf.^{internationale} de Montreux sur la radio. Diffusion. Cette audition portera :

1^{re} sur les intensions du gouv^t à l'occasion de la Conf.^{ue} de Montreux, (spécialement en ce qui touche les posts fruits.)

2^{de} la compréhension du Comité d'experts de la radio diffusion (question soulevée par M. Aurat lors de la dernière séance de la Com.^{te})

3^{de} sur la communication au parlement, après leur diffusion, des textes des émissions à caractère politique.

Au cours de séances ultérieures de la Com.^{te}, celle-ci entendra le ministre du travail auquel seront posées des questions relatives :

1^{re} à l'application des lois sociales (notamment de la loi de 40 h. et des congés supplémentaires donnés dans certaines entreprises où cependant l'on demande aux employés de travailler plus de 40 h.) -

2^{de} à certains licenciements antérieurs à la veille de mises à la retraite -

ce sont des questions posées par M. P. Lafont

3^{de} au chômage - questions posées par M. J. J. J.

4^{de} aux conventions collectives (questions posées par M. Duver.)

5^{de} au projet relatif à la protection des travailleurs à l'égard des machines (par M. H. Falar.)

6^{de} d'une façon générale à la politique du gouv^t en matière de législa^{tion} du travail.

Pour l'audition du ministre du Commerce, qui serait prévue ensuite, il serait

urgent - questions soulevées par M. Paul Lafont, - d'appeler l'attention du gouvernement sur les difficultés que rencontre actuellement le grand commerce - notamment

ment les difficultés de l'histoire.

Les dates et les services mentionnés seront fixés ultérieurement.

Repression des fraudes.

M. Edouard Roussel donne connaissance de deux rapports des deux commissions relatives :

la 1^{re} à la répression des fraudes dans le commerce des objets en écaille et en ivoire.

la 2^{de} à la protection des dénominations d'origine.

M. Edouard Roussel, qui conclut à l'adoption de ces deux propositions, est autorisé à déposer ses rapports.

La séance est levée à 17^h 30.

Le Président,
G. BENOIST

Séance du mercredi 1^{er} mars 1939

Présidence de M. BENOIST

La séance est ouverte à 18^h.

Présents : MM. BENOIST, AMAT, CAILLIET, CONSTANT, COTY, ESCOFFIER, M. FAHRE, CUVILLON, GAUTHIER, J. GODART, de GRANDMAISON, HENRIOT, JOSSE, PAUL LAFFONT, M. LIZY, L. DREYFUS, MÜLLER, NARDIN, OMER, RIVIER, RICHARD, LEOPOLD ROBERT, ROGER, TROUVEREUX et ULLMANN.

Distribution d'un rapport.

M. AMAT est nommé rapporteur des propositions n° 144-1939 relative aux émissions du Parlement pour les émissions postales radio-électriques par les postes d'Etat.

Service des Tr. du P. L. M.

M. le Président rend compte de la visite qu'il a faite au service postal du P. L. M. où il a pu constater les progrès réalisés, notamment dans la construction des voitures postales. Il a également eu l'occasion de visiter les ateliers de réparation et d'entretien, et d'autres parts de bon esprit dont fait preuve le personnel ambulant.

59

Application en Alsace & Lorraine de
l'art 23 L. 1^{re} du Code du Travail
(réhabilitation du louage de services)

M. le Chambre Müller donne lecture de son rapport
sur un projet de loi tendant à appliquer en Alsace & Lorraine
les dispositions du Code du Travail (art. 23 L. 1^{re}) relatives
à la réhabilitation du louage de services fait sous
de terminations de durée. Le projet consacre cependant
quelques-uns des avantages de la législation locale pour
certaines catégories, et, d'autre part, ne s'applique
pas au personnel de l'équipage naviguant sur le
Rhin, la France étant liée, à cet égard, par les
conventions internationales.

M. le Chambre Müller est autorisé à
déposer le rapport.

La Radio-diffusion

Ordonnance de M. Jules Julien,
ministre des PTT.

M. le président souhaite la bienvenue à M. le mi-
nistre des PTT et lui donne la parole pour faire
l'exposé de la politique en matière de radio-
diffusion.

M. Jules Julien, ministre des PTT commence par déclarer
que, lié par la solidarité ministérielle & la responsabilité
collective que lui confère la position, il s'interdit de critiquer
tout ce qui a été fait antérieurement.

Sans doute il suffit de lire les textes qui régissent la
radio pour constater qu'à l'exception de certains radios
étrangers, la nôtre était dépourvue d'organisation véritable.
Une série de lois ont défini la portée de ses
prévisions, d'autres ont traité des points particuliers, sans
qu'il y ait proprement parlé de statut de la
Radio. C'est pourquoi, en 1930, M. le
ministre a déposé à cet égard un projet particulier.

Abondant tout de suite le sujet spécial de la
Conférence internationale de Montreux qui vient de
s'ouvrir, et le ministre s'attache à exposer une
légende selon laquelle, à Paris, les choses en infériorité
et il précise qu'il n'y aura là-bas aucun nouveau
de ce genre. La Conférence réunit uniquement
des techniciens. Seul, cependant, parmi les ministres
européens, M. Tuller, a fait de lui-même de ce genre
à Montreux un observateur parlementaire : et ce
sera M. Benda, le président de la Commission Financière
des P.T.T.

On a critiqué aussi le choix, comme chef de
la délégation, de M. Muelater, un fait qui était
surprenant d'avoir un poste international impor-
tant, qui allait lui retirer une partie de son
indépendance. En réalité, M. Muelater fournira son
titre de représentant de la France à Montreux, celui
de directeur des télécommunications à Berne,
ce qui, au contraire de ce qu'on affirme, ne lui retire
aucune indépendance et ne le fera pas négliger pour
plus nos intérêts.

Il nous a, d'ailleurs, déjà représentés à une
Conférence des télécommunications, au Caire, où il a
parfaitement réussi.

Il y a, dans le P.T.T. non seulement des
postiers proprement dits, mais aussi des techniciens,
ingénieurs, polytechniciens.

Nous avons obtenu, pour l'attribution des
langues d'indépendance, 6 parts prises avec langages d'indépendance
exclusives, 11 langages partagés et 2 communs
internationaux.

Il convient de noter qu'à Lucerne, nous
n'avons signalé que 3 parts prises sur 12 et cela
vaut la différence entre les langages d'indépendance
qui ont été attribués et ceux utilisés. Il est évident
de faire observer, d'ailleurs, que pour nos parts
prises ne jouissent que d'une existence précaire et
souvent révoquée.

Les arrangements pris avec certains pays

61

pour l'imprévu de longues années n'ont pas été les nets
et cela a continué, à la Conf.^{ce} du Caire, en 1938, à
mettre la délégation française en situation de vaine
Nul le ministre entend bien ne pas porter atteinte,
malgré cela, aux posts privés, et il a essayé de régulariser
la situation sans risquer de leur voir infliger
un refus brutal. Toutefois, la question va se poser à
Moutiers de savoir si nous pourrions obtenir une
langue d'^{exclusive} pour chaque poste français existant.
Ce qui n'est pas, c'est sans doute, avoir les langues
partagées. Ce qui fait peut-être notre infériorité, c'est
qu'à Prague, en 1929, nous avons déclaré que le nombre des
langues d'indes attribués à la France pourrait satis-
faire nos besoins et pourrait même être surabondant.
Il n'est donc difficile, maintenant, de prouver une
attitude nouvelle.

Tout ce qui ne peut tenter, c'est une modification du
statu quo ante Moutiers -

Passant à la comparaison avec les pays étrangers,
le ministre observe que l'Allemagne a eu tout d'abord
langues d'indes - sans doute a-t-elle plus de langues
exclusives que nous, mais sa position géographique
au centre de l'Europe lui confère des avantages à cet
égard.

En Angleterre et en Italie, on a utilisé au mieux
la radio, en pratiquant le système de la synchronisa-
tion consistant à faire travailler sur une seule
langue. On plusieurs stations ayant entre elles
une distance géographique convenable.

En France on a essayé d'organiser à cet
égard pour que chaque région dispose d'une station
émettrice avec un conseil de France autonome.

Quant aux stations privées elles sont exploitées par les
sociétés possédant la licence ou à un autre d'une certaine
indépendance. Alors qu'il y a 20 stations en
Allemagne, 10 en Italie, il y en a 5 chez nous, ce qui
explique la situation. Pourquoi contenter de lon-
gues différentes pour les stations d'une même
zone? La solution serait de synchroniser les

stations éloignées les une des autres : par exemple, Lille, Bordeaux, Nice.

Pour les stations prises il faudrait aussi obtenir des synchronisations, les stations couvrant quel Etat donnerait l'exemple. Non! répond le ministre. Surtout, la question de la synchronisation ne saurait être réglée au Montebell.

En résumé, les directives données à la délégation française se résument ainsi :

- 1° pour les ondes longues, acceptations du Haut de Bruxelles
- 2° pour les ondes moyennes - exclusives de partage - éviter les glissements vers les bandes ondes;
- 3° finalement se rabattre sur les longueurs mêmes.

M. de Fraudmaison posant une question au sujet des fautes nouvelles commises par les stations,

M. le Ministre répond que si l'on veut des poés. Nous il en pourra donner 2 qui en tout cas, durant ces derniers mois, les postes d'Etat se sont comportés d'une façon parfaite, à ce point qu'il n'y a eu aucune faute nouvelle avait elle été diffusée par un poste de radio, après vérification. Ça a été reconnu qu'il s'agissait d'un poste privé.

M. Aucat fait observer que certains postes privés importants - cependant - n'ont pas de place dans la statistique des postes disposant de longueurs d'ondes spéciales. Il serait désirable que une délégation à Montebell fut remuée une longueur d'onde au-dessus de 300 m. - en Allemagne & en Angleterre - les postes sont mieux placés à cet égard, - de même en Russie - où il existe 3 postes à grande longueur, alors que nous en avons qu'un seul et 19 postes au-dessus de 300 m. alors que nous en avons que 4.

Quant à la synchronisation M. Aucat regrette qu'elle ne puisse se faire qu'au retour de la Conférence de Montebell.

Quant à la désignation de M. Neubauer,

M. Amat estime qu'il ne pourra faire mieux qu'il l'a fait à Bruxelles & ajoute qu'étant destiné au forum international, il sera irresponsable. D'ailleurs, s'agissant d'une convention, les attendus s'élèveront ne peuvent que valoir ou se fonder, mais est-il nécessaire qu'ils soient inscrits des projets avant la conférence même & il est heureux que ces parlementaires figurent dans la délégation.

M. le ministre répond à M. Amat que si l'Allemagne et la Russie ont une situation meilleure que la nôtre, il faut tenir compte, comme il l'a déclaré tout à l'heure, qu'en 1929 à Prague, nous nous étions déclarés satisfaits. Les plus, en ce qui concerne l'Allemagne elle répondra qu'elle a incorporé l'Autriche & les Sudètes, - et quant à la Russie, nous n'en faisons pas compte 165 millions d'habitants & un territoire immense.

M. Weyre Fabre fait observer que ce qui compte aussi, c'est le nombre de posts récepteurs; or en Russie il ne répond certainement pas à l'importance des stations qui servent surtout non pas à l'intérieur, mais à l'extérieur, comme moyens de propagande. — et M. Dauré ajoute que la Russie a bien fait de la propagande au moyen de la Radio, mais n'a rien fait pour en recevoir.

M. le ministre répond que les pays pauvres ne doivent pas être privés de possibilités d'audition.

Quant aux ^{longueurs} exclusifs, il entend tout au moins en donner une pour Radio. L'unis dont la puissance émettrice va, d'ailleurs, être augmentée, un crédit de 27 millions est ainsi prévu à cet effet.

Répondant enfin sur le point plus spécial de la personnalité de M. Mulater, M. le ministre observe que chaque fois que les posts privés ont eu à discuter d'une question et intéressant ils ont toujours réclamé M. Mulater à qui il est reconnu un esprit très compréhensif et M. le ministre affirme qu'à l'avenir il saura le maintenir indépendant.

M. Paul Lafont. résumant les observations antérieures fait valoir 1^o qu'il existe actuellement - pour ce qui concerne - un glissement vers les ondes courtes; 2^o que dans les expériences antérieures, tous les posts privés n'ont pas été signalés, d'au attributions de longueurs d'ondes qui ne sont plus en rapport avec leur nombre; 3^o que la nomination de M. Mulatier - qui a déjà été sur pied, ce post à Bruxelles - sera pour nous à Nanking une cause déplorable.

Il importe donc que nous ayons des précautions pour que nous ne soyons pas exposés à de nouvelles capitulations à Montreuil et que les stations privées aient pour les longueurs d'ondes, la gamme à laquelle ils ont droit.

M. le ministre répond que nous n'avons pas capitulé ni ici ni à Bruxelles, car nous représentons tout ont demandé qu'une réserve fût introduite selon laquelle les délégués à la conférence ne seraient pas tenus de signer le plan devant leurs gouvernements respectifs.

M. Anas estime que nos représentants doivent faire preuve d'énergie et obtenir davantage à Montreuil.

M. le ministre répond à M. Lafont qu'à Bruxelles nos représentants ayant à choisir entre les bandes des ondes longues et des ondes moyennes, et vu la difficulté, ont porté leur effort sur les ondes longues, en laissant les ondes inférieures. Ainsi notre poste national a une fréquence voisine de celle d'Amara.

Pour M. Ourel, si antérieurement nous n'avons pas déclaré tous nos posts privés, c'est que nous faisons une politique de radio Etat. Cela a naturellement gêné le gouvernement - car cela a favorisé nettement les posts Etat au détriment des posts privés.

M. Coty regrette aussi que nous

61

cache l'existence de 10 posts privés sur 12 des
les confiances précédentes. Il demande au ministre
d'user d'autorité à l'endroit pour ce faire, cette
fois-ci, des posts privés.

Parlant de la qualité des émissions, il fait
observer qu'en dehors de toute question technique,
auprès de ne même de la propagande, l'audition des
posts d'Etat est rendue difficile par l'étranger, du
fait de la mauvaise articulation des "speakers".

Enfin, abordant la question du contrôle des
émissions politiques par les posts d'Etat il
demande la communication au parlement des
émissions & veille en outre une impartialité
totale dans les informations.

M. le chanoine Ruille appuie ses observations
et observe qu'à Strasbourg on s'at flairait, au
sujet des émissions faites en allemands du corps
du speaker & de son accent. Pourquoi on n'
choisit un Allemand comme ministre au lieu d'un
Allemand par exemple? Il consent aussi
que les informations ne soient pas imparciales,
même par le ton sur lequel ils annoncent les
nouvelles, qu'ils parlent en partisans ou en
avocats. Il reconnaît, du reste, qu'à cet égard
depuis l'arrivée au pouvoir Daladier, que la
situation s'est améliorée.

M. James Harrelly est également heureux
de constater qu'à cet égard il y a améliora-
tion & que nos plaintes, en quelque sorte
soient "rétrospectives".

M. Ouvre demande à M. le ministre
de faire à M. Benda, comme parlementaire
dans la délégation française à Rome, de
M. Amat dont on connaît la compétence
du point de vue technique.

M. le ministre examinera la suggestion,
mais ne veut pas faire d'engagement
à cet égard.

Répondant à M. Côté quant à la qualité

des émissions, il lui demande de ne pas se monter trop le vire en tenant compte de ce fait qu'en Allemagne on a un budget de radio 10 fois plus élevé qu'en France : chaque famille paye 860 + ; en Angleterre il paye 100 fr. alors que chez nous la taxe n'est que de 50 fr. Il est donc impossible d'avoir les mêmes perfectionnements techniques.

Puis d'accord avec M. Coty de la nécessité d'avoir de bons speakers et annonce que dans quelques jours sera réalisée la création d'une école artistique où l'enseignement propre au poste de speaker sera donné.

Répondant à M. le Châtelier lui-même il déclare que ce n'est pas lui qui a donné le speaker du poste de Strasbourg. On a eu beaucoup de difficultés pour en trouver un. On a accepté un émigré allemand ne trouvant pas de speaker convenable même chez les professeurs de lycées.

Faisant allusion ^{à nouveau} aux fautes nouvelles ou aux nouvelles troupes il fait observer qu'en ce qui concerne le discours de M. Chamberlain en 7^{ème} dernier, c'est non pas la Radio Française mais la British Broadcasting Co. qui avait supprimé le passage dans on a constaté la disparition.

Enfin, il examine - reprend - sur ce point à M. Coty, la possibilité de communiquer le corpus de procès-verbaux de diffusion.

M. Ruest, intervenant à nouveau réclame : 1^{ère} une enquête sur certaines émissions provenant d'un poste purement clandestin ; 2^{ème} un programme de propagande en langue italienne pour répondre aux émissions italiennes en langue française ; 3^{ème} l'attribution d'un commissaire de la radio ; 4^{ème} une solution de ces "touristes" contre la nomination de qui le Com. a été

unanime, au cours d'une de ses dernières
séances, 5 protestes.

M. le Ministre répond: 1° on a voulu à Burillon
les missions de Radio-Lorraine, et on ne veut
pas de l'identifier tout à fait;

2° Pour répondre à la propagande
italienne, le Gouvernement doit tenir compte
des contingences à examiner, suivant les cas,
s'il est préférable de répondre ou de garder
le silence;

3° Le Statut de la radio a été déposé; il
faut tenir compte, pour la cepture de la Com-
mission de la tâche qui a un droit de re-
gard. Si on avait pu nommer par exemple
un commissaire général, il eût été plus facile
de remonter la pente. En attendant le
ministre a nommé un sous-directeur par
intérim. Personnellement le ministre est
père d'un commissaire général - à compétence
administrative, artistique et technique;
choix dans une de nos facultés.

4° Passant au cas Lourié, M. le Ministre
montre que le nombre de membres du Conseil
supérieur de la radio a été réduit de 45 à 15 - et
dans ce nombre figurent deux parlementaires
dont M. Baudet. Connaissant personnellement
un grand nombre de membres de la commission, il
indique que M. Courrière y siège en qualité de
membre technique de la T.S.F. - Il était autre-
fois délégué de la présidence du Conseil; il
ne l'est plus & devient simple membre de ce conseil
où il sera, en somme, seul - en minorité
totale vis-à-vis des autres membres. La liste de
ceux-ci montre que les choix ont été suffisam-
ment électifs & que l'influence de M.
Courrière ne saurait être de là - y être pré-
pondérante.

M. Anatole Lafont insiste et regrette
le choix de M. Courrière que discutent ils, son passé
n'étant pas irréprochable.

La technique est importante & sa nomination est
comme une sorte de défi à la S/Com. et P.T.T.

M. le ministre proteste qu'il n'y a nulle neces-
sité d'une provocation & ajoute qu'il n'y a pas lieu de
se scandaliser ^{a priori} qu'une minorité soit représentée au
sein du Conseil. A côté de M. Courrière, qui s'est
fait l'apôtre d'une certaine politique figure bien
M. Belin, représentant d'une organisation qui en 1941
devint, sans pitié la rébellion et la fuite finale.

M. le Président résumant le débat sur ce point,
observe que les 14 autres membres du Conseil auront
réfuté au préalable M. Courrière. (Sourire)

Répondant à une question de M. Cornet, M.
le ministre déclare que M. Brossollette touche
comme chef de renseignements 200 et non 12000
par mois, comme on a dit. Il ajoute que s'il
reste à la Radio, il n'y exerce plus, du moins,
comme spectateur.

M. le Président, au nom de la Com. tout
entière, rend hommage à la netteté des explica-
tions de M. le ministre & le remercie de
ses déclarations, ajoutant que tous les membres
allaient compter sur son action pour défendre
les intérêts français en matière de radio.
Diffusion

La séance est levée à 18 heures

Le Président,

Deudon

L'ance du mercredi 8 mars 1929 ⁶⁹

Présidence de M. René Coty.

La séance est ouverte à 9^h.

Présents: M. Coty, Amat, Caillier, Constant,
Converset, Escaudé, Ulysse Fauré, Jautais, J. G. Lart,
James Hennessy, Paul Laffont, Louis Loui, Dreyfus,
Müller, Cuire, Peney, Poggi, L. Robert,
Thoumyre, Ulmus.

Excusés: M. M. Bender, président, retenu à la
Conférence de Montagu - Moïse Lévy, retenu à
Assemblée générale d'allaitement de l'Orne -

Congès payés.
(Ratification de la Convention
internationale de
Genève)

M. Chermyre donne lecture d'un rapport
concernant la ratification de la Convention de
Genève de 1936 par les Congès payés. Il y a lieu
de noter, d'ailleurs, que la législation française
est déjà plus libérale que la Convention interna-
tionale en la matière.

M. Thoumyre est autorisé à déposer son
rapport.

Validité des Ambros. poste

(Ratification de décret)

M. Ulmus donne connaissance de son rap-
port sur un projet relatif à la ratifica-
tion d'un décret donnant au gouvernement
le pouvoir d'ordonner la cessation de validité
des Ambros. - poste.

L'intérêt principal de cette mesure
réside dans la possibilité de combattre la

fabrication frauduleuse des vignettes.

Puis que le ministre ait déclaré, dans une lettre que des délais suffisants seraient prévus, en ce qui concerne la présentation et l'échange des timbres, forts, la Com^e décide qu'il en sera acte de la discussion en séance publique, M. le rapporteur lui demandera de renouveler ces déclarations à la tribune.

Sous acte réservé le rapport est approuvé à l'unanimité.

Nomination d'un rapporteur. (pour avis)

M. Caillat est nommé rapporteur, pour avis de la proposition relative à la propriété commerciale - (n^o 180-189), renvoyée au fond à la Com^e de législation, après son adoption par la chambre.

Tarifs postaux pour les chambres d'agriculture & de métiers.

M. Ulysse Fabe donne connaissance d'une lettre de la chambre d'agriculture de l'arrondissement qui demande que soit appliquée pour l'envoi des imprimés concernant les ch. de C^e, d'agriculture & de métiers, la législation prévue par les projets actuellement en instance devant le Sénat, mais M. le président fait observer que ces projets, rapportés par M. Pierre Robert (séries n^{os} 191 et 192 de 1984) n'ont peut-être pas actuellement, étant donné les décrets qui ont été pris récemment, le même intérêt & qu'il conviendrait de s'en informer auprès du ministre des posts, s'il y a lieu, soit de poser la question préalable, soit de modifier les rapports déjà déposés. M. Paul Vasson, nouveau rapporteur, depuis que M. P. Robert a quitté la Com^e, fera le nécessaire à cet effet.

71

Politique sociale du Gouvernement

Audition de M. Tomaret, ministre du Travail.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. le ministre du Travail et lui donne immédiatement la parole sur la politique sociale du Gouvernement.

M. le Ministre déclare tout d'abord que la politique sociale du Gouvernement a pour objet :

1^o le maintien des principes essentiels des lois votées depuis 1936, concernant les 40 heures, le congé payé, les congés collectifs et l'arbitrage ;

2^o une application suffisamment souple de la loi de 40 heures pour ne pas compromettre l'économie nationale et notre vie nationale ;

3^o une moralisation de notre législation du travail en comblant une lacune particulière ayant trait à la défense des salariés en matière d'inspection de cette législation ;

4^o la restauration de l'autorité patronale ;

5^o la protection contre elle-même de la classe ouvrière.

M. le ministre fait alors l'historique des mesures qu'il a prises depuis son arrivée au pouvoir.

Il rappelle les difficultés éprouvées par les patrons pour profiter des heures supplémentaires mises à leur disposition, difficultés relevant tant de la procédure exigée à cet effet que du taux prohibitif auquel ils devaient être payés - et en ce qui concerne la dépense nationale il montre comment, jusqu'au mois d'août dernier, il était également difficile d'obtenir une augmentation de la durée du travail malgré les nécessités pressantes de l'heure.

Ainsi, dès le 31 août le ministre a-t-il rappelé par décret qu'aucune limitation de durée n'était imposée pour les travaux intéressant la défense nationale, les services publics ou la sécurité.

et que les ministres de la défense nationale pourraient fixer à leur gré la durée du travail & le taux de rémunération des heures supplémentaires.

Sous ce même décret du 31 août il a été prévu d'accorder également un nouveau crédit d'heures supplémentaires aux industries qui en auraient besoin.

A cette date, les industries disposaient:

- 1° d'un crédit de 7 heures supplémentaires par an;
- 2° d'un crédit supplémentaire de 7 heures pour ceux ayant un déficit de travail & d'ouvriers qualifiés;
- 3° d'un crédit de 100 h. pour certains cas exceptionnels.

4° d'un dernier crédit de 100 h. pour les industries dont l'activité conditionne l'économie.

M. le ministre ouvrit à ce moment un nouveau crédit de 100 h.; mais ce crédit de ce mois d'août serait vite lui-même remplacé par un nouveau crédit pris au mois de novembre, revenant sur ces cinq crédits & ne conservant qu'un seul motif d'octroi d'heures supplémentaires.

Ce même décret de novembre 1938 règle l'importante question des "vingt-huit" - ce que M. Paul Reynaud appela "la semaine de deux dimanches".

La difficulté provenait en fait que dans bien des cas, les patrons eux-mêmes entendaient conserver ce mode de distribution des heures de travail.

Alors, le ministre pour y obvier, proposa à ces patrons la solution du "roulement", qui permet au chantier & à l'usine de ne pas fermer tout en donnant aux ouvriers la possibilité de ne travailler que 5 jours. En fait, on est ainsi revenu au peu partout au rétablissement de la "semaine anglaise".

Quant aux heures supplémentaires le ministre substitua à l'ancien système un crédit de 50 heures, dont le patron est seul juge, et qui est renouvelé, au moyen d'un bilan, pour 40 heures. Le bilan est l'inspecteur du travail durant 10 jours après celui du bilan équivariant.

à un accord. Au cas de refus de l'inspecteur le
ministre, d'ailleurs, a également 12 jours pour exercer son
veto.

Quant aux heures supplémentaires qui sont
autorisées jusqu'à 11^h 15. Le ministre fit observer qu'il
concernait une époque où était affecté le bon air de
15^h 15. En conséquence, il obligea le tout considérable-
ment, ne s'agissant de la faire pour qu'il parte
de la 49^e heure.

Le ministre a également introduit, par ce décret,
la notion du "travail effectif", - connue de celle du
"temps de présence", - notion importante surtout pour
les grands magasins, le commerce de détail, les
pharmacies. Pour ces établissements, le ministre
s'est réservé le droit de fixer la durée légale du tra-
vail à 42 heures.

Enfin, constatant qu'il existe une différen-
ce entre la loi de 40 heures et celle des congés payés, le
ministre en a tiré la possibilité d'un allongement
du travail pour le personnel disposant de plus
de 15 jours de congé annuel.

Il s'est attaché à supprimer le malheur-
trisme économique et la sous-production au
moyen de dispositions introduites dans les conventions
collectives relatives au rendement de la machine.

Il a également introduit la notion des "congé par
roulement", dans les grandes industries telles que la
métallurgie, de façon que la fermeture totale des usi-
nes de toute une région ne puisse intervenir, comme elle
s'en produisait, en août dernier. Il a reçu, à cet égard,
les félicitations de son collègue des Travaux publics, car
la mesure prise aura aussi d'autres effets, de ce genre.
Soutenir les services des chemins de fer.

Un autre décret a été pris visant les industries
travaillant pour l'aviation et la défense nationale,
et rendant impossible aux ouvriers qui refusent de
faire les heures supplémentaires le placement pendant 6 mois
dans les établissements d'enseignement
et l'inscription sur les listes de chômage - et établissant
d'autre part, le retrait de leur carte, aux ouvriers étrangers

Un décret nouveau a été pris également assurant l'autorité de la chose jugée en matière de sentence arbitrale. De l'ormais les sanctions pécuniaires par voie d'amende, allant jusqu'à 1000 francs pour tout prévenu, pour l'ouvrier c'est la rupture du contrat de travail à pour l'employeur : l'inéligibilité aux chambres de commerce, en même temps que l'impossibilité de concourir pour les adjudications sur les marchés de l'Etat.

Un autre décret concerne le Statut de délégués ^{ouvriers} qui a été pris, précisant leur rôle et leurs conditions d'élection.

L'ouvrier n'est plus obligé de passer par l'intermédiaire des délégués pour adresser une réclamation au chef de l'entreprise.

D'autre part, l'électorat est fixé à 20 ans et l'éligibilité à 25 ans, la nationalité française et un casier judiciaire indemne étant exigibles.

Le décret-loi relatif aux délégués mineurs - datant du mois de mai - selon lequel les mineurs étrangers étaient autorisés à voter pour la nomination de délégués, - a été abrogé.

Sur un seul point le ministre n'a pu faire prédominer sa conception : celui du vote secret en matière de grève. Il s'en trouve en opposition, au sein du gouvernement, à la conception de ceux de ses collègues qui préconisent la neutralisation de tout ouvrier. Il n'a cependant pas perdu espoir de faire triompher son point de vue et il a saisi de la question le Conseil supérieur du travail.

Appréhant les répercussions obtenues si à propos par l'application de décrets qu'il a pris sur le minimum contractuel que l'industrie française semble connaître une reprise sensible d'activité, notamment dans l'industrie textile & l'industrie automobile. De même, ne peut-elle plus échapper de commander

25

En ce qui concerne la prime de la taxe de 10% à la
chère de l'exportation, le ministre ne recouvrait pas la difficulté, en
fait, d'appliquer cette taxe qui est prévue au cas d'octroi
d'heures supplémentaires.

Examinant la question du chômage, le
ministre exprime sa conviction sévère que malgré la
chiffre de 420.000 chômeurs jetés dans la discussion, il n'y
en a guère plus qu'avant-guerre, & l'on veut bien tenir
compte de ce fait que plus de 35% des chômeurs sont des
ouvriers âgés de 50 ans ou au-dessus; sur 420.000 ouvriers
métallurgistes inscrits comme chômeurs dans la région
parisienne, en fait il a été impossible d'obtenir 30
ouvriers spécialisés quand Chrysler & Renault en ont
fait la demande!

En fait, ce qu'il faut, c'est arriver à une réduc-
tion de la production, un décret du ministre des
finances a prévu un crédit pour subventionner les
initiatives à cet égard. Il conviendrait aussi de prendre des
mesures pour empêcher qu'un ouvrier qualifié
de l'industrie privée soit amené à quitter son usine
pour aller travailler ^{comme ouvrier} dans un établissement de la
Défense nationale où il aura un salaire plus élevé & peut-
être plus de liberté.

Parlant de la grève du 30 novembre, le
ministre fait observer que c'est à travers une masse
encore trop importante de licenciés non remboursés.

Sur 770.000 privés - chômeurs qui n'ont même
pas 10% du nombre des ouvriers, soit 8.300.000.
alors que les mineurs employaient une fois plus.
Vie, - sans doute le plupart ont été retrouvés du
travail, cependant un grand nombre d'entre eux
n'ont pas encore été remboursés.

Les patrons, qui avaient fait preuve de bonne
volonté à cet égard jusqu'en 1930 se sont
soudainement effrayés l'arrêt de la Cour Supérieure d'ar-
bitrage (affaire de Leguay) précisant que le caractère
politique de la grève du 30 9^{ème} donnait au pa-
tron toute liberté pour rembourser ou non.
Actuellement il ne reste plus que 17000 à 18000 ouvriers
non remboursés. Il faut, dans un intérêt de

compte de son très prochainement au Sénat le
projet de la retraite des vieux travailleurs, qui a
été successivement votée par la chambre et
dont le gouv. s'efforce d'assurer le financement
- en s'inspirant du projet de M. Portunau, - par
un aménagement nouveau et rationnel entre
la capitalisation et la répartition -

Après un exposé de M. le ministre qui est ac-
cueilli par les applaudissements des membres de la
Com. E. diverses questions sont posées sur ces
projets de retraites. Tout d'abord M. Paul Laf-
font attire l'attention du ministre de travail sur
la nécessité politique d'aboutir à un régime so-
cial tel qu'aux prochaines élections
on ne se retourne pas dans la situation pénible
qui fut celle de 1936. M. Lafont établit une
distinction, quant aux contrats de travail, entre ceux
qui régissent les rapports des petits patrons & de leur
personnel, qui sont vieillissants, et ceux de droit
privé & ceux de la grande industrie où le
gouvernement doit nécessairement, s'appuyant d'abord
public, avoir un droit de regard.

Il pose notamment la question des grands
magasins et montre qu'en certains cas, il y a
urgence à intervenir.

M. le ministre répond en se déclarant
d'accord avec M. Lafont et indique qu'il a dû
personnellement faire appel au patriotisme des
employés & employer un moratoire de pré-
sent en même temps qu'il s'efforçait d'arrêter le mal à
près le licenciement.

Il est indiscutable aussi que les grands
magasins traversent une grave crise due en
partie à la superfiscalité qui les pèse - mais
c'est affaire du ministre des finances. Leur
casse d'affaires considérablement diminuée
- il est à craindre que les grands magasins ne
puissent de traverser que si l'on ou bien d'entre-
eux disparaissent. Cependant, depuis quelque

76
Le nombre des licenciements a diminué.
Le gouvernement entend exercer une action vigilante.
D'ailleurs il y a peu de communistes dans les grands
magasins et l'influence des syndicats libres ou
chrétiens y grandit beaucoup depuis quelque
temps.

M. Allyre Fabre faisant allusion à la
fermeture des bureaux qui il estime ridicule &
gênante, M. le ministre se déclare inquiet.
Sant à cet égard, la question relevant des
préfects de police & celui-ci ne pouvant modifier
les arrêtés sur le repos hebdomadaire qu'en ac-
cord avec les intéressés, or, pour la plupart
ceux-ci, patrons autant qu'employés, sont
ravis de pouvoir profiter de la fermeture des
bureaux et pour modifier la situation, gé-
nante pour le public vis-à-vis d'eux-mêmes, il faudrait
modifier la législation.

M. Escande demande au ministre de former
des instances à celle du groupe des maires pour
intervenir auprès de son collègue des finances en
vue de faire rapport, en partie du moins, le di-
recteur des Travaux qui a arrêté les liasses
des collectivités locales relatives aux adductions
d'eau & à l'électrification. Il en est résulté
une recrudescence de chômage. M. Escande
réclame une dérogation automatique en
certaines cas de nécessité absolue.

M. le ministre répond qu'il a prescrit une
préfecture de faire une enquête pour savoir quel
était le nombre des chômeurs à priori ou fait
de l'arrêt des liasses à la caisse de subven-
tions de l'Etat.

M. Justin Godart qui pose la question
du vote du projet relatif à la réglementation
des ouvrières des nouvelles boulangeries.

M. le ministre répond que, par décision
pour le Sénat, saisie de la question, il n'a
pas voulu la trancher par décret, mais il

demande à la Com.^{te} de faire venir au plus tôt le projet en séance publique, patrons & ouvriers et l'aut. d'accord pour accepter les conclusions du rapport de M. Justin Godart.

A M. ourel qui lui demande de s'exprimer devant la Com.^{te} des déclarations qu'il a faites personnellement, M. le ministre répond qu'en effet il y a lieu ou de retirer le projet n° 116-1938 sur les com.^{tes} collectives, ou de poser à cet égard la question préalable. Quant au projet n° 10 qui modifie le Code du travail en ce qui concerne l'extension de la loi de 1936, il n'y a pas urgence à en réclamer le vote; par conséquent, toute liberté est laissée à la Commission à ce sujet.

M. Ulysse Fabe posant la question du vote du projet relatif aux obligations imposées aux vendeurs ou loueurs de machines de la munir de dispositifs de protection, M. le ministre répond qu'il accepte le texte de ce projet que M. Ulysse Fabe pourra rapporter favorablement très prochainement.

M. le président remercie M. le ministre d'avoir les déclarations et les réponses aux questions posées produit sur la Com.^{te} la plus favorable impression.

Après le départ du ministre du travail la Com.^{te} décide de demander l'inscription à l'ordre du jour d'une prochaine séance publique du projet dont M. J. Godart est rapporteur, représentant l'ouverture de nouvelles boulangeries.

Sur la demande de M. Paul Laffont, elle décide de proposer l'ajournement de l'interpellation sur le PTT et de la discussion de son rapport sur le même objet jusqu'au retour de M. Laffont, particulièrement en relation à la question de la mise à l'œuvre intervenue en qualité de président de la Com.^{te} d'enquête.

(La séance est levée à 18 h 10 minutes.)

Le président

Remy

Le mardi 15 mars 1939

Présidence de M. Bender

Présents: Mm. Bender, Coty, Annat, Caillier, Constant, Converset, Escande, U. Fabre, Gautier, de Grandmaison, James Hennessy, Jossé, Mire Lévy, Léopold Robert, Toy-Riont, Turlier, Ullmo, Océre.

La séance est ouverte à 15 h.

Protection des ouvriers contre les accidents du travail.

M. Ulysse Fabre donne lecture de son rapport conduisant au vote du projet de loi ayant pour objet d'interdire la vente ou la location de machines dangereuses pour les ouvriers, sans que celles-ci soient munies de dispositifs de protection contre les accidents du travail.

M. Ulysse Fabre est autorisé à déposer son rapport.

Camions - Bazaars - Prix uniques - Industrie et Commerce en détail de la chaussure.

Après une très vive discussion, M. Caillier est autorisé à présenter, à la séance publique de demain jeudi, en vue de la discussion immédiate qui sera demandée par le gouvernement, trois rapports verbaux:

Les deux premiers, relatifs à la prorogation jusqu'au 1^{er} avril 1941, des dispositions en vigueur concernant la représentation de la vente par camions-bazaars et de la loi interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix uniques;

Le 3^e relatif à la prorogation, pour 3 mois, de la loi du 22 mars 1936 protégeant l'industrie et le commerce en détail de la chaussure.

Courtiers de campagne.

M. Victor Constant fait un exposé de la prop.^{on} au sujet de la réglementation de la profession de "courtiers de campagne". - c'est-à-dire des intermédiaires qui, dans les pays de production viticole, mettent en rapports les acheteurs et les producteurs ou vendeurs de vins.

M. le Président, appuyé par M. H. James Hennessy et Coty, qui s'élève contre le malhousianisme économi- que, fait ressortir l'inefficacité de la disposition de l'art. 2 qui prescrit la présentation d'un certificat de bonne vie et mœurs, alors qu'il est déjà possible d'avoir un extrait du casier judiciaire - et, de plus, il s'élève contre l'obligation abusive de son sens, et également dans l'opinion de ses collègues, - d'un texte qui refuse au courtier de campagne la possibilité d'occuper aucun emploi, privé -

M. Amiel demande, d'autre part, qu'on limite le champ d'application de la loi aux départements où existe vraiment le courtier de campagne, car cet intermédiaire ne se retrouve pas dans tous les pays de production viticole.

L'ensemble de M. Bender, Président, relatif à la suppression des dispositions périmées de l'art. 2 est adopté.

M. Coty demande que le texte soit plus précis en ce qui concerne la liste des délits énumérés dans le texte et qui sont susceptibles d'empêcher l'exercice de la profession de courtier de campagne. Après un échange de vues avec MM. le Président, Amiel et Constant, sur la proposition de ce dernier, la Commission accepte qu'il soit simplement stipulé que "les courtiers de campagne devront jouir de leurs droits civils".

M. Teyssier s'oppose à la création de la "carte professionnelle" qui va entraîner, selon lui, l'assujettissement à la patente et causer une grosse gêne dans les campagnes.

M. Coty fait également observer à quel point facile la distribution de ces cartes va obliger la Commission qui sera chargée de leur attribution et il estime que le texte, en prévoyant, d'autre part, la recours aux tribunaux, va beaucoup trop loin.

la proposition, d'une manière formelle. Elle paraît de-
voir être très amicale.

M. le Président, répondant à la proposition de M. A.
mat, propose que le texte ne soit applicable que dans les
départements où les Conseils généraux se seront prononcés fa-
vorablement à l'égard de la prop.ⁿ de loi.

M. Constant qui craint, d'autre part, que le vote de ce
texte ne suscite, de la part d'autres commerces - notam-
ment le commerce des grains, - des demandes de protec-
tion analogues, et qui, personnellement, en présence
des modifications envisagées au texte par la Com.ⁿ, se sent
un peu gêné pour continuer à rapporter cette question en
son nom, demande à M. Jaurès Hemery s'il ne vou-
drait pas prendre le rapport.

M. Jaurès Hemery accepte de rapporter la
proposition de loi dont il va faire une nouvelle étude
et il précise, en tout cas, qu'il s'inspirera de l'é-
change de vues qui vient d'avoir lieu et tiendra
compte des modifications qui ont été envisagées par la
majorité unanime de la Commission.

Procédé de vente dit de la Boule de neige.

M. Escande donne lecture de son rapport sur la
prop.ⁿ relative à l'introduction du procédé de vente dit de la
boule de neige, qui consiste à offrir au public des mar-
chandises, en lui faisant espérer obtenir gratuitement,
ou moyennant une somme très faible et par le
placement de tickets à des tiers, un article d'une valeur
supérieure.

Après une courte discussion, la prop.ⁿ de M. Coty, la
Com.ⁿ modifie le texte de la chambre qui attribuait le
procédé de la boule de neige au délit d'escroquerie et le
punissait des mêmes peines. La Com.ⁿ décide qu'il sera
fixé une amende de 50 à 2000 fr. et une peine de
de 6 jours à 2 ans d'emprisonnement.

M. Escande est autorisé à déposer son rapport, ainsi modifié.
(La séance est levée à 17 heures.)

Le Président,

J. Durand

Séance du 17 mai 1939

Présence de M. Bender

Présent : M. Bender, Amat, Cailliet, Constant, Courcier, Coty, L. V. Dreyfus, Escandi, Joré, P. Laffont, Oure, Perrier, Rogi, Turlin, Vélus -

La séance est ouverte à 14h.

Convention de fourniture entre
producteurs de bière &
débitants de boissons

M. Amat rapporte et indique à la Com.² que les difficultés qui ne cessent de surgir entre les producteurs et les débiteurs de boissons à la suite des contrats intervenus entre eux ont amené le législateur à se préoccuper de la situation et ne s'y mettre un terme.

C'est souvent, en effet, les différences survenues provisoirement de clauses abusives imposées aux débiteurs qui se trouvent les voir par les obligations de s'approvisionner chez un fournisseur déterminé, non seulement pour la bière, mais pour toutes autres boissons, soit par des limitations ^{abusives} à leur droit de cession ou de location de fonds -

Une prop.² a été votée à la chambre que M. Amat demande à la Com.² de modifier, car à la suite d'une réunion commune entre représentants des producteurs et des débiteurs il est arrivé à établir un accord entre les parties -

Un contrat type sera établi par entente entre les intéressés; et M. Amat propose que les clauses en matière de règles de leur façon que les fournisseurs de bière, seuls, puissent être rendus obligatoires, d'un fait, et que d'autre

port, le débiteur prime rembourse son prêteur - même par anticipation, - et rembourse tout montant de prêts faits au capital qui le lient au basant

Après une courte discussion relative aux diverses modalités de ce contrat type, M. le Président félicite M. Amat d'être parvenu à réaliser l'accord souhaitable entre bailleurs & débiteurs de boissons et le Sénateur de l'Arnone est autorisé à déposer son rapport.

La séance est levée à 16^h 20

Le Président Boudet

Séance du 31 mars 1939

Présence de M. Boudet

Présents. MM. Boudet, Amat, Carlier, Loty, Coustant, Fabre, Froget, Hennessy, M. Lévy, Monceau, L'expert Robert
Excusé. M. Ouvre.

La séance est ouverte à 16^h.

Hommage à la mémoire de M. Chapsal

M. le Président fait part à la Com. d'une demande de la Com. des boissons qui serait d'attribuer que les membres de la Com. du C.^o voulant bien s'associer à elle pour faire attribuer le nom de "Salle Chapsal" à la salle commune où les deux commissions tiennent leurs réunions, en hommage à la mémoire de M. Chapsal qui fit partie des deux Com.^{es} du Com.^o et qui dans la Com. des boissons qui présida longtemps les délibérations de cette dernière Com.^o.

La Com.^o du C.^o décide unanimement de s'associer à cet hommage & charge son président de faire le nécessaire à cet effet.

81

Distribution des lettres & objets recommandés
dans les hôtels.

M. Anquet revenant, à la demande du fond^r
sur la question de la distribution des lettres & objets re-
commandés dans les hôtels, donne connaissance d'un
rapport supplémentaire concluant à l'adoption du
texte de la chambre, habitant ainsi les directeurs
d'hôtels à recevoir les lettres & objets recommandés
en l'absence des voyageurs. — Sauf stipulation écrite
contenue de l'expéditeur ou du destinataire.

Après observations de MM. Coty & L. Robert
qui, d'ailleurs, ne s'opposent pas à l'adoption du
texte présenté par M. Anquet, celui-ci est autorisé
à déposer son rapport.

Propriété commerciale

M. Caillier, rapp^{or} fait de la prop^{riété} de la
propriété commerciale, dont est saisie au fond
la Com^{mission} de législation fait à nouveau l'histo-
rique de la question et combat le texte voté
par la chambre, notamment en ce qui concerne
l'indemnité d'indiction, ^(nullité de l'indiction doit de) la ^{clause de nullité} ^{référé}
pour non paiement pendant un an par le locataire,
de même que celle mettant les réparations à
la charge de celui-ci.

Il montre que la Com^{mission} de législa^{tion} de l'Etat
eût avec raison demandé la ^{maintien de la} ^{institution de la} ^{propriété commerciale}
loi de 1926, laquelle doit pouvoir coexister avec
la simple propriété immobilière & ne pas do-
ner à l'Etat une atteinte sous prétexte de faire
respecter la propriété commerciale elle-même.

De même que la Com^{mission} de législa^{tion} de l'Etat
s'oppose à l'institution de commissions arbitrales
juridictionnelles exceptionnelles qui ne se justifient
pas puisque la procédure de référé serait tout
aussi rapide, tout en offrant la garantie du
droit commun, avec nomination d'experts désignés
par le tribunal.

Il se propose de présenter ultérieurement un texte basé sur ces principes, et prétendra avec une modification au sujet de l'échelle mobile en ouvrant un droit de révision, qui soit au moins à certaines époques déterminées.

M. le président résume les arguments présentés par M. Cailliet et regrette, tout en se déclarant satisfait dans les grandes lignes de propos^{ts} de la Com^{te} de législa^{ti}on, que les experts aient trop souvent reculé devant l'opposition contre eux pour les retards qu'ils apportent à leur travail.

Il propose, d'autre part, que le juge de paix ait compétence jusqu'à 400 +

Répond^t à M. Coustant qui estime que tout de même la nouvelle juridiction instituée par la loi offre quelques avantages, notamment celui de la rapidité. M. Cailliet fait observer que plus un juge est élevé, moins il est abordable, plus il est à même de juger en toute indépendance.

M. Aurat justifie le droit d'indemnité en cas d'octroi.

Mais M. Cailliet, répondant affirmativement à une question de M. Coty qui demande si le propriétaire, à condition de ne pas y exercer la même commerce peut reprendre l'immeuble. M. Aurat, de même que M. Coty se déclare d'accord avec le rapport français.

M. le président conclut également que la loi ne doit pas verser dans la sinagoge, mais qu'il est tout de même intéressant pour le commerce d'avoir des délais, ce à quoi M. Cailliet répond qu'il a la possibilité de le pourvoir en référé.

La commission décide de poursuivre sans une prochaine séance, lorsque sera connu sous son intégrité, le rapport de la Com^{te} de législation, l'étude des conclusions,

sur le fond, de cette question

Nomination d'un rapporteur

M. Amet est désigné comme rapporteur de la proposition relative n° 267-1939, tendant à l'honorification d'un tarif vital applicable dans les salaires de coffre.

La séance est levée à 17^h 1/2

Le président

(M. Amet)

Séance du 7 juin 1939

Présidence de M. Bender

Présents: MM. Bender, Amet, Caillier, Couvret, Feire, Moine Lory, Manceau, Léopold Robert, Choumyre, Ulmer.

Excusés: MM. Lourties, Oursé.

Séance ouverte à 17^h

Réouvrement des petites créances commerciales.

M. Moine Lory donne lecture de son rapport sur un projet de loi portant ratification d'un décret instituant une procédure de recouvrement simplifiée des petites créances commerciales.

La Chambre avait ratifié ce décret qui visait les petites créances de 100^f. Sur la proposition de son rapporteur, la Commission décide de modifier sur ce point le texte de la Chambre et porte le chiffre des petites créances visées par la loi, de 100 à 1000 frs.

Echéances et profits des effets de Commerce

M. Moine Lory donne lecture d'un autre rapport sur un projet de loi portant ratification de deux décrets relatifs aux échéances et aux profits des effets de Commerce. Il est fait, dit le rapporteur, des effets de loi de 40 heures, un certain nombre d'effets de Commerce se trouvaient impayés lorsque leur échéance tombait en fin de semaine, sans que

88
cependant l'intention de débiter fut être suspendue.
Les décrets dont on demandait la ratification précitée,
ainsi que les dispositions, qui aucun projet ne pourra
être voté les samedis et dimanches.

La Commission, sur la proposition du rapporteur, de-
fini sans modification. Ce texte est la chambre.

Fermeture hebdomadaire des expositions, salons, foires et marchés.

M. Anatole Maureau fait approuver son rapport
sur un projet de loi ayant pour objet de restreindre
certaines expositions, foires et salons et d'obliger
l'ouverture éventuelle de la fermeture hebdomadaire
du public.

Sur la question qui lui est posée de savoir si
le texte vise les salons de peinture par exemple,
M. Maureau précise qu'il s'agit d'expositions
foires et salons dont la durée ne doit pas
dépasser trois semaines - tels par exemple, le
Salon des Automobiles.

D'ailleurs, la liste des exceptions sera arrêtée
après consultation conforme des organisations patronales
et ouvrières intéressées.

La Com.^m se rangeant à l'avis de son
rapporteur adopte sans modification le texte de la chambre.

Question préalable.

La Com.^m décide de prononcer la question
préalable sur les projets et propositions sui-
vants, dont l'intérêt a été examiné depuis leur
dépot ou qui ont reçu une solution dans
les récents débats. Les.

1. Travail des enfants de moins de 14 ans
(68.1936 - rapport Raynoldy - n° 512. 1936)
2. Difficultés de l'emploi du travail
(prop. Jacquinet Ch. Dumont - 901. 1936)
3. Re-admission des jeunes soldats libérés
dans leur emploi (48. 1937)

- 4) - Congrès pays - (Cairns départementales) - 514. 1937
- 5) - id. - prop^a de rétribution Aut. Bonnel (850. 1937)
- 6) - Conventions collectives de travail (116. 1938)
- 7) - Protection de la main d'œuvre nationale (119. 1938)
- 8) - Définition des maîtres artisans (231. 1938;
360. 1938)
- 9) - Grouperement d'acheteurs en commun - coopératives
carrosserie - 186. 1938.

Répression de la fraude dans le Commerce d'alimentation des animaux

M. le Président donne communication d'une lettre
de M. Tourtes, qui s'excuse de ne pouvoir assister
à la séance, & demande à la Com^m de nommer un
autre rapporteur pour avis sur les conclusions de
rapport de M. Beaumont, au nom de la Com^m de
l'Agriculture, sous le projet relatif à la réglementation
de la nourriture des animaux.

M. Tourtes estime que le projet entre dans des
détails techniques pour lesquels il n'a pas compétence.

M. Cailliet accepte d'être nommé rapporteur
pour avis, au lieu & place de M. Tourtes, & précise
qu'il s'agit surtout, pour le texte rapporté au nom
de la Com^m d'Agriculture, par M. Beaumont d'arrêter
et de réprimer la fraude dans la production de
fourrages destinés à l'alimentation des animaux.

M. Cailliet a, d'ailleurs vu M. Beaumont et
est d'accord avec lui pour demander le renvoi
de la question, qui doit venir devant le conseil
légal public, à huitaine, pour que la Com^m
puisse avoir le temps de l'examiner.

La Com^m du Commerce d'écide, en conséquence,
de faire figurer à son ordre du jour de mercredi
prochain, l'avis de M. Cailliet sur cette question.

La séance est levée à 16^h.

Le Président,
[Signature]

Séance du 14 juin 1939

Présence eff. Présence

La séance est ouverte à 15^h

Présents - Mmes. Baudet, Amat, Caillies, Côté, Coustant,
Escombi, Felle, H. Fabre, Lafont, Mandin, Buno,
Perrin, Rogi, Presseg, Turlier, Ulmo, Rogi.

Projet de loi dit "la Boule de ruse"

M. Escombi, rapporteur fait observer que la Com^m, qui a
approuvé antérieurement son rapport, a modifié le texte
de la demande, en prévoyant une pénalité de 50 à 2000⁺
l'année et 6 jours à l'an d'emprisonnement au cas
d'infraction relative; mais il se trouvait que le
gouvernement n'est pas intervenu devant l'assemblée
générale, empêchant au Sénat de se rallier au texte de
la demande. La Com^m d'ordonner l'annulation de son rap^{port}
demande M. Escombi. Dans cette circonstance, a
accepté la prop^{osition} du gouv^{ernement}, si celui-ci insistait?
À l'unanimité la Com^m décide de laisser toute
liberté à son rap^{porteur} sur ce point.

Législation en travail
Application à certaines catégories
de travailleurs

M. Amat, ayant consulté le ministre du
travail sur l'urgence qu'il y a ou non à
voter le projet relatif à l'application à certaines
catégories de travailleurs, des lois sociales en
vigueur, déclare que la Com^m de travail en
présence d'un texte vraiment impératif, qui vise
des catégories de travailleurs très diverses -
officiers publics, professions libérales, agricoles
professionnelles, - pour lesquelles on peut même se
demander s'il n'est pas les conditions comme de
salaires ou de mandataires - par exemple
les gérants de cafés, de magasins à succursales

91

nombreux, les dépositaires de la maison Hachette, les
ouverts, les banquiers de banque dans les salons
spectacles. Le texte qui fut arrêté par M. Beaumais
et d'une obscurité complète & aurait besoin d'être
très soigneusement.

Aussi M. Amat demande-t-il à la Com^m de
l'autoriser à verser le ministre pour le prêt, ainsi de
retour le projet - celui-ci a déjà été adopté par la
chambre, mais de faire une étude nouvelle de
la question à la suite de laquelle des suggestions
d'un caractère plus précis & plus juridique seraient
être faites à la Com^m qui y consacrerait alors un
travail approfondi.

Il en est ainsi de tout.

Conventions de fournitures entre producteurs de bières et citadins de boissons

Depuis le dépôt au rapport de M. Amat, la Com^m
de législation a donné avis, et son rapp^t M. Man-
lin, a conduit à l'adoption d'un texte très différent
de celui de la Com^m ou C^o, organisant une tribunaux
d'arbitrage pour le règlement de tous les conflits,
- ce qui en somme aboutit au règlement de toutes les
dispositions arrêtées par la Com^m ou C^o, alors que celle-
ci se trouvait d'accord avec les deux parties
intéressées.

M. Amat, appelé par M. Ruge, demande
à la Com^m de maintenir les conclusions auxquelles
elle a abouti. Il en est ainsi de tout.

Alimentation des animaux

M. Cailliez, rapp^r pour avis, donne son avis
sans des conclusions de M. Beaumais au
nom de la Com^m d'agriculture sur le projet
relatif à la réglementation du commerce des produits
destinés à l'alimentation des animaux.

D'une façon générale, il conclut que
la loi nouvelle est inutile, car les dispos.

sitions relatives à la répression de la fraude, visant les
animaux peuvent fort bien être appliqués par effe-
ment d'admⁿ publique, sans qu'il soit besoin
de lois. L'art. 1382, d'ailleurs, repose sur une
généralité, son application dans la plupart
des cas.

Pour être tout au plus, pourrait-on accepter
les dispositions relatives aux produits composés,
en les modifiant par un amendement destiné à
distinguer les denrées du tourteau d'arachide
qui est un produit simple.

Pendant l'art. 2 bis, se dirige; d'ailleurs, en
sens inacceptable, il est de plus, inutile.

Après une courte discussion à laquelle
premier fait, outre le rapp^{er} M. Coty &
Lafont, la Com^m décide que de Rucher à
M. Caillies le soin d'intervenir oralement à
la séance jeudi prochain, et de présenter les
amendements qu'il jugera nécessaires, dans
le cas de observations qu'il veut se formuler.

La séance est levée à 17h.

Le Président.
Paul

Séance du Vendredi 16 juin 1939

Présidence de M. Bender.

La séance est ouverte à 1 heure.

Présents. Mm. Bender, Caillies, V. Constant, Hamette,
M. Lévy, L. Robert, Pettey.

Propriété commerciale

M. Caillies, rapporteur pour avis, analyse, ar-
ticle 1^{er} article, le texte arrêté par la Com^m:
ce législat^{on} pour la prop^{riété} relative à

la propriété commerciale, sur le rapport de M. Bro-
sin - Champagne.

D'une façon générale, M. Coilliet accepte les
dispositions prévues par la Com^{te} de législation,
notamment en ce qui concerne l'action en révision
ouverte au profit des deux parties - propriétaires &
locataires, - en cas de variation des conditions écono-
miques entraînant une variation de plus du quart
de la valeur locative primitive.

Il accepte également que soit substituée à
la nullité de la clause résolutoire prévue par
la loi en cas de non paiement d'une éche-
ance de loyer, la possibilité pour le juge d'ac-
corder un délai de grâce.

En revanche, il demande à la Com^{te} des
Commerce, - appuyé, sur ce point, par M. le
Président, de substituer la compétence du
juge de paix à celle du Trib. civil pour toute
contestation portant sur un loyer inférieur
à 4500 ^{fr.}. Cette compétence pourrait aussi être
envoyée dans le cas de l'art. 4 du projet qui
vise le droit à indemnité.

La Com^{te} adopte ce point de vue.

D'autre part, M. L. Constant, faisant observer
que cette question a déjà été soulevée de son côté au
début, & qui s'agissait en fait, en ce qui
concerne l'importante question de l'éviction,
propose qu'on envisage la possibilité pour le
locataire, dès à présent, d'obtenir contre une
éviction du propriétaire, en payant à celui-ci
une sorte de prime qui s'ajouterait au montant
du loyer & le garantirait d'une éviction future.

Mais entendu, cette disposition ne vise que l'a-
venir. Il n'est pas question de prévoir un effet
rétroactif de la loi.

M. Henneley fait observer que parfois le
propriétaire peut avoir une raison légitime
de l'évincer son locataire.

M. Constant précise qu'avec la propo-

Le propriétaire s'engageait, en quelque sorte, son propre assureur; l'assurance contre la reprise serait même sans le contrat de location.

M. Caillaud estime qu'il serait facile d'obtenir des V^{ts} d'assurances qui elles coururent à l'avance le risque d'irréalisation. Néanmoins, il trouve la proposition de M. Constant très ingénieuse, et la Com^m s'associant à son rapport pour avis, qui défendra oralement à la tribune au même les conclusions auxquelles il aboutit, décide de plus, de donner son appui à un amendement qui avait été proposé par M. Constant sur le point spécial qui il a visé de l'assurance contre le risque d'irréalisation.

La séance est levée à 16 h.

Le Président.

Pinon

SEANCE DU 18 OCTOBRE 1939.

Présidence de M. BENDER.

-:-:-:-

Sont présents: MM.

Bender, Lourties, Caillier, Presseq, Léopold Robert, Amat, Perdrix, Turlier, Froget, Josse, Manceau, Converset, James Hennessey, Coty, Moïse Lévy, Victor Constant, L.L.Dreyfus, Ulysse Fabre, de Grandmaison, Ulmo, Toy-Riont, Ouvre, Paul Laffont, Rogé, Thoumyre, de Rothschild, Justin Godart.

La Séance est ouverte à 15 heures.

M. LE PRESIDENT s'excuse de n'avoir pu venir plus souvent au Sénat depuis la mobilisation, ceci étant dû aux difficultés économiques de son département : le Rhône, où, malgré les prescriptions ministérielles au sujet des permissions agricoles, il a été très difficile de réunir de la main-d'oeuvre, pour les vendanges.

La présente réunion a pour objet, d'entendre M. le ministre des P.T.T., sur les réclamations adressées à son administration.

Avant cette audition, il informe la commission de l'ajournement, à la demande de M. Néron, de la réunion commune des commissions des douanes, du commerce et de l'agriculture, après la session des conseils généraux.

Une discussion s'engage alors sur l'ordre du jour de la commission, mais la décision est réservée, jusqu'après l'audition de M. le ministre des P.T.T.

AUDITION DE M. JULES JULIEN, MINISTRE DES P.T.T.

(M. le ministre est introduit.)

M. LE PRESIDENT, remercie le ministre d'être venu devant la commission et lui donne tout de suite la parole.

M. le Ministre

Sans être présomptueux, je me présente devant la commission dans des conditions moins difficiles - sinon moins tragiques - que celles d'il y a quelques semaines.

Rien n'a été négligé depuis cette époque pour assurer un trafic le moins mauvais possible, dans une administration désorganisée par les événements du 1er. Septembre 1939.

Je demande, d'abord, à être désolidarisé des difficultés qu'a rencontrées l'administration de la poste aux armées, et des critiques adressées à mon administration - les mesures prises dans la circonstance ne l'ayant pas été de mon fait -.

La poste, en temps de guerre, fonctionne même à l'intérieur, dans des conditions différentes de celles du temps de paix ; l'administration des P.T.T., étant soumise à un contrôle dont elle ne peut se dégager, et qui consiste dans une centralisation au département, laquelle crée de nombreuses difficultés.

C'est ainsi, par exemple, qu'une lettre allant de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz, n'arrivera peut-être pas tout de suite à sa destination, mais va se faire d'abord contrôler à Pau, bureau centralisateur au chef-lieu du département. Un retard systématique au départ même de St. Jean-de-Luz, pour marquer sa date d'origine a été "organisé" si l'on peut dire.

Je me suis efforcé de diminuer les retards systématiques qui, actuellement, ne subsistent, dans l'arrière, que pour les correspondances provenant du chef-lieu de département; les retards pour les communes du département étant diminués de 24 ou 48 heures.

De plus, les deux tiers du personnel affecté au triage des lettres, ont été mobilisés, dès les premiers jours de la mobilisation.

De même, la S.N.C.F. ne laissait plus à la disposition des P.T.T., les wagons ambulants qu'il aurait fallu pour opérer le triage dans les trains.

Enfin, les entreprises de transport de campagne étaient considérablement atteintes.

Depuis la mobilisation, j'ai pu améliorer ces services et réussir à diminuer les retards dus à la centralisation, en supprimant cette centralisation au département de destination - étant entendu que les commissions de contrôle pourront exercer ce contrôle, par les prélèvements qu'il leur plaira. L'Etat Major prélevant environ 3 % de la correspondance arrivant d'un département, donc, 97 % arriveront ainsi plus aisément.

97

Même dans la zone civile l'acheminement de la correspondance ne se fait pas de façon satisfaisante ; en temps normal il y a 1/2 % ou 1 % d'erreurs et, dans un certain nombre de départements, des imperfections trop grandes subsistent encore.

Ainsi, par exemple, à Evreux des correspondances ont subi des retards importants du fait de ce qu'on a peut-être rappelé à l'activité trop de fonctionnaires ayant passé quatre ou cinq ans dans la retraite et/ont rejoint leur poste après avoir perdu un peu de leurs qualités professionnelles.

Je fais opérer tous les jours des sondages pour connaître, d'après le timbre, le temps que la correspondance a mis à franchir le trajet qu'elle doit effectuer et deceler ainsi les imperfections du service.

En ce qui concerne le trafic, le personnel doit faire face à une tâche double de celle du temps de paix : d'après un état des correspondances entre avril et septembre 1939, il résulte que la taxe des lettres qui a produit en avril 205 millions n'est pas tombée, en septembre, au-dessous de 170 millions, malgré la guerre; il n'y a donc pas eu une diminution considérable, et, en effet, le nombre total des lettres expédiées annuellement en temps de paix, qui est de 1.500.000.000, soit 125 millions par mois, a atteint tout de même en septembre, pour les lettres civiles, - donc affranchies, - le chiffre de 104 millions. Mais, d'autre part, le nombre des lettres manipulées chaque jour dans les bureaux centraux militaires, destinées aux soldats, mais qui partent tout de même de la poste civile, est évalué à 4 millions. Il y a donc un trafic mensuel total de 240 millions de lettres, ce qui comporte une augmentation de 200 % du trafic civil en temps de paix.

En somme, en septembre et octobre 1939, avec un personnel de fortune n'atteignant pas les 2/3 du personnel normal il fallut faire face à des exigences atteignant deux à trois fois celles du temps de paix.

Enfin, la poste a mis à la disposition des armées un personnel qui travaille sous l'ordre d'employés complètement militaires. J'ai fait établir, il y a quatre jours, une sorte de procès-verbal par les soins des fonctionnaires de l'exploitation postale dépendant de la place de Melun, - bureau central militaire, - en les priant de choisir dans les sacs de leur choix les correspondances de quelques départements.

Sur un prélèvement opéré pour l'Eure, le Nord, la Mayenne et la Marne on a constaté que, pour le premier de ces départements, sur 1000 lettres vérifiées concernant les localités

98

autres que le chef-lieu il y avait : 18 lettres du 7, 11 du 8, 552 du 9, 114 du 10 et 31 dont la date se révélait illisible, - soit, en somme, des retards de deux à trois jours au plus, - proportion qui s'est révélée identique pour les autres départements.

J'arrive alors à la poste aux armées et je m'excuse d'avoir à en parler, car si je n'en disais rien, je serais accusé de fuir mes responsabilités et si j'en parle de vouloir les faire passer sur d'autres épaules que les miennes. Pourtant je dois bien faire observer que, indépendamment de retards dont je suis le premier à revendiquer la responsabilité, le mal vient surtout d'une lacune dans l'organisation des secteurs. En 1914-1918, d'une façon générale on avait établi des secteurs affectés à des unités divisionnaires, secteurs sur lesquels venaient se greffer les unités venant dans la zone des armées.

La guerre moderne, telle qu'elle se pratique, a amené la création d'une multitude de petites formations : génie non endivisionné, télégraphistes militaires, train, brancardiers etc. ayant un numéro général de secteur qu'il faut trouver sur un registre comportant 19.000 à 20.000 formations, - un véritable petit dictionnaire! Vous apercevez la difficulté, d'autant que, du fait de la stagnation des opérations dans les premières semaines de guerre, beaucoup de formations n'ont pas rejoint leur unité définitive. Cependant, alors que, à la date du 15 septembre, il y avait encore 1400 formations dont on ne connaissait pas encore exactement le numéro de secteur, il n'y en a plus, maintenant, que 200, et cela tend à se résorber complètement; toutefois, il suffit que quelques milliers d'hommes sur des millions ne reçoivent pas leur correspondance pour que s'élèvent d'innombrables critiques au sujet desquelles le ministre des postes n'a aucune responsabilité.

Pour le courrier de la chambre et du sénat, une voiture spéciale l'achemine de façon un peu moins lente: cependant un de mes collègues de la chambre se plaignait de recevoir son courrier postal d'une façon irrégulière et même d'avoir reçu 6 à 7 enveloppes à la fois - c'est-à-dire correspondant à 6 ou à 7 jours de l'envoi; il oubliait simplement de dire qu'étant en secteur postal aux armées et quoique appartenant à une formation militaire qui n'est pas encore engagée, il se trouve tout de même dans des conditions d'acheminement très difficiles.

Pour les envois de colis, il convient de noter que, dans la dernière guerre, ce n'est que le 22 juin 1915 qu'on a inauguré le système du colis gratuit de 1 kilog pour les mobilisés, alors que cette fois-ci, dès la 2ème semaine des hostilités on

99

3

a déjà institué l'envoi du colis gratuit de 2 kilogs. Il n'est pas possible d'assurer l'envoi gratuit de tous les paquets postaux: une solution raisonnable, acceptée en principe par le président du conseil, consisterait à réduire le tarif des colis payants en les assimilant aux paquets non clos ce qui amènerait une réduction de 30 %. Je considère que ce n'est pas encore assez, et sous condition de l'acceptation du ministre des finances, je prends l'engagement de réduire encore ce tarif de 50 %, - si bien qu'un paquet payant actuellement 12 frs ne coûtera plus que 4 frs ou 4 frs 50%.

Pour le téléphone, il y a évidemment une restriction trop grande des communications, ce qui risque de provoquer la mort économique de certaines villes de la zone des armées. C'est ainsi qu'il ne reste plus à Nancy que 150 abonnées sur 6000; toutefois la liberté des communications automatiques est respectée...

M. ROGÉ. - Dans des conditions très limitées. On communique à peine dans la proportion de 1 dixième des abonnées et pour les communications interurbaines, c'est pire encore.

M. LE MINISTRE. - Je pense que cela ira mieux incessamment.

M. ROGÉ. Il est très difficile d'établir des responsabilités dans la zone des armées.

M. LE MINISTRE. - Ce n'est pas l'autorité civile qui retarde les communications.

M. ROGÉ. - Les autorités civiles et militaires se renvoient la balle.

M. LE MINISTRE. - Ne le croyez pas.

M. ROGÉ. - Alors, cette affirmation devra permettre d'établir les responsabilités.

M. LE MINISTRE. - Signalez-moi les cas, si vous en connaissez, dans lesquels l'autorité civile interdit les communications. Je lutte, d'ailleurs, avec les autorités militaires, par exemple, pour le travail de "l'écoute" que j'interdis dans la pratique au personnel civil, car ce serait lui donner de mauvaises habitudes. (sourires)

D'ailleurs, pour le télégraphe et le téléphone, Nancy est une des villes les plus lourdement accablées.

100

4

On a voulu faire évacuer le central téléphonique de Nancy et nous avons eu toutes les peines du monde à nous y maintenir. On nous prend des lignes et des circuits et on nous place dans l'impossibilité de les utiliser. Pour l'interdiction de téléphoner hors du département, ce n'est pas l'autorité civile qui en a pris l'initiative.

PLUSIEURS MEMBRES. - Dans les petites villes l'autorité militaire abuse certainement de ses prerogatives.

M. ROGÉ. - Les obligations militaires n'absorbent tout de même pas toutes les activités téléphoniques.

M. LE MINISTRE. - C'est très juste et nous avons demandé à l'autorité militaire qu'au lieu de se réserver des circuits elle s'assure purement et simplement des priorités sur ces circuits, de manière que l'administration civile puisse en disposer pendant les heures où elle ne les utilise pas.

M. ROGÉ. - On nous a offert de téléphoner entre 22 heures et 6 h du matin. C'est une plaisanterie. La meilleure solution consisterait à organiser un circuit civil à côté du circuit militaire.

M. JUSTIN GODART. - Les militaires le contrôleraient tout de même.

M. ROGÉ. Il est impossible de téléphoner entre deux cantons voisins mais de départements limitrophes.

M. LE MINISTRE. - J'ai essayé, à cet égard, d'obtenir une solution satisfaisante du quartier général, car 24 % des communications interurbaines sont cantonales ou plutôt inter-cantonales; j'ai demandé qu'on puisse téléphoner librement d'un canton limitrophe d'un département au canton limitrophe du département voisin. On m'a répondu : "impossible", en invoquant l'exemple d'une communication entre la Ciotat et Bandol: toute la surveillance pour les Bouches-du-Rhône, m'a-t-on dit, est à Marseille; il faut bien établir une barrière à la frontière du département; si elle tombe, si la correspondance peut s'établir entre la Ciotat et Bandol, des renseignements d'espionnage peuvent être transmis des Bouches-du-Rhône au Var et du Var aux Alpes-maritimes jusqu'à la frontière italienne.

M. THOUMYRE. - Si les ministres ne réclament pas contre les empiètements de l'autorité militaire, on va tuer toute la vie économique du pays; les industriels de Seine-Inférieure ne peuvent plus correspondre avec leurs bureaux de Paris; c'est la mort de nos industries. Il faut que le ministre ait un peu

201

5

d'autorité vis-à-vis des militaire. Je vous cite ce fait : depuis le 2 septembre j'ai un neveu à bord du Duguay-Trouin qui n'a pas encore reçu une lettre de sa famille.

M. LE MINISTRE. - Je suis allé déjà plusieurs fois au grand quartier général. J'ai obtenu des résultats, insuffisants je le reconnais, mais par exemple, en ce qui concerne le télégraphe, j'ai réussi à faire disparaître le régime organisé par l'état-major, c'est-à-dire le double visa du commissaire de police.

Pour le téléphone, je dois dire que les Français ne se plient à une certaine réglementation qu'au dernier moment; il avait été prévu qu'en temps de guerre le service interurbain serait supprimé, les préfets étant chargés de dresser les listes de commerçants et d'industriels pouvant être autorisés à téléphoner. Cela a été fait à Marseille, par exemple. Si une maison de commerce a besoin de communiquer de cette ville avec un autre point du territoire, elle fait sa demande à la direction et on la lui accorde.

M. JOSSE. - Un parlementaire peut-il communiquer avec un département voisin du sien ? (Oui! oui!) On me l'a refusé il y a trois jours.

M. LE MINISTRE. Les préfets ont des instructions très nettes. En tout cas, vous pouvez téléphoner du sénat ou de la chambre.

M. ROGÉ. Je vous demanderai d'organiser un système de communications interurbaines différent de celui de l'interurbain militaire; nous avons trop le sentiment d'être privilégiés pour les choses désagréables alors que nous ne demandons qu'à participer à la reprise économique.

M. LEOPOLD ROBERT. - Combien aviez-vous d'employés des postes mobilisés en 1914 et combien maintenant ?

M. LE MINISTRE. - Beaucoup moins en 1914 que maintenant. Dès le début l'état-major a poussé des clameurs de désespoir en disant qu'il n'avait pas assez d'hommes; il est parvenu à modifier complètement la notion de la spécialisation, spécifiant que celui qui n'avait pas subi un très long apprentissage devait être considéré comme remplaçable et mobilisé; c'est de ce fait qu'on a pu mobiliser dans les postes des hommes de 42 et 44 ans, alors qu'on n'était pas allé au-delà de 36 ans en 1914.

Nous avons eu beaucoup de peine à obtenir des affectations spéciales, même pour des spécialistes du "Baudot", - à plus forte raison pour des employés moins spécialisés.

Actuellement, au 103 de la rue de Grenelle, plus des 2/3 des employés sont des femmes, alors qu'auparavant le personnel comprenait, au contraire, 2/3 d'hommes. Si une bombe tombait sur le Central ou dans le voisinage on serait privé de tout le personnel télégraphiste. C'était, du moins, la situation il y a un mois. Depuis, elle s'est améliorée et tout danger paraît écarté actuellement. Dans une certaine mesure la loi ne permet pas au ministre de faire entendre au commandement militaire un autre langage que celui qu'il tient actuellement.

M. JOSSE. - Quelle est la durée du travail legal ?

M. LE MINISTRE. 60 heures, mais il y a un personnel télégraphiste et téléphonique qui ne peut faire plus de 40 heures, d'autant plus qu'il comporte des femmes de 50 ans effectuant un service de nuit.

M. JOSSE. - Le département de l'Eure n'est pas un département côtier; cependant il est dans la zone côtière. Ne pourrait-on y laisser simplement l'arrondissement de Pont-Audemer et non tout le département ? (Approbation)

M. ULYSSE FABRE. - Il est bien entendu que ce que vous avez appelé le "retard systématique" va être supprimé.

M. LE MINISTRE. - Il ne demeure que dans la zone des armées et il n'est plus que d'un jour, et encore seulement pour le chef-lieu du département.

M. ULYSSE FABRE. - Les ambulants seront-ils rétablis ?

M. LE MINISTRE. - Ils commencent à l'être partout où la S.N.C.F a rétabli ses lignes rapides. Pour votre département, la correspondance d'Avignon arrivera normalement, mais celle de St Saturnin ne bénéficiera pas du bénéfice de cette accélération.

M. ULYSSE FABRE. - Y a-t-il collaboration permanente et confiante entre la S.N.C.F et les P.T.T. ?

M. LE MINISTRE. - Il n'y a jamais eu collaboration défiante (sourires)

Il y a toujours eu entre nous une question d'intérêt: les P.T.T. ont une vieille dent contre la S.N.C.F., car ils sont obligés de transporter les périodiques à un tarif représentant le 10ème du coût véritable. Ils payent à la S.N.C.F. un prix correspondant au coût total du transport, de sorte que nous transportons un journal qui paye 4 centimes - prix fixe entre l'Etat et les journaux, - nous devons rembourser à la S.N.C.F. le montant total du service rendu et toutes les fois que nous transportons un journal cela nous coûte 40 centimes. (Mouvements)

Quand je dis, d'accord avec tout le monde, et j'y applaudis, que la S.N.C.F. fonctionne parfaitement, je fais toutefois cette réserve qu'en septembre ce personnel n'a pas été mobilisé, l'état-major ayant mis ses fonctionnaires en sursis d'appel

M. COTY. - Il faut tout de même observer que le ministre des transmissions est en même temps membre d'un gouvernement qui a la direction de la guerre et, à cet égard, la commission lui demande instamment d'insister, au sein du conseil des ministres, pour qu'il défende certaines prerogatives civiles indispensables. C'est très bien de se défendre contre l'espionnage, mais il importe, comme l'a dit mon ami M. Thoumyre, de ne pas tuer la vie économique du pays et, à cet égard, le discours de M. Paul Reynaud au début de septembre nous avait inspiré une certaine confiance. Si vous voulez contribuer à la reprise des affaires, diminuez les sujets de réclamations.

M. LE PRESIDENT. - La commission remercie M. le ministre de ses déclarations; il trouvera, au sein de la commission l'appui le plus complet, ce qui lui permettra de renforcer ses arguments à l'encontre des ministres divers de la défense nationale en vue d'obtenir les améliorations dont nos collègues se sont faits l'écho.

(M. le ministre des postes se retire.)

Après le départ du ministre,

M. PAUL LAFFONT posant la question des conflits possibles du travail, cite divers faits scandaleux qu^e se sont produits à la mobilisation et qui dénotent une grande démoralisation, dont il importe de demander compte au gouvernement. Il fait allusion à certains faits qu^e se sont produits dans des grands magasins, où l'on a débauché de façon excessive de nombreux employés, et s'élève, en outre, contre les agissements des mercantis.

Plusieurs membres de la commission font observer que ces faits ont été exceptionnels.

M. PAUL LAFFONT ^{estime} ~~certifie~~ que, si peu nombreux qu'ils aient été, ces faits doivent être signalés au gouvernement.

Quant à la question des miliciens espagnols à laquelle a fait allusion, avant l'arrivée du ministre, M. Josse, elle est ~~dénoncée~~ par la ~~parole~~ ^{parole} diplomatique, résultant des accords Bérard-Jordana.

M. HENNESSY. - Il suffit de dire aux miliciens qui ne veulent pas partir, "qu'on leur diminuera l'allocation". (Sourires.)

Finalement, M. Laffont demande qu'on entende le ministre à 4 heures demain.

M. COTY proteste contre cette précipitation dans l'élaboration de cet emploi du temps, sans savoir si le ministre sera libre.

M. FABRE estime que la commission n'a pas à se hâter pour entendre le ministre du commerce sans avoir préparé un questionnaire. Il propose donc une discussion pour demain, pour élaborer le programme de l'audition.

M. CONSTANT appuie cette demande étant entendu, cependant, que si M. le ministre du commerce peut venir, il sera avisé de la réunion. Si non, on lui transmettra les questions que la commission entendait lui poser verbalement.

M. PAUL LAFFONT parle dans le même sens et pose la question du chômage.

M. TOY-RIONT y ajoute celle des exportations.

M. COTY celle des importations.

M. FABRE celle du crédit, des effets impayés et du change. Il insiste pour l'envoi d'une délégation, après élaboration d'un questionnaire.

M. COTY fait des réserves. Il aurait préféré la division de la commission en plusieurs sous-commissions.

Finalement, la commission décide d'entendre demain, jeudi à 4 heures, M. le ministre du commerce sur les questions suivantes : chômage, exportation, importation, crédit, effets impayés, ~~changes~~ ^{échanges}, abus des réquisitions, et, d'une façon générale, sur la politique économique du gouvernement pendant la guerre.

La séance est levée à 17 heures 30.

LE PRÉSIDENT : 

206

SEANCE DU JEUDI 19 OCTOBRE 1939

Presidence de M. Emile BENDER

Présents : MM. Bender, Caillier, Converset, Toy-Riont, Manceau, Leopold Robert, Josse, James Hennessy, Ulysse Fabre, Justin Godart, Victor Constant, Turlier, Ulmo, Paul Laffont, Lourties, Moïse Lévy, Froget, Perdrix, L.L. Dreyfus, Presseq.

D'autre part, M. Maroger assiste à la seance en qualite de rapporteur de la commission des douanes sur la question des exportations.

La séance est ouverte à 16 heures.

AUDITION DE M. LE MINISTRE DU COMMERCE.

M. GENTIN, ministre du commerce, est introduit.

M. LE PRESIDENT lui donne la parole, après l'avoir remercié d'avoir répondu si vite à l'appel de la commission.

M. LE MINISTRE commence son expose en faisant connaître les obligations nouvelles resultant pour le ministre du commerce de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

Il indique que si la production et la distribution des différentes ressources ont été réparties entre divers ministères, un seul, celui du commerce, est responsable de la totalité des besoins civils et militaires. Tous les produits non désignés comme se référant à un ministère responsable reviennent au ministère du commerce. C'est à lui que revient la charge de faire connaître à chaque ministère quels sont tous les besoins civils, de coordonner les importations, de délivrer les autorisations d'importations et d'exportations. C'est lui qui doit se documenter à cet effet et il a dû créer diverses commissions chargées de le renseigner sur les besoins et les possibilités des entreprises, les possibilités de distribution entre les régions économiques, pour attribuer à chacune d'elles un quantum de produits déterminés et les répartir entre les usines.

pour

Dans chaque région économique, /chaque industriel sont ainsi déterminés les besoins, en fonction de la production, d'une part, de sa clientèle et de l'existence des matières premières, d'autre part.

D'autre part, il convient de conserver, en vue de l'après-guerre, les positions que nous avons sur les marchés extérieurs en nous rappelant qu'après 1918 nous avons dû faire un effort considérable à cet égard, car nous avons commis la faute d'abandonner alors nos marchés d'exportation. Il est vrai que du fait de la reconstitution des régions dévastées, les industriels ne s'étaient pas autant préoccupés qu'il aurait fallu, d'exporter et nous avons perdu ainsi certains marchés.

Il ne faut pas que cette situation se renouvelle après la guerre actuelle et que nous soyons exposés à voir les gens à qui nous vendions d'ordinaire prendre l'habitude de fabriquer eux-mêmes les articles que nous leur fournissions.

M. LE PRESIDENT remercie M. le ministre de son exposé et donne la parole à ceux de ses collègues qui ont des questions à poser.

M. MANCEAU demande à M. le ministre d'appuyer auprès de son collègue des travaux publics la reprise des transports routiers si nécessaire à la reprise des affaires. (Appro-
bation) Il demande également que l'industrie ait la liberté des matières premières non mobilisées par l'intendance et cite l'exemple de l'industrie du cuir où des ouvriers sont débâchés du fait qu'elle n'a pas le droit d'utiliser les cuirs réquisitionnés et non employés.

M. LE MINISTRE promet d'étudier la question en vue d'arriver rapidement à un "déblocage" complet. Il a, d'ailleurs, signalé le problème à M. l'Intendant général Bernard.

M. ULYSSE FABRE appuie les observations de M. Manceau et ajoute qu'on a abusé des réquisitions, adoptant à cet égard la solution la plus paresseuse, bloquant à raison de 10 là où les besoins ne nécessitaient pas de bloquer à 1. Dans l'industrie il devint, de ce fait, impossible de se procurer les produits nécessaires à la marche des usines. L'exemple du fer-blanc est typique : tout a été réquisitionné pour la fabrication des boîtes de conserve et l'industrie ne peut l'utiliser pour ses besoins.

D'autre part, il est encore impossible d'escompter les bons de réquisition, pratiquement, du fait des formalités excessives exigées à cet effet.

M. CAILLIER présente des observations identiques en ce qui concerne la production viticole, à qui l'on a cependant conseillé d'exporter ses vins, mais qui ne peut le faire par suite de la réquisition des tonneaux.

M. ULYSSE FABRE montre qu'il y a lutte entre les divers ministères de la défense nationale et celui de l'armement quant à l'approvisionnement et il demande qu'il n'y ait qu'un seul ministère pour centraliser les besoins.

Il faut supprimer la course aux réquisitions entre les divers ministères de la défense nationale.

M. MANCEAU demande encore qu'on accélère le paiement des camions réquisitionnés, les industriels étant obligés de payer plus cher pour s'en procurer. Il serait désirable qu'on leur remît à cet effet des bons du trésor.

D'une façon générale il importe de payer le plus facilement et le plus rapidement possible les réquisitions.

M. LE PRESIDENT, signalant que l'autorité militaire n'avait pas tenu compte des instructions précises données à cet effet, et il demande à M. le ministre du commerce d'intervenir auprès de son collègue des finances.

M. LOURTIES traitant de la question des effets impayés - soit qu'il s'agisse de traites présentées à des mobilisés, soit de commerçants gênés, soit enfin de commerçants peu scrupuleux qui ont entendu profiter de la guerre pour s'offrir eux-mêmes une sorte de moratoire, - demande pourquoi la Banque de France ne conserverait pas en portefeuille ces traites impayées pour permettre à chacun de garder ses liquidités jusqu'au moment où il sera possible de se libérer. Cette réclamation s'applique non seulement à l'échéance de guerre du 30 septembre, mais aussi à celle du 31 eût.

M. LE MINISTRE répond qu'il a demandé que les effets impayés des mobilisés fussent pris en charge par la Banque de France; celle-ci a refusé, mais elle a donné des instructions à ses agences pour que ces effets puissent être réescomptés de trois en trois mois. Il y a tout de même des mobilisés qui ne souffrent pas dans leurs intérêts matériels et qui doivent honorer leur signature.

A fin octobre on verra les mesures qu'il convient de prendre, mais en général, à fin septembre, tout s'est passé pour le mieux.

M. LOURTIES fait observer qu'il parle surtout des traites impayées par les non mobilisés; il demande que la Banque de France les reprenne en portefeuille pour essayer de "denicher" les fraudeurs.

110

M. L.L. DREYFUS appelle l'attention du ministre sur la nécessité de protéger le commerce, car - sauf au ministère des affaires étrangères - on ne paraît pas se rendre compte de l'importance des maisons de commerce au point de vue international.

Il cite l'exemple de sa propre maison, paralysée actuellement du fait du départ de nombreux agents commerciaux, voyageurs, directeurs, etc.

M. LE MINISTRE répond que c'est là une de ses préoccupations et ajoute qu'alors que l'Allemagne a laissé à l'étranger tous ses agents commerciaux, on les a rappelés en France, d'où un désavantage et une infériorité pour notre pays. Le général Gamelin a opposé à cela qu'il y avait en France 40 millions d'habitants contre 100 millions pour l'Allemagne ou les pays sous sa dépendance, et que l'heure n'est pas venue de démobiliser. Cependant, le ministre des finances appuie les réclamations qu'il a présentées pour obtenir des affectations spéciales en ce qui concerne les agents commerciaux : le ministère du commerce arrive seulement comme troisième demandeur, - après l'agriculture et l'armement - pour les affectations spéciales.

M. TOY-RIONT déplore la complexité des formalités pour obtenir des autorisations d'exportation : demande en 5 exemplaires, relevé des exportations précédentes, calculées en quintaux, transmissions successives des demandes à divers organismes, obtention de certificats multiples, paperasserie multiple, etc., et il réclame une simplification de cette procédure si longue qui aboutit à ce fait : c'est que le bateau est, la plupart du temps, parti quand l'autorisation d'exporter parvient au requérant.

Le Journal officiel du 10 octobre a prescrit d'adresser les demandes d'exportation pour l'agriculture avant le 20 du même mois. C'est un délai bien court pour constituer un dossier particulièrement volumineux.

Dans un autre ordre d'idées, on a prorogé la liberté du commerce avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie jusqu'au 31 octobre, croit-il. Il y aurait intérêt à n'apporter aucune entrave aux exportations dans ces régions et à ne pas y exercer un contrôle aussi strict, car elles constituent un véritable prolongement de la métropole.

M. LE MINISTRE reconnaît qu'il y a trop de formalités à accomplir pour obtenir des autorisations d'exporter; elles ne sont pas toutes le fait du ministre du commerce. Est-il possible d'aboutir à une simplification ? Le ministre des finances et celui des transports doivent être tout de même renseignés.
tés.

711

7

En ce qui concerne le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, il reconnaît qu'un commerce libre dans ces régions répond à une nécessité psychologique, mais il faut tout de même connaître les possibilités d'achats pour établir la balance générale du pays.

M. TOY-RIONT, en ce qui concerne cette question des autorisations d'exportations voudrait qu'on ne fût pas obligé de recommencer pour une catégorie d'affaires déterminées chaque fois la même série de formalités, et M. LE PRÉSIDENT précise qu'il suffirait d'établir une fiche valant une fois pour toutes au nom du commerçant.

M. LE MINISTRE répond qu'il fera tout son possible pour aboutir à une simplification.

M. VICTOR CONSTANT, envisageant l'avenir, s'élève contre la création par le ministère de l'armement d'un nombre sans cesse grandissant de coopératives qui, après la guerre deviendront vite des coopératives mixtes, puis uniquement civiles et concurrenceront durement le commerce. C'est pourquoi il demande qu'on ne crée pas ce nombre exorbitant de 2400 coopératives militaires qu'aurait envisagé, paraît-il, le ministère de l'armement.

M. LE MINISTRE, qui a fait des efforts personnels en faveur du petit commerce ne peut, dit-il, qu'accueillir favorablement les observations de M. Constant et il fera le nécessaire auprès de son collègue de l'armement afin que la création de coopératives militaires ne devienne pas une règle générale.

M. PAUL LAFFONT a retenu de l'exposé de M. le ministre cette conclusion que tout le monde devait être requisitionné au service de la nation pour assurer un rythme normal de production et empêcher le chômage de se développer. Or, si contradictoire que cela puisse paraître, la mobilisation a augmenté le chômage au lieu de le diminuer, du fait que nombre de petites entreprises ont dû fermer leurs portes. Mais en ce qui concerne les grosses entreprises, lesquelles constituent à ses yeux un service public, il estime qu'elles ne doivent pas prendre des mesures constituant un manquement au devoir national. C'est pourquoi il s'élève contre le scandale d'une grosse maison - le Louvre - qui, au jour de la mobilisation, a laissé partir sans les payer, ses employés mobilisés, a renvoyé 50 % de son personnel et réduit les salaires de ceux qu'elle gardait.

De renseignements complémentaires qu'il a pu obtenir depuis, il résulte que le Louvre était en difficulté, déjà au mois de mai, pour faire face à ses échéances et a dû faire appel

112

8

au concours de deux établissements bancaires : le Crédit du Nord et le Crédit suisse qui lui ont avancé de 20 à 25 millions.

A la mobilisation, toujours gêné, il a demandé une avance de 10 millions à la Banque de France qui a dû lui refuser, le Crédit du Nord et le Crédit suisse n'ayant pas voulu donner leurs signatures, nécessaires pour l'obtention de cette avance de la part de notre établissement national de crédit.

Le Louvre est donc menacé de déposer son bilan, ce qui aura pour conséquence le chômage de 2500 employés. Toutes ces tractations financières se sont nécessairement passées sous le regard du ministre des finances : ces luttes entre établissements bancaires sont jeux du temps de paix et non de la période dans laquelle nous nous trouvons et le gouvernement a le devoir d'intervenir si l'on veut maintenir le moral du pays que des faits de cette nature risquent de compromettre.

Il y a, dit M. Laffont, une classe paysanne qui fait la guerre et une classe ouvrière qui ne la fait pas. Que deviendra, après guerre, le pays privé de son armature paysanne ? Le ministre possède actuellement des pouvoirs dictatoriaux : des faits du genre de ceux qu'il signale n'auraient jamais dû se produire sans que les pouvoirs publics remissent les choses en état. Il demande donc que le gouvernement se saisisse de cette question du chômage et oblige les grosses entreprises à tourner, même à perte, en temps de guerre.

M. LE MINISTRE répond que la question des avances par les établissements bancaires le dépasse : il en parlera avec son collègue des finances qui, d'ailleurs, a dû déjà étudier la question.

En ce qui concerne le chômage, il constate que semblable aggravation s'est produite en Angleterre : 70.000 chômeurs de plus depuis la guerre, contre 28.000 en France, et aussi en Belgique, - 40.000 chômeurs de plus, alors que ce dernier pays n'est pas lui-même en guerre. Cependant ces chiffres ont tendance à se résorber et le ministre prévoit une readaptation rapide des chômeurs, malgré l'arrivée d'ouvriers étrangers. Dans quelques semaines, quelques mois au plus, il n'y aura presque plus de chômeurs.

Pour le Louvre, il est nécessaire que ce grand magasin puisse continuer à vivre ; mais c'est encore là une question qui dépasse le ministre du commerce et il verra également à ce sujet son collègue des finances.

M. JOSSE observe, à l'encontre de certaines observations de M. Laffont que la cote officielle des cours montre une baisse considérable des actions de banques ; celles-ci ont déjà

123

- 9 -

accepté des risques nombreux et on ne peut les obliger à en prendre de nouveaux. C'est une question délicate qui engage la responsabilité du gouvernement. Il demande, contrairement à M. Laffont, que le gouvernement ne prenne pas de décisions trop graves qui risqueraient de retomber sur l'ensemble de l'économie nationale.

D'autre part, il pense, en ce qui concerne le chômage, qu'il ne faut pas admettre trop d'étrangers à travailler et il s'élève à cet égard des paroles du ministre qui parle d'en faire venir de nouveaux.

M. LE PRESIDENT lui répond que le ministre n'a envisagé la possibilité de faire venir de nouveaux ouvriers étrangers qu'une fois le chômage résorbe, les ouvriers français ayant toute satisfaction.

M. THOUMYRE demande que soit facilité le transit avec la Suisse en ce qui concerne le transport du charbon dans les ports normands. La direction des douanes est, d'ailleurs, favorable à des mesures de cet ordre.

M. ULYSSE FABRE parlant de l'interdiction de pratiquer des prix de vente supérieurs à ceux de 1938, fait observer que cette mesure, très belle en théorie, risque de conduire, si on y persiste, à l'atonie totale des affaires. Comment, par exemple, avec l'augmentation qui s'est produite sur les cuivres et les étains, pourra-t-on continuer à vendre les marchandises en cuivre et en étain aux prix d'avant guerre? Sans vouloir ressusciter la discussion sur les prix de revient et les prix de remplacement, il demande que, tout en étant sévère pour les abus on ne prononce pas une interdiction absolue et qu'on admette de larges dérogations pour les commerçants qui font la preuve de leur bonne foi et se trouvent dans la nécessité de majorer tout de même leurs prix, sinon on aboutira à la fermeture totale des usines.

M. TOY-RIONT, appuyant ces observations, cite l'exemple des graisses végétales que l'on ne peut livrer aux à des prix supérieurs à 400 frs - prix du 1er septembre, - mais que l'Intendance achète à 476 frs, si bien que les commerçants qui en ont besoin ne peuvent se les procurer qu'au compte-gouttes. Il faut donc adapter les prix de vente aux prix de revient et ne pas repousser systématiquement les demandes de dérogations.

M. JOSSE ajoute à ces considérations celles qu'on peut tirer des fluctuations dans la valeur du franc.

M. ULYSSE FABRE signale enfin la hausse illicite pratiquée par les établissements de crédit qui ont porté leur ^{taux d'}escompte de 1 à 2 %, sans que la Banque de France ait, cependant, élevé son propre escompte.

114

10

M. LE PRESIDENT declare que M. le ministre a pris bonne note de toutes les observations et reclamations qui ont ete presentees au cours de cette audition. Il le remercie a nouveau de la bonne grace avec laquelle il a repondu a l'appel de la commission et le felicite des explications et des renseignements si precis qu'il a bien voulu lui fournir et qui ont ete apprecies par tous ses collegues.

(M. le ministre se retire).

La seance est levee a 18 heures 15 minutes.

Le president,

J. Durand

$- \frac{1}{2} - \frac{1}{2} = -1$

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de Monsieur NERON, Président de la Commission des Douanes.

members of

Il montre que l'intervention constante du Gouvernement pendant la guerre, dans les questions concernant l'économie nationale, a amené les trois Commissions à s'entendre, pour former un comité d'études, laissant à chaque Commission son autonomie. Il préconise dès aujourd'hui la formation de trois sous-commissions : d'agriculture, - d'industrie et commerce -, et douanes, auxquelles seraient renvoyés les problèmes intéressant chacune d'elles, pour examen plus détaillé et éventuellement, pour une décision à prendre par le Comité de l'économie générale.

Il insiste sur la nécessité de se préoccuper de soutenir le moral notamment par une politique raisonnée des allocations - et de maintenir une politique des prix, plus nécessaire que jamais.

Pour réaliser cette oeuvre, le contact entre les trois sous-commissions doit être fréquent et il adhère entièrement à la constitution d'un comité d'économie générale, telle que l'a indiquée Monsieur Néron (applaudissements).

Monsieur BENDER, au nom de la Commission du commerce, approuve également cet exposé. - La guerre se poursuit dans des conditions inattendues qui doivent nous amener à aider les commerçants et industriels, qui font preuve de bon vouloir pour développer la production.

Monsieur NERON suggère alors la nomination de trois sous-commissions, comprenant dix membres par Commission.

Monsieur DONON propose que sur les dix membres faisant partie de la sous-commission de l'Agriculture, cinq soient pris parmi les membres de la Commission de l'Agriculture faisant déjà partie de la Commission des Douanes.

Monsieur Marcel MICHEL donne lecture d'une motion demandant au Gouvernement la mise en affectation spéciale des classes 17. 18. 19.

- des permissions agricoles, pour les semailles d'automne.
- le renvoi dans leur foyer de tous les hommes des classes 09 et 10 sans exception.

• • • • •

116

#

- et réclamant le libre fonctionnement de tous les moyens de transport mis à la disposition des populations rurales.
- l'utilisation du gaz des forêts.

Monsieur DONON reconnaît le bien fondé des réclamations de Monsieur Marcel Michel. Il cite des faits. - Dans la 5^e région à Bourges et dans le Loir et Cher, des permissions et affectations spéciales ont été demandées. L'Etat-Major a accueilli favorablement la demande, mais il y a une opposition du Ministère de l'Armement.

Pour la coordination du rail et de la route, il croit qu'un grand nombre de trains supprimés pourraient être rétablis.

Pour l'utilisation du gaz des forêts, une Commission, d'accord avec le génie rural, étudie la question. Des instructions sont données pour équiper les camions avec des carburateurs utilisant le gazogène à bois.

Pour les allocations militaires, le Président du Conseil a donné des instructions aux préfets, pour se montrer le plus large possible. Monsieur Paul Reynaud a compris que c'était une question vitale, pour le maintien du moral, tant à l'intérieur qu'aux armées.

Monsieur PAUL ASTIER revenant à la question des importations et exportations maintient que celles-ci sont quasi-impossibles actuellement du fait des entraves apportées aux paiements en devises étrangères.

Des licences d'exportation en Angleterre ont été distribuées en Italie, alors qu'il n'y en avait pas en France.

Monsieur Georges MAURICE demande que les allocations militaires soient attribuées à toutes les femmes de mobilisés. - Or, dans la Vienne, la proportion des demandes est de 72 % ; il y a 12 % de refus. La répercussion financière est insignifiante.

- Pour une famille de deux enfants, la femme touche : Frs. 6.000. Le chiffre total des acceptations est de 14 à 15 milliards. Le refus de toutes les acceptations, représente ~~deux~~ milliard $\frac{1}{2}$, soit deux journées de guerre. On peut demander aux Présidents des trois Commissions, d'intervenir, afin que, pour une somme misérable de 2 milliards, on ne crée pas d'agitation dans le pays.

Monsieur le Chanoine MULLER se fait écho des provinces actuellement les plus éprouvées - l'Alsace en particulier -.

Actuellement, la récolte des vins a été très abondante. Il faut savoir gré aux hommes qui ont su la conserver. Au contraire, on se plaint du manque de précautions prises lors de l'évacuation de Strasbourg, où l'on a laissé périr les récoltes maraîchères et le tabac.

En ce qui concerne le vin d'Alsace, on pourrait avoir une période de prospérité, pour remplacer, en ce moment, aux Etats-Unis, en Belgique, le vin allemand du Rhin qui n'y arrive plus.

Il ya un obstacle : la question du transport. On devrait permettre le transport en Belgique, en Hollande et ~~presqu'~~ au Havre - de ces vins par camion. On pourrait avoir ces vins pour Noël, dans les pays sus-indiqués - ce qui nous permettrait une rentrée de devises étrangères. (applaudissements).

Monsieur MAROGER parlant des permissions et de la libération des dites classes, fait observer que ce qui a été fait pour l'Agriculture, peut s'appliquer à l'ensemble ~~des Commissions~~ Industrie et Commerce

de P

du

XXXX

III

Monsieur ROGÉ se plaint que la Commission des finances accapare les questions économiques - au lieu de se cantonner dans les questions financières. Il faut donner rapidement au pays une activité économique plus grande. Ce qui était permis en Septembre, ne l'est plus en Novembre. L'intendance se moque des difficultés rencontrées dans la reprise économique. De plus, il y a des tentatives qui rappellent les mesures d'étatisme, prises en 1936 et qu'on prétend vouloir faire revivre.

Le Parlement doit protester.

On entendra le Ministre du Commerce demain. Il ne pourra que répéter qu'il prend toutes les responsabilités, mais n'a aucune initiative. Au travers des multiples décrets pris, on n'aperçoit, ^{qu'une} doctrine d'ensemble, celle d'étatisme contre laquelle il proteste.

fin

Séance levée à 15 heures 30 minutes.

(de la Commission)
Séance du COMMERCE.

A l'issue de cette réunion, la Commission du Commerce tient une séance spéciale, pour nommer sa sous-commission.

Présidence de : Monsieur BENDER.

Ulmo, Sont présents : MM. Emile BENDER, ~~Victor LOURTIES~~, CAILLER, Victor CONSTANT, FROGET, CONVERSET, ~~HENNESSY James~~, Moïse LEVY, le Chanoine MULLER, OUVRE, ~~TURLIER~~ et Ulysse FABRE, *Rogé et Jost.*

Excusés : M. M. Turlier et Hennessy

Sont désignés pour faire partie de la sous-commission du Commerce : M. BENDER, MM. LOURTIES, MULLER, CAILLER, CONSTANT, CONVERSET, OUVRE, HENNESSY, Moïse LEVY et FROGET.

Revenant à la discussion abordée au cours de la précédente séance, Monsieur Ulysse FABRE signale qu'il y a un côté psychologique qu'il faut souligner dans le pays. Alors qu'on a tendance à opposer l'Agriculture au Commerce et à l'Industrie, la création du Comité d'économie générale, *indépendamment de l'utilité* pratique, met en lumière la volonté de collaboration de ces trois branches de l'économie nationale.

Monsieur le PRESIDENT, appuyant une observation de M. Ulysse FABRE, fait remarquer que, dans certaines industries de sa région, on n'a plus de coton que pour quinze jours, du fait de la main mise de l'Etat sur tous les produits.

D'autre part, on crée à Lyon une organisation étatiste, de coupeurs, alors qu'il y en a suffisamment dans l'industrie privée ; c'est un gros danger, susceptible de provoquer une éclosion du communisme par suite du chômage, contre lequel il faut mettre le Gouvernement en garde.

Monsieur OUVRE, fait une remarque analogue, pour la pâte à papier. Il y a eu, de la part du Gouvernement, une crainte exagérée des bénéfices industriels.

Monsieur JOSSE fait une restriction nécessaire entre les profits substantiels, mais raisonnables et nécessaires, et les profits excessifs. Il ne faut pas qu'on soit battu sur le terrain économique, si on est vainqueur sur le terrain militaire.

Monsieur Moïse LEVY se plaint aussi des réquisitions exagérées des stocks de certaines industries, ce qui les oblige à renvoyer du personnel ouvrier. Il cite l'exemple des stocks de fromages que l'Intendance a refusé d'acheter à 7 francs, mais que d'autres ont achetés à ce prix et revendus 15 francs à l'Intendance.

Monsieur le Chanoine MULLER cite un cas analogue pour des pommes de terre, achetées 15 francs au producteur et revendu 25 francs à l'Intendance.

Monsieur Ulysse FABRE cite ce fait : un huissier, ^{mobilisé comme lieutenant et} nommé pour diriger une usine d'alimentation réquisitionnée.

Monsieur OUVRE observe qu'il y a une emprise non douteuse du Ministère de l'Agriculture sur tout ce qui touche l'approvisionnement et le ravitaillement. Or, le ravitaillement a besoin d'être indépendant pour coordonner toutes les activités : industrielles, agricoles et commerciales. Il faut donc le soustraire, comme en 1914 au début de la guerre, à une influence particulière.

A la fin de la guerre, en 1918, le ravitaillement fonctionnait parfaitement, parcequ'il y avait une organisation indépendante, qui pouvait orchestrer les besoins.

Monsieur Ouvré montre que, depuis le 1er. Novembre, le prix du charbon français a augmenté de 15 %, d'où augmentation du prix de production, dans la proportion où celle-ci consommera du charbon. Il faut harmoniser les prix et la production.

Monsieur Moïse LEVY fait allusion aux évacuations qu'a rappelées Monsieur le Chanoine Müller - et qu'il ne critique pas, car elles étaient nécessaires - se plaint, du moins, qu'on ait envoyé le bétail dans des pays qui ne pouvaient pas le nourrir. Il en est mort jusqu'à 25 et 30 % par la faute de l'Intendance.

Monsieur le Chanoine MULLER approuve ces observations et donne d'autres détails sur l'évacuation des familles, qui s'est faite dans des conditions particulièrement regrettables et lamentables. Des soldats, au front, ignorent encore où ont été évacuées leurs familles.

Monsieur ROGE n'est pas tout à fait d'accord avec Monsieur Ouvré. Il ne croit pas qu'il faille créer tout de suite un organisme spécial pour assurer la production. Il y a des organes qui existent déjà : Chambre de Commerce, des Métiers etc... Il suffit de créer un courant d'échanges, en assurant le plus de liberté possible.

Monsieur OUVRE répond qu'il faut tout au moins un organisme

d'harmonisation qui ne soit pas sous l'emprise d'un Ministère a
influence professionnelle.

La séance est levée à 16 heures 40 minutes.

Le Président :

Edouard

Séance du mercredi 13 décembre 1939

Présence de M. Benda

La séance est ouverte à 15^h 30

Présents : MM. Benda, Lourties, Anat. Caillies,
Comuget, Escoude, Fabe, Fréget, Gauthier,
cefrandmaison, Kennedy, Jorze, Oure,
Périer, L'opole Robert, Royé, Ulmo.

Nominations de rapporteurs.

M. Victor Cantaut est désigné comme rapp^{eur}
de la proposition de loi n° 508, 1939 sur l'inter-
dictioi de vente avec primes.

M. Escoude est nommé rapp^{eur} du
projet de loi n° 511, 1939 portant subf^{ic}ca-
tion d'un décret-loi du 17 juin 1938 relatif
à l'amélioration du logement des harcel-
leurs agricoles.

Il est décidé de réserver à M. Thourmyre
le rapport du projet de loi n° 537, 1939 (sur
un projet de loi voté par la chambre, mais
non encore distribué au Sénat) sur les
Artistes payés de théâtre, music-
hall, cirque, cirque et autres entreprises
de spectacle.

La séance est levée à 15^h 45

Le président.
Benda

Année 1940

12

Séance du mercredi 24 janvier

Présidence de M. Muller, président d'honneur

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Excusé : M. Coty

Présents : M. Escaude, Gaubier, Hammeey, Muller,
Manceaux, Amat, Bender, Raubaut
Godart, Perrier, H. Fabre, V. Constant

M. le président souhaite la bienvenue aux membres
de la Commission

Nomination au bureau

Sont réélus par acclamation :

Président : M. Bender

V. P. : M. Lourtès, Coty

Secrétaire : M. Thourmyre

Et élu en remplacement de M. Seign, démissionnaire
M. Escaude

M. Bender remercie la Com^{te} au nom du
bureau et en son nom personnel.

Il adresse ses remerciements également
au président d'honneur à qui il souhaite ce
réveil bienvenu dans ses fonctions. [appl.]

Faisant allusion à l'importante question
de la patente, il souligne la nécessité d'une
discussion approfondie, estimant que la Com^{te}
française des chambres a agi sagement en a-
journalisant les débats des 1^{ers} février

Il estime que la Com^{te} des Chambres

devrait nommer une sous-commission pour
étudier la question et en faire l'objet d'un
débat en séance plénière de la Cam.

(approbation)

Tout de l'après-midi pour faire partie de cette
s/Commission : H. V. Constant, U. Fabe
Mancau, Escande, Muller, Hennessy
M. Hennessy voit que la Cam. de C. sera
être consultée par rapport au moment de la dis-
cussion. M. Mancau appuie cette sug-
gestion. (approbation)

M. Constant remercie M. Bender de sa
initiative et indique la procédure qui a
été suivie à la chambre. Il croit que le
problème doit être résolu rapidement.
Il demande donc que l'on se réunisse sur
la s/C^m soit habilitée pour suivre la
discussion en Cam. des finances.

M. Mancau fait observer que cette pratique
n'est pas d'usage au Sénat.
M. Bender s'entretient avec le président
de la Cam. des finances et avec M. le
président du Sénat.

La Com. décide de se réunir
mardi 5/6 pour procéder à un
premier examen de la question de la
patente.

La séance est levée à 5 h.

Le président,
M. Muller.

(23)

123

SOUS-COMMISSION DES PATENTES

Seance du vendredi 26 janvier 1940

Presidence de M. E. BENDER

La seance est ouverte à 15 heures.

Sont présents : MM. BENDER, CAILLIER, Victor CONSTANT, ESCANDE, Ulysse FABRE, James HENNESSY, MULLER.

M. le PRESIDENT, analysant le projet du gouvernement rappelle que l'impôt de la patente rapporte actuellement 4600 millions à l'Etat. En le supprimant, le gouvernement propose de le remplacer par un doublement de la taxe d'armement qui donnerait 7 milliards.

Il y a donc là, dit M. le president, une exageration dans la production de la taxe de remplacement et à son sens, une surtaxe de 0.75 % au lieu de 1 %, aurait certainement suffi.

A qui le surplus du produit de la surtaxe sera-t-il attribué ? Le gouvernement n'en dit rien; il laisse bien entendre que ce sera aux departements et aux communes, mais il ne precise pas sous quelle forme.

Il conviendrait donc d'envisager l'attribution du produit de la surtaxe à une caisse de credit aux departements et aux communes, la repartition entre les collectivites locales devant se faire au pro_rata de ce que produisait pour chacune d'elles la taxe qu'il s'agit de remplacer.

M. Paul Reynaud, precise M. le President, a accepte que les artisans et les cooperatives fussent exonerés de la nouvelle surtaxe d'armement, comme ils etaient jusqu'ici exempts de la patente.

M. le president se demande si le gouvernement a eu raison de baser sa taxe de remplacement sur une taxe d'armement destinee, par sa nature, à n'être que provisoire. D'autre part, cette surtaxe ne manquera pas d'engendrer toute une serie de cascades de majorations de prix qui se traduiront par une charge supplementaire pour les petits commerçants et les consommateurs..

Une surtaxe à la production, au lieu de la surtaxe d'armement permettrait peut-être d'eviter ces cascades de majorations des prix.

M. le president elève également des critiques contre les articles 5 et 7 du projet qui risquent, l'un d'ecraser les grosses entreprises par des majorations excessives des taxes actuelles, l'autre de surcharger outre mesure les taux des loyers.

124

A l'appui de ses observations, M. le président donne connaissance d'un tableau montrant les conséquences de la surtaxe pour une entreprise faisant 2 millions d'affaires au détail; alors qu'elle paye actuellement 17.000 francs, elle en payerait dorénavant 60.000, bien entendu uniquement du fait du remplacement de la patente par la surtaxe envisagée par le projet du gouvernement.

M. CAILLIER et M. MULLER, appuyant les observations de M. le président estiment que les exagérations du projet gouvernemental amèneront infailliblement la disparition des grands magasins déjà durement touchés.

M. LE PRESIDENT conclut en déclarant qu'en tout état de cause, le supplément d'impôt envisagé doit aller uniquement aux départements et aux communes. D'ailleurs, ajoute-t-il, le gouvernement a déjà jeté du lest et admis que des aménagements pourraient être apportés à son texte, mais pas d'une façon suffisante.

M. VICTOR CONSTANT est d'avis que la patente ne peut plus subsister; depuis longtemps elle est condamnée à peu près par tout le monde; elle l'a été, en fait, en 1917, et si elle a survécu depuis cette époque, ce n'est plus que pour permettre aux départements et aux communes d'équilibrer leurs budgets. Théoriquement le procès de la patente est donc gagné et, en principe, la commission ne peut qu'être favorable à sa suppression. La question difficile à résoudre est de savoir par quoi on la remplacera et, depuis 1917, on n'a pu trouver une solution. M. Paul Reynaud lui-même n'apporte au problème qu'une solution temporaire puisqu'il propose pour remplacer la patente, une taxe essentiellement temporaire et est obligé de prévoir une commission pour aboutir ultérieurement à une solution définitive.

D'autre part, le ministre des finances ne cache pas que son intention est de tirer davantage de la nouvelle surtaxe, mais toujours dans l'intérêt des départements et des communes. Il prévoit un supplément de ressources d'un milliard et demi dont la totalité devra aller aux collectivités locales. Le grand reproche qu'on peut adresser au projet est de fragmenter l'opération en deux stades. M. Paul Reynaud dit aux chambres : voter d'abord l'impôt nouveau, je verrai ensuite ce qu'on en fera.

M. Victor Constant, qui est personnellement commerçant et connaît aussi bien les besoins de Paris que ceux de la province, estime que la majoration résultant de la surtaxe aura pour effet de mécontenter à la fois les deux extrémités de la chaîne des commerçants, c'est-à-dire les grandes entreprises et les petites exploitations rurales dont les affaires ont diminué considérablement, quand elles ne sont pas parfois complètement nulles.

Il estime donc qu'on devrait modifier le texte gouvernemental en permettant, d'une part, aux commerçants d'inclure

13

14

dans leurs prix de vente les taxes dont on les frappera, le contrôle des prix s'exerçant ainsi a posteriori et non a priori, le taux de la surtaxe restant, d'ailleurs, à discuter; d'autre part, qu'en ce qui concerne les modalités de répartition du produit de la surtaxe, on peut s'inspirer des observations présentées par M. le président.

M. ULYSSE FABRE estime aussi que la patente qui était déjà un impôt injuste est devenu un impôt insupportable; il ne faut pas, cependant, à la faveur d'une taxe de remplacement, demander un effort encore plus considérable à la production et surtout, il faut permettre aux commerçants de porter sur leurs factures le coût de la taxe.

M. LE PRESIDENT fait observer qu'il convient de prévoir dès maintenant une objection qu'on ne manquera peut-être pas de faire, à savoir qu'en majorant la facture de la surtaxe, le consommateur se dira qu'il paye deux fois: d'abord la taxe nouvelle et ensuite l'ancienne patente dont le commerçant n'aura pas supprimé le coût dans l'établissement de son prix de revient.

Il ne faut pas qu'on puisse dire qu'une surtaxe devient en réalité un impôt de superposition et non une taxe de remplacement.

M. JAMES HENNESSY estime également qu'on doit trouver un moyen pour éviter de continuer à faire supporter au consommateur la patente supprimée.

M. VICTOR CONSTANT répond à M. le président que l'objection est sérieuse. A l'origine, la patente était un impôt prélevé sur les bénéfices; en fait, elle est devenue un impôt indirect entrant dans le calcul des frais généraux. Si nous n'étions pas en guerre, ajoute M. Victor Constant, l'objection de M. le président n'aurait pas d'effet; car la concurrence par le jeu normal qu'elle exerce sur les prix les ferait baisser nécessairement et l'effet recherché par la suppression de la patente arriverait petit à petit à s'exercer; mais nous sommes en guerre, et il importe que les prix ne montent pas de façon désordonnée. Pour cela, on doit exiger que le comité de surveillance des prix exerce son action de façon efficace et a posteriori.

M. ESCANDE fait observer que, dans leur majorité, les commerçants demandent que l'obligation soit imposée d'ajouter sur la facture le montant de la taxe d'armement.

Pour M. MULLER également, l'important est que le consommateur ne paye pas deux fois la taxe.

M. VICTOR CONSTANT constate qu'en pratique la taxe est récupérée sur le consommateur, alors que légalement elle ne de-

126
126
vrait pas l'être, puisqu'elle était conçue comme un impôt portant seulement sur les bénéfices. Les intéressés, - à l'exception des grosses firmes et des petits commerçants ruraux - sont, en majorité favorables à la suppression de la patente. La Chambre de commerce de Paris a pris une délibération en ce sens, émettant le vœu que, sous réserve de certaines modifications, le projet soit adopté par le parlement. Dans leur ensemble, les chambres de commerce de province sont disposées à enterminer les propositions de la chambre de commerce de Paris et une réunion des commerçants-détaillants, sous la présidence de M. Louis Rollin, a ratifié à l'unanimité la délibération de la chambre de Paris.

Personnellement, M. Victor Constant proposera d'exonérer de la majoration les coopératives de production, comme le veut le projet gouvernemental, mais non pas, précise-t-il, les coopératives de consommation, car ce serait alors créer une concurrence redoutable aux petits commerçants.

M. MULLER appuie vivement ce point de vue et se préoccupe, d'autre part, plus spécialement de la situation des départements et des communes.

M. VICTOR CONSTANT répond qu'à son avis, rien ne devra être distrait du fonds commun qui sera constitué pour un autre objet que les finances départementales et communales, et il regrette que rien dans le texte du gouvernement ne concerne la répartition du produit de la surtaxe.

Pour résumer la discussion, M. le président observe :

1^o que, pour les départements et les communes, l'impôt de remplacement doit avoir le même effet que la patente supprimée et, par conséquent, produire autant, la répartition entre les collectivités locales étant faite de la même façon qu'était répartie la patente;

2^o s'il y a boni dans la production de la taxe de remplacement, il doit servir uniquement à ~~xxx~~ doter plus largement la caisse de crédit aux départements et aux communes.

3^o il regrette que la chambre de commerce, dans la délibération qu'elle a prise, ne se soit pas préoccupée davantage de la taxe de 2 % qui frappe les grands magasins et qui, par l'effet de l'article 5 du projet gouvernemental, va, en fait, aboutir à une taxe qui, dans certains cas, atteindra 8 et même 10 %.

M. VICTOR CONSTANT fait observer que sur ce dernier point, la taxe n'avait pas été augmentée depuis 1920.

M. ESCANDE ajoute, en ce qui concerne les finances départementales et communales, que leur situation est telle qu'il

127

127

est indispensable de venir à leur secours. Il admet donc que la patente soit supprimée et la taxe d'armement augmentée même de 1%, mais à la condition :

1° que le comité de surveillance des prix fonctionne sérieusement et, comme l'a demandé M. Victor Constant, a posteriori.

2° que le commerçant soit obligé et non pas seulement autorisé à porter le montant de la taxe sur la facture.

La commission étant unanimement d'accord à cet égard, M. le PRÉSIDENT propose de renvoyer à une séance ultérieure, aussi prochaine que possible, et en tout cas qui devra avoir lieu dès que la chambre se sera prononcée, la discussion des détails du projet..

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures 10 minutes.

Le président,

J. P. ...

Séance du mercredi 31 janvier 1940

Présidence de M. Bender

Présents : MM Bender, président, Lourtie v. présid.
Escaudo, secrétaire, Beluel, Cailler,
Victor Constant, Couverset, Lignard,
Ulysse Dake, Trogel, Justus Goret,
Hachette, Hennessy, Manceau,
Müller, Oure, Rogé, Turlier

Excusés : M. Toy. Riout
La séance est ouverte à 15 h.

M. le Président souhaite la bienvenue aux
membres nouveaux de la Commission : MM.
Beluel, Lignard, Hachette.

Nominations de rapporteurs.

M. Corillier est désigné en remplacement de
M. Léopold Robert, - qui va faire l'exposé de
la Commission - pour rapporter : 1° au fond,
la prop^{te} relative à la saisie et au casin
des droits d'auteurs ; 2° par air, la prop^{te} de
loi visant un privilège en faveur des auteurs,
indiquant des faillites d'éditeurs et entrepreneurs
de spectacles. - (n° 138 et 140-1936)

M. Coty est nommé rapp^{eur}, par air, de la prop^{te}
Léonard sur le marché à l'incinération des
déchets (n° 555 - 1939)

Examen des travaux de la Commission

M. le Président procède à l'examen des travaux
en suspens, examen à la suite duquel il est
décidé :

1° de réserver la séance de mercredi
7 février à l'examen des rapports de M. Escaudo

124

sur le projet n° 511-1939 portant ratifications du
décret du 17 juin 1938 relatif à l'amélioration
des logements des travailleurs agricoles.

Il est consacré la séance du mercredi 14
février aux rapports de M. Carlier

sur : a) les loyers de logement à usage com-
mercial ou industriel (140-1937)

b) la prop^{os} des lois du Conseil Constitu-
tif du travail (4-1938)

c) la ratif^{ic} du décret du 18 août 1937
sur l'emploi des étrangers (342-1938)

et à un rapport de M. Constant sur
la prop^{os} de loi de M. Bellet intéres-
sant la vente avec timbre-prime (508-1939)

Séance

M. le Président met la Com^m au courant
de l'étude préalable à laquelle la Sous-Com-
mission a procédé dans sa séance du 26 janvier et
des premières conclusions auxquelles les membres ont
abouti.

Un échange de vues auquel prennent part
MM. Ulysse Fabe, Constant, Escande, Henneberg,
Müller a lieu, au cours duquel les divers argu-
ments produits à la dernière réunion de la Sous-
commission sont renouvelés et développés.

Finalement la Com^m décide de laisser
la Sous-commission suivre attentivement les dé-
bats qui vont avoir lieu à la Chambre pour dé-
gager la solution qu'il y aura lieu d'adopter
au cours de séances qui elle tiendra à cet effet et
dont elle saisira ensuite la Commission plénière.

La séance est levée à 16 heures.

Le président,

E. Henneberg

130
130
Séance du mercredi 14 février 1940

Présidence de M. B E N D E R

La séance est ouverte à 15 heures

Présents : MM. Bender, Thoury, Escande, Beluel, Caillier, Constant, L.L.-Dreyfus, Ulysse Fabre, Froget, J. Godart, James Hennéssy, Moïse Levy, Ouvre, Tasso, Ulmo.

PROPOSITION DE LOI DE M. BELUEL
en vue de la suppression des ventes avec
primes

M. VICTOR CONSTANT, Rapporteur, fait un exposé de la question dans le quel il montre que M. Beluel reprend une question fort ancienne, qui a déjà été discutée plusieurs fois à la chambre et il rappelle notamment que M. Godart a jadis défendu une proposition de loi sur ce sujet. Une autre proposition est également devenue caduque à la chambre avec la fin de la dernière législature.

M. Beluel apporte aujourd'hui une solution rigoureuse, puisqu'elle consiste dans l'interdiction totale de la distribution des primes, sous quelque forme que ce soit, à partir du 1er janvier 1940.

Tout en acceptant, en principe, la proposition de M. Beluel, M. Victor Constant propose de la modifier en accordant un délai de six mois aux commerçants et par conséquent, de ne rendre la loi applicable qu'à partir du 1er juillet, ou même dans les six mois de sa promulgation.

M. BELUEL déclare accepter cette modification.

M. ULYSSE FABRE donne également son assentiment au texte proposé.

M. JUSTIN GODART, en qualité d'ancien auteur d'une proposition sur le même sujet demande que l'on fasse complètement disparaître les entreprises parasitaires de timbres-primes, mais qu'on laisse aux commerçants la possibilité de distribuer en primes des objets de leur propre commerce.

A condition, précise M. ULYSSE FABRE que l'objet distribué comme prime en nature se rapporte lui-même à l'article acheté.

M. TASSO, rappelle qu'à la chambre, lors de la discussion

de la proposition ayant trait au même objet, trois grosses objections furent présentées contre elle : 1° la suppression de la prime porterait une atteinte très dure à l'industrie de la faïence et à celle du textile, industries dans lesquelles se recrutent surtout les objets offerts en primes à la clientèle; 2° on fait disparaître le sens de l'économie dans la famille ouvrière; 3° une foule d'objets très chers pour les ouvriers pouvaient, grâce à la prime, être achetés par eux au bout d'un certain temps sans qu'ils aient eu à déboursier une très grosse somme tout d'un coup. Et M. Tasso cite notamment l'acquisition fréquente de lessiveuses offertes en primes moyennant la disposition d'un certain nombre de timbres.

Dans ces conditions, la commission de la chambre avait limité la prime à un escompte de 2 à 3 % sur le prix de la marchandise achetée, ne voulant pas empêcher le commerçant de donner cette satisfaction à la clientèle, mais ne se laissant cependant pas arrêter par les trois objections ci-dessus, pourtant très fortes au dire de M. Tasso.

M. JAMES HENNESSY craint qu'un texte trop rigoureux ne porte un coup sérieux à la publicité, beaucoup de commerçants distribuant des objets portant la marque de leur propre maison ou d'établissements auprès desquels ils se fournissent. Il ne faut pas détruire la prime publicitaire.

M. LE PRESIDENT, pour concilier les opinions qui viennent de se faire jour propose de modifier ainsi le texte de M. Beluel:

"La distribution des primes, timbres-primes et carnets de boni est interdite à partir du 6e mois qui suivra la promulgation de la présente loi.

"Toutefois, les commerçants sont autorisés à attribuer en primes les objets ou les articles de leur propre commerce se rapportant à l'article acheté."

M. BELUEL déclare qu'il ne peut accepter cette rédaction: il regrette de se montrer intransigeant, mais il tient à son texte. Le timbre-prime, dit-il, représente 2.40 % du prix du produit, ajoutez à cela la taxe de remplacement de la patente, c'est une augmentation considérable du coût de la vie. D'autre part, les arguments de M. Tasso ne lui paraissent pas pertinents: le motif tiré de l'entrave apportée aux industries du textile et de la faïence ne tient pas, car ces industries, en ce moment, ne travaillent pas pour fabriquer des primes; d'un autre côté, la raison d'économie invoquée se traduit, en réalité par une dépense supplémentaire pour l'ouvrier. La solution de l'escompte n'a rien de commun avec la prime. Même le fait de laisser au magasin le droit de donner son propre produit en prime lui paraît dangereux; c'est, à ses yeux, une perversion de l'idée de commerce. Il demande à la commission de s'en tenir à sa proposition.

132
132
M. VICTOR CONSTANT ajoute que la proposition de M. Beluel se place sous l'égide des circonstances : faire la vie moins chère, tel est l'objet visé et c'est en cela que reside l'objectivité du rapport que M. Constant presente à la commission. Les commerçants, d'ailleurs, s'attendent bien à ce que la situation actuelle en ce qui concerne les primes prenne fin un jour, mais non d'une façon brusquée, et c'est pourquoi il propose d'adopter le projet de M. Beluel, mais en le modifiant, surtout par l'indication d'un délai pour la mise en application de la loi.

M. BELUEL fait observer que, de plus, le comité de surveillance des prix s'est occupé de la question et que la réforme pourrait bien être réalisée par décret-loi

M. VICTOR CONSTANT demande si l'auteur de la proposition, le président de la commission et son rapporteur ne pourraient pas entendre les intéressés.

M. LE PRESIDENT croit que la conciliation serait difficile à réaliser; aussi met-il tout de suite aux voix tout au moins le principe de la suppression.

(La commission se prononce pour la suppression de la prime)

M. THOUMYRE qui a voté contre explique son vote. Il est partisan de la liberté du commerce et c'est encourager celui-ci que de lui laisser la liberté en matière de primes. C'est un vieil usage qu'on ne peut combattre, pas plus que la ristourne en argent.

M. LE PRESIDENT fait observer que le principe de la suppression étant adopté, deux solutions se présentent : ou prendre comme base le texte de M. Beluel qui entraînera devant le sénat des discussions très vives, ou seulement présenter une proposition de résolution. Il faut que la commission se prononce sur ce point.

M. ESCANDE se déclare partisan du projet de M. Beluel, étant entendu que sont maintenus la ristourne en argent et l'escompte.

M. JAMES HENNESSY croit que, sous prétexte d'atteindre les maisons parasitaires qui profitent de la prime, on va gêner considérablement tous les commerçants.

M. CAILLIER estime que le texte de M. Beluel est trop général et demande qu'on adopte une rédaction qui tienne compte des réserves formulées.

M. LE PRESIDENT consulte la commission sur le point de savoir si elle entend donner comme conclusion au rapport le texte d'une proposition de résolution à soumettre au sénat.

(La commission se prononce négativement.)

M. LE PRESIDENT, pour dégager l'opinion de la majorité de la commission, la consulte successivement :

1^o sur la suppression des primes, timbres-primes et carnet de boni. (Cette suppression est décidée)

2^o sur le maintien de l'escompte (La commission se prononce pour le maintien.)

3^o Sur la prime en nature/par le commerçant, et consistant en un objet de son commerce.
distribuée

(La prime en nature est également supprimée.)

Ces principes étant posés, la commission renvoie à quinzaine la présentation d'un rapport définitif par M. Victor Constant.

LOCAUX A USAGE COMMERCIAL OU INDUSTRIEL

M. CAILLIER, Rapporteur du projet de loi concernant les obligations imposées par le code du travail aux propriétaires d'immeubles louant leurs locaux pour des usages commerciaux ou industriels propose d'adopter le texte de la chambre qui précise que, désormais, le bailleur ne pourra s'opposer à aucune modification des locaux réalisée en vue de la sécurité ou de la salubrité; le chef d'entreprise sera seulement tenu, lors de la cessation du bail, de remettre les locaux en l'état primitif, en vue de leur affectation possible à un autre objet. Le projet vise également les locaux loués à des entreprises de spectacles.

M. Caillier est autorisé à déposer son rapport.

EMPLOI DES TRAVAILLEURS ETRANGERS

M. CAILLIER, Rapporteur d'un projet de loi concernant l'emploi des travailleurs étrangers, fait observer qu'il s'agit simplement de ratifier un décret du 28 août 1937 instituant une contribution sur l'emploi des travailleurs étrangers et il propose l'adoption du projet de loi. (Adopté)

CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL

M. CAILLIER, Rapporteur d'une proposition de loi de M. Lefas sur les conseils consultatifs du travail, tendant à modifier la loi de 1908 qui a institué ces organismes et qui n'a jamais

134

134

pu être appliquées jusqu'à présent, ne croit pas qu'il soit opportun de voter un texte sur ce sujet dans les circonstances présentes. Il est d'avis de rapporter favorablement la proposition de M. Lefas, qui, à son avis, n'aura pas, de toutes façons, occasion d'être appliquée pendant la guerre, et c'est pourquoi, malgré cet avis favorable sur le fond de la question, il propose à la commission d'ajourner cette étude jusqu'à la cessation des hostilités.

Il en est ainsi décidé.

La commission décide de se réunir à quinzaine.

La séance est levée à 17 heures.

Le président,

[Signature]

Séance du mercredi 17 février 1940.

137

Présence de M. L. Bender

Présent. MM. Bender, Amat, Caillies, Constant,
Cuvieret, Coty, Escande, Perrier, René Hachette,
J. Godart, Tasso, Turlier

Excuse: M. Belue

La séance est ouverte à 15^h.

Projet de loi concernant l'amélioration des
Sols des départements agricoles

M. Escande rapporteur donne lecture des conclusions de son rapport qui, au lieu de la forme, comme celui de la Com^{te} de la chambre, est une simple approbation du texte proposant la ratification du décret pris le 17 juin 1938, donne une analyse détaillée de ce décret.

M. Escande mentionne qu'une application stricte de dispositions prévues par ce texte permettrait certainement de relever à la terre un grand nombre de travailleurs agricoles et il demande à la Com^{te} d'approuver le projet déjà voté par la chambre.

Il en est ainsi décidé, après que M. le Président, au nom de la Commission, aura adressé ses félicitations à M. Escande pour son rapport si bien documenté.

Interdiction de vente aux primes
M. Belue, auteur de la prop^{te} ne pouvant assister à la séance, la suite de la discussion sur cette question est ajournée à huitaine.

Nomination d'un rapporteur
M. Justin Godart est désigné comme rapporteur du projet de loi n° 4-1940.

portant approbation du traité de travail
entre la France et la Yougoslavie.

M. Justin Godart se déclare prêt
à présenter son rapport sur cette question
mercredi prochain.

La séance est levée à 15^h48

Le Président,
E. BENDER

Séance du mercredi 6 mars 1940

Présidence de
M. E. BENDER

La séance est ouverte à 15 heures et demie.

Présents : MM. Bender, Beluel, Victor Constant, Escande,
Ulysse Fabre, Froget, J. Godart, de Grandmaison, Hennessy,
Lourties, Manceau, Thoumyre, Turlier.

VENTES AVEC PRIMES

M. Victor CONSTANT, rapporteur, donne lecture de son rapport
définitif et propose d'apporter au texte initial de M. Beluel
la double modification suivante :

1^o la distribution des primes en nature sous quelque forme que
ce soit est interdite, sauf en ce qui concerne les objets de va-
leur minime donnés gratuitement à titre publicitaire;

2^o Sont exceptées également de cette interdiction les objets don-
nés gratuitement en supplément de ceux vendus à condition expres-
se qu'ils soient de même nature que ceux vendus.

D'autre part, un délai de six mois à dater de la promulgation
de la loi est accordé aux commerçants pour leur permettre d'écou-
ler les primes et timbres-primes dont ils sont encore deten-
teurs.

Enfin, l'amende prévue pour les infractions à la loi est de
50 à 500 frs (au lieu de 5.000 frs dans le texte primitif de la
proposition de loi), cette amende étant portée au double en cas
de récidive.

M. Constant, qui a établi ce texte en accord avec M. Beluel,
est autorisé à déposer son rapport qui est approuvé et adopté à
l'unanimité.

TRAITE DE TRAVAIL AVEC LA YUGOSLAVIE

M. JUSTIN GODART donne connaissance à la commission d'un rap-
port sur un projet de loi tendant à ratifier le traité de tra-
vail et d'assistance signé le 29 juillet 1932 avec la Yougo-
slavie.

137

Ce traité prévoit la réciprocité des dispositions de la législation sociale applicables aux travailleurs nationaux des deux pays.

M. FROGET craint que cette réciprocité ne soit, en réalité à sens unique et que seule la France s'impose des obligations envers les travailleurs étrangers, la législation des pays voisins ou avec lesquels nous sommes appelés à traiter étant le plus souvent moins libérale que la nôtre.

M. LOURTIES répond que la France a besoin de main d'œuvre et compte beaucoup, dans ses régions frontalières sur la main d'œuvre yougoslave.

M. THOUMYRE demande quelles sont les garanties au point de vue sanitaire.

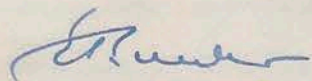
M. J. GODART lui répond que les travailleurs étrangers travaillant en France, qu'ils soient émigrés individuels ou collectifs doivent être munis, avant leur mise en route, ~~munis~~ d'un certificat sanitaire délivré dans le pays d'origine.

M. TURLIER pose la question des conditions de moralité et M. LE PRÉSIDENT l'appuie sur ce point en faisant observer que la criminalité monte en flèche; M. Ulysse FABRE intervient également dans ce sens.

Finalement, M. Justin GODART consent à un supplément d'information sur ce double point : état sanitaire des travailleurs étrangers et antécédents judiciaires, et il fournira à la commission les renseignements qu'il aura recueillis, au cours d'une prochaine séance de la commission; mais il fait néanmoins observer que le traité forme un bloc, qu'on doit l'approuver ou le rejeter en toutes ses parties. Il apportera donc à la commission très prochainement les apaisements qui lui permettront de ratifier cette convention.

La séance est levée à 16 heures et demie.

Le président,



Siège de 12 mars 1942

Présidence de M. L. Bender

La séance est ouverte à 17^h 30

Présents : MM. Bender, Guyon, Fabe,
Coty, Godart, Leiry, Thourmyre, Zerbini.

Traité de travail avec
la Goussier

M. J. Godart donne à la Commission les aj-
justements que lui a fournis le gouv. en ce
qui concerne l'implé- des caractères inélégan-
table et assure que toutes précautions sont
prises pour éviter leur entrée en France, tant en
ce qui concerne le point de vue sanitaire
que moral.

La Commission décide qu'il ne sera pas
fait mention de ces renseignements dans
le rapport que M. Godart est autorisé à
déposer, mais autorise M. J. Godart à en
faire état à la tribune.

Congés payés

M. Thourmyre dans la séance d'un rapport
sur un projet de loi modifiant la loi
du travail pour le règlement des congés
payés des artistes de théâtre, cinéma,
musique, hall, cirque et toute entreprise
de spectacle. Il s'agit surtout de li-
miter le plafond des indemnités accordées
aux grands artistes.

M. Thourmyre qui a discuté et l'adoption du
texte déjà voté par la chambre, est autorisé à en
faire son rapport.

La séance est levée à 16^h 1/2

Le président

Bender

139

Seance du 10 avril 1940

Présidence coll. Lucien Baudou

Sont présents: M. Baudou, Fabre, Froget, Fournier,
Turlier, Escande, Combes, Lisy, Ulmer

La séance est ouverte à 10^h du matin

Reorganisation du ministère du Commerce
en vue du développement des exportations

M. le Président indique qu'ayant reçu une de-
mande présentée au ministère du Commerce
pour l'adoption au projet voté la chambre
il en a confié d'urgence le rapport pour avis
— car il s'agit d'un avis, la Commission des
finances, chargé d'avis au fond — à M. Ulysse
Fabre, afin de ne pas perdre de temps et a
chargé la Com. — pour entendre la lecture
de cet avis.

M. Ulysse Fabre donne communication de son
avis qui conclut à l'adoption du texte
voté par la chambre. Le projet soumis au
Parlement comporte la création d'un conseil sup.
de l'exportation chargé d'établir la liaison
entre les différents ministères respectifs, d'in-
tervenir dans les exportations. Un crédit de
3.400.000 fr. est prévu à cet effet et c'est
pourquoi le projet est soumis, au fond, à la
Com. des finances.

La Com. décide d'approuver le rapport pour avis
de M. Fabre, sous réserve de modifications
qui pourront apporter la Com. des finances au
texte voté la chambre, en ce qui concerne le
montant du crédit prévu.

Casinos, Bazaars,

Magasins à prix unique

La Com. donne mandat à M. U. Fabre

de rapporter favorablement le projet pour
avoir jusqu'à la cessation des hostilités la
legislation présente relative aux cauiers -
bazaars.

Un mandat analogue est confié à
M. Baillet, qui en sera avisé, en ce qui
concerne la législat. des magasins à prix
uniques.

Lausanne ce 24th 10.9.45

Le Président,

QUESTION PREALABLE

La commission senatoriale du commerce, de l'industrie, du travail et des postes demande au Senat de bien vouloir prononcer la question prealable sur les projets de loi et propositions de loi suivants :

Projet de loi relatif au regime des ententes commerciales et industrielles (182-1932)

Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, fixant les conditions dans lesquelles les accords professionnels peuvent être rendus obligatoires en periode de crise (195-1935)

Projet de loi, adoptee par la chambre des deputes, tendant à instituer une reglementation pour la protection du commerce français et l'inscription au registre du commerce (594-1935)

T Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à la ratification du decret du 25 juin 1934 protant suppression d'emplois et reorganisation des services du ministère du travail (30-1936)

Proposition de loi, adoptee par la chambre des deputes, tendant à assurer la protection de l'economie nationale contre l'institution de monopoles de fait etrangers (247-1936)

M Proposition de loi tendant à la creation de deux registres nouveaux au greffe des tribunaux de commerce (286-1936)

T Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, modifiant l'article 97 du Livre II du Code du travail (650-1936)

T Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à modifier le placement des ouvriers et employes des etablissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de detail aux offices departementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement prives fonctionnant pour cette categorie de travailleurs ((42-1937)

Proposition de loi, adoptee par la chambre des deputes, tendant à interdire la creation et le developpement des magasins à commerces multiples (198-1937)

T Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à modifier l'article 8 du Livre II du Code du travail (203-1937)

Proposition de loi, adoptee par la chambre des deputes, tendant à instituer une marque nationale de la qualite française pour les produits agricoles, industriels et commerciaux (253-1937)

T Proposition de loi, adoptee par la chambre des deputes, tendant à modifier l'article 61 du livre Ier du Code du travail et de la prevoyance sociale (Saisie-arret sur les traitements et salaires) (262-1937)

Proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du Livre Ier du Code du travail, présentée par M. Louis GROS, sénateur (311-1937) *Examiné*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, relatif à la suppression des pourboires et des redevances perçus par les employeurs (360-1937) *ourné*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, instituant en faveur des débitants commerçants et artisans le règlement amiable homologué. (431-1937) *Maulion*

jurid. T Proposition de loi sur la charte des droits et des devoirs du travail, présentée par M. Maulion, sénateur (531-1937) *ourné*

T Projet de loi, adopté par la chambre des députés, relatif à la situation au regard de la législation du travail de certaines catégories de travailleurs (45-1938) *amant*

T Projet de loi, adopté par la chambre des députés, tendant à l'extension des dispositions de la loi du 24 juin 1936 modifiant et complétant le chapitre 4 bis du Titre II du Livre Ier du code du travail (conventions collectives de travail) (105-1938) *ourné*

Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à régler les conventions de fournitures intervenues entre producteurs ou distributeurs de bières et propriétaires de débits de boissons (285-1938)

T Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant, par la modification de l'article 2 du Livre Ier, titre II du Code du travail, à rendre obligatoire à l'employeur la délivrance du certificat de travail aux ouvriers et ouvrières travaillant à domicile. (359-1938) *amant*

T Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à rendre applicables aux agents d'assurance à l'égard des compagnies et sociétés qu'ils représentent les dispositions des codes et des lois relatives aux conventions de travail et aux procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail (477-1938) *ourné* *amant* *con. ch. 27*

T Proposition de loi tendant à compléter la loi du 18 juillet 1937 sur le statut professionnel des voyageurs, représentants et employés du commerce et de l'industrie, présentée par M. Gustave Guérin, sénateur (20-1939) *R. 187 / 39*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 30 juillet 1937 relatif aux échéances 25 août 1937, instituant, pour les petites créances commerciales, une procédure de recouvrement simplifiée (95-1939)

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 30 juillet 1937 relatif aux échéances et aux protêts des effets de commerce; 2° du décret du 31 août 1937 relatif aux échéances des effets de commerce (96-1939)

T Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à
l'homologation d'un tarif minimum vital applicable dans les salons
de coiffure (267-1939) *anas*

QUESTION PRELABLE

La commission senatoriale du commerce, de l'industrie, du travail et des postes demande au Senat de bien vouloir prononcer la question préalable sur les projets de loi et propositions de loi suivants :

Projet de loi relatif au regime des ententes commerciales et industrielles (182-1932) M. Paul Caffont, rapporteur

Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, fixant les conditions dans lesquelles les accords professionnels peuvent être rendus obligatoires en période de crise (195-1935) rapport de M. Paul Caffont (554-1935)

Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à instituer une réglementation pour la protection du commerce français et l'inscription au registre du commerce (594-1935) rapport de M. Caillier (536-1936) conclut au rejet.

T
Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à la ratification du décret du 25 juin 1934 portant suppression d'emplois et réorganisation des services du ministère du travail (30-1936) Rapport de M. Ragnaudy (529-1936) conclut au rejet.

Proposition de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à assurer la protection de l'économie nationale contre l'institution de monopoles de fait étrangers (247-1936) rapport de M. Jean Basc - (18.36-59-1938)

Proposition de loi tendant à la création de deux registres nouveaux au greffe des tribunaux de commerce (286-1936) rapport de M. Moïse Lévy (165-1937)

T
Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, modifiant l'article 97 du Livre II du Code du travail (650-1936) M. J. Goutier, rapporteur conclut au rejet.

T
Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à modifier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs ((42-1937) M. Amat, rapporteur (n° 536-1937)

Proposition de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à interdire la création et le développement des magasins à commerces multiples (198-1937) rapport de M. Caillier (182-1938)

T
Projet de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à modifier l'article 8 du Livre II du Code du travail (203-1937) M. Ouvre, rapporteur

Proposition de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à instituer une marque nationale de la qualité française pour les produits agricoles, industriels et commerciaux (253-1937) rapport Manceau, conclut au rejet

T
Proposition de loi, adopte par la chambre des deputes, tendant à modifier l'article 61 du livre Ier du Code du travail et de la prévoyance sociale (Saisie-arrêt sur les traitements et salaires) (262-1937) M. Coty, rapporteur

Proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du Livre Ier du Code du travail, présentée par M. Louis GROS, sénateur (311-1937) *M. Escande, rapporteur*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, relatif à la suppression des pourboires et des redevances perçus par les employeurs (360-1937) *M. Ouvre, rapporteur*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, instituant en faveur des débitants comme rçants et artisans le règlement amiable homologué. (431-1937) *M. Coty, rapporteur*

Proposition de loi sur la charte des droits et des devoirs du travail, présentée par M. Maulion, sénateur (531-1937) *M. Ouvre, rapporteur*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, relatif à la situation au regard de la législation du travail de certaines catégories de travailleurs (45-1938) *M. Amat, rapporteur*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, tendant à l'extension des dispositions de la loi du 24 juin 1936 modifiant et complétant le chapitre 4 bis du Titre II du Livre Ier du code du travail (conventions collectives de travail) (105-1938) *M. Ouvre, rapporteur*

Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à régler les conventions de fournitures intervenues entre producteurs ou distributeurs de bières et propriétaires de débits de boissons (285-1938) *M. Amat, rapporteur* / n° 343-1939/

Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant, par la modification de l'article 2 du Livre Ier, titre II du Code du travail, à rendre obligatoire à l'employeur la délivrance du certificat de travail aux ouvriers et ouvrières travaillant à domicile. (359-1938) *M. Amat, rapporteur*

Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à rendre applicables aux agents d'assurance à l'égard des compagnies et sociétés qu'ils représentent les dispositions des codes et des lois relatives aux conventions de travail et aux procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail (477-1938) *M. Maucau, rapporteur*

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 18 juillet 1937 sur le statut professionnel des voyageurs, représentants et employés du commerce et de l'industrie, présentée par M. Gustave Guérin, sénateur (20-1939) *M. Roy, rapporteur* / conduit en capital / n° 187-1939

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 25 août 1937, instituant, pour les petites créances commerciales, une procédure de recouvrement simplifiée (95-1939) *M. Moiseley, rapporteur*

Projet de loi, adopté par la chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 30 juillet 1937 relatif aux échéances et aux protêts des effets de commerce; 2° du décret du 31 août 1937 relatif aux échéances des effets de commerce (96-1939) *M. Moiseley, rapporteur*

Proposition de loi, adoptée par la chambre des députés, tendant à
l'homologation d'un tarif minimum vital applicable dans les salons
de coiffure (267-1939) (M. Bonnet, rapporteur)

RAPPORTEURS A DESIGNER

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Prop. de résolution V. BORET
invitant le gouvernement à
prévoir, dès la fin de la
tension internationale, l'uti-
lisation de la main d'oeuvre
des usines de guerre (506-1939)

Prop. René BESNARD sur les
vins mousseux (643-1933)

Prop. de loi tendant à
réglementer la saisie et
la cession des droits
d'auteur (138-1936)

Prop. de loi tendant à
assurer aux droits d'au-
teur un rang privilegie
en cas de faillite des
éditeurs et entrepreneurs
de spectacles (140-1936)

Prop. de loi LEMERY
sur les marchés à livrer et
autres marchés commerciaux
conclus avant la guerre
(555-1939)

La commission avait
decide, avant de de-
signer un rapporteur,
de demander à M. BO-
RET s'il maintenait sa
proposition.

rapport 866-1936 depose
par M. DECROZE, decede.
M. DECROZE devait consul-
ter M. ROUSTAN et le grou-
pe viticole sur la suite
à donner: mise à l'ordre
du jour, retrait ou rap-
port supplementaire pour
lequel il faudrait alors
nommer un nouveau rappor-
teur

Rapport confie à M. Leo-
pold ROBERT qui ne fait
plus partie de la Commis-
sion. Non fait. - Nouveau
rapporteur à nommer.

au fond à la Com. de
legislation qui n'a
pas encore statue. Il
convient de remplacer
tout de même, pour l'
avis eventuel, M. Leo-
pold ROBERT, qui avait
egalement ete designe
par la commission.

au fond à la
com. de legislation

Coty

RAPPORTEURS A DESIGNER

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Prop. de résolution V. BORET
invitant le gouvernement à
prévoir, dès la fin de la
tension internationale, l'uti-
lisation de la main d'oeuvre
des usines de guerre (506-1939)

La commission avait
decide, avant de de-
signer un rapporteur,
de demander à M. BO-
RET s'il maintenait sa
proposition.

Prop. Rene BESNARD sur les
vins mousseux (643-1933)

rapport 866-1936 depose
par M. DECROZE, decede.
M. DECROZE devait consul-
ter M. ROUSTAN et le grou-
pe viticole sur la suite
à donner: mise à l'ordre
du jour, retrait ou rap-
port supplementaire pour
lequel il faudrait alors
nommer un nouveau rappor-
teur

Prop. de loi tendant à
réglementer la saisie et
la cession des droits
d'auteur (138-1936)

Rapport confie à M. Lec-
pold ROBERT qui ne fait
plus partie de la Commis-
sion. Non fait. - Nouveau
rapporteur à nommer.

Prop. de loi tendant à
assurer aux droits d'au-
teur un rang privilegie
en cas de faillite des
editeurs et entrepreneurs
de spectacles (140-1936)

au fond à la Com. de
legislation qui n'a
pas encore statue. Il
convient de remplacer
tout de même, pour l'
avis eventuel, M. Lec-
pold ROBERT, qui avait
egalement ete designe
par la commission.

Prop. de loi LEMERY
sur les marches à livrer et
autres marches commerciaux
conclus avant la guerre
(555-1939)

au fond à la
com. de legislation

COMMISSION du COMMERCE

ETAT des TRAVAUX

par

ORDRE ALPHABETIQUE des RAPORTEURS

JANVIER 1940

M. A M A T

A U F O N D

P O U R A V I S

O B S E R V A T I O N S

Règlementation des cultures
pathogènes (368-1936)

Au fond : à la commis-
-sion de législation
qui n'a pas encore sta-
tue.

Bureaux de placement
dans l'alimentation
(42-1937)

T

Rapport n° 536-1937
depose - manque
avis de la COMMISSION
des FINANCES.

Distribution des lettres
et objets recommandés dans
les hôtels (251-1937)

Rapport n°459-1939
depose

Delivrance obligatoire du
certificat de travail aux
ouvriers et ouvrières à
domicile (C.Travail, art.24
du L.1er)(n°359-1938)

T

Rapport non fait

Application de la législation
du travail à certaines catégo-
ries de travailleurs (45-1938)

rapport anciennement
confié à M. BOSCH -
non fait

Conventions entre producteurs de
bières et débitants de boissons
285-1938

C

rapport 343-1939
avis MAULION au nom de la
Com. de législation(458-1939)

Homologation d'un tarif minimum
vital dans les salons de coiffure
267-1939

T

Rapport non fait

Proposition de résolution relative
au contrôle du parlement sur les é-
missions politiques radiodiffusées
144-1939

Rapport 460-1939
depose

M. CAILLIER

AU FOND

Protection du commerce
français (594-1935) *C*

POUR AVIS

Clause compromissoire
en matière commerciale

Plantes à parfum

Magasins à commerces
multiples (198-1937) *C*

(C. du travail) :
Loueurs de locaux à usage
commercial ou industriel
(540-1937)

Prop. de loi LEFAS sur les
Conseils consultatifs du
travail (4-1938)

Contribution sur l'emploi des
travailleurs étrangers
(ratification d'un décret du
28 août 1937)
(342-1938)

Protection de l'économie na-
tionale (monopoles de fait) *C*
247-1936

OBSERVATIONS

Rapport 536-1936
depose

Au fond : à la
Commission de legis-
lation, rapport CATA-
LOGNE 66-1934
avis 162-1936, depose

Au fond : à la
Commission de l'agri-
-culture, rapport
NEUVILLE 638-1935
avis 163-1936, depose

rapport 282-1938,
depose
Avis demande par la Com
de legislation le 30
decembre 1938

référé le 14 février

rapport non fait *n° 66*
adopté en C. S. le 14/2/40
rapport non fait
pr avis à la Com. de
legislation
*attente pour info
les hostilités*

rapport non fait
adopté en C. S. le 14/2/40
14.2.40 n° 65-1940

rapport 318-1936, deposé
avis de la Com. de le-
gislation de M. LEFAS,
n° 485-1936, depose
rapport supplémentaire
n° 59-1938
Discussion en seance pu-
blique le 22 nov. 1938, in-
terrompue, non reprise.

M. VICTOR CONSTANT

AU FOND

Prop. de loi de
M. BELUEL interdisant
les ventes avec timbres-
primes (508-1939)

POUR AVIS

*reçu de la
14 février*

OBSERVATIONS

Rapport non fait

*on a vu la
la m. p. t. t.
le 14/2
51.1940*

M. G O T Y

AU FOND

POUR A V I S

OBSERVATIONS

Règlement amiable
homologué (431-1937) *C*

rapport non fait

Saisie-arrêt des sa-
laire (modifications
au code du travail)
262-1937

T

anciennement confié à
M. JACQUIER
rapport non fait

*Prop. Lemerz
sur les marchés à livrer
& autres marchés com-
merciaux conclus au-
paravant - (555-1939)*

*au fait. & la
Legisl.*

M. CONVERSE

AU FOND

POUR A V I S

OBSERVATIONS

Réorganisation du mi-
nistère du travail
(30-1936)

T

Rapport RAYNALDY 529-
1936 - déposé
(à laisser en suspens)
conclut au rejet

M. ESCANDE

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Prop. de loi LOUIS
GROS modifiant le Code
du travail (Continuité des
Contrats de travail)
311-1937

T

anciennement confié
à M. JACQUIER -

rapport non fait

Interdiction du procédé
de vente dit "la boule
de neige" - 76-1939

rapport 389-1939
déposé

amélioration du logement
des travailleurs agricoles
(ratification d'un décret
du 17 juin 1938
511-1939

no 40.1940
rapport non fait
le mercredi 25/2
adopté en Com.
le 28.2.40

M. ULYSSE FABRE

AU FOND

Marchandage dans
les travaux de vendange
899-1936

POUR A V I S

OBSERVATIONS

rapport fait une
lere fois en commission
puis ajourne pour con-
naître l'avis de la
commission de l'agricul
-ture

M. JUSTIN GODART

AU FOND

POUR A V I S

OBSERVATIONS

Ouverture de nouvelles
boulangeries (526-1936)

Rapport 670-1936, depose
depôt du rapport suivi
d'une 2e audition des
patrons et ouvriers bou-
langers, le 22 fev. 1939.

attache au rapport

Proposition de M. J. GODART
sur les caisses de crédit à
l'artisanat (566-1936)

rapport non fait

Modifications à l'art. 97 du
l.II du Code du travail
(650-1936)

rapport non fait)

M. Godart avait declare
l'an dernier qu'il ne s'agi-
-sait que d'une simple ques-
tion de procedure et qu'il
communiquerait bientôt son
rapport à la commission.

~~Proj. selon art. de d. s.
portant approuvé des traités
veteraires avec la Y. Slavie
24.1940~~

~~Il avait app. M. L. L.~~

~~Prop: selon l'art. de d. s.
fixant la definition legale
du blanc de jute et du
cotonne
53.1940~~

W. JAMES HENNESSY

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Réglementation de la
profession des courtiers de
campagne
358-1938

rapport approuvé
en commission -

non déposé

AU FOND

POUR AVIS

Ententes commerciales et industrielles (Prop. L. ROLLIN)
182-1932) | c

rapport non fait

Tarifs postaux pour les chambres d'agriculture (140-1934)

rapport Pierre ROBERT, 191-1934, déposé

Tarifs postaux pour les chambres de métiers (141-1934)

rapport Pierre ROBERT 192-1934, déposé

Accords professionnels en temps de crise (195-1935) | c

rapport 554-1935
déposé

Avis douanes (M. Roge)
n°85-1936, - avis
agriculture (M. Patiz)
n°98-1936) - avis
legislation (265-1936)
Manque : avis Finances

Réorganisation de la radiodiffusion (496-1935)

rapport Pierre ROBERT
n°555-1935, déposé

Caisses d'épargne coloniales (142-1934)

avis Pierre ROBERT
556-1935 (déposé)
Il appartient à la
com. des colonies,
saisie au fond de
demander l'inscription

ATTENDRE

Conventions collectives entre producteurs agricoles, commerçants et industriels (88-1937)

Au fond: à la commission de l'agriculture, rapport V. BORET, 480-1937
déposé. - avis
demandes aux Com.
des finances et de
legislation.
Le 21.2.1938 M. BORET demandait à la Commission du commerce de déposer rapidement s/avis.

M. MOISE L E V Y

AU FOND

POU A V I S

OBSERVATIONS

Greffes des tribunaux
de commerce (286-1936)

1c

rapport 165-1939, depose

procédure de recouvre-
ment simplifié pour les peti-
tes créances commerciales
95-1939

1c

rapport approuvé en
commission, le 7 juin 1939
non depose

Echéances et protêts des
effets de commerce, 96-1939

1c

(même observation)

M. L O U R T I E S

A U F O N D

P O U R A V I S

O B S E R V A T I O N S

Repos hebdomadaire des
ouvriers agricoles et simi-
laires (273-1937)

Au fond : à la
commission de
l'agriculture

M. MANCREAU

AU FOND

POUR A V I S

OBSERVATIONS

Marque nationale
de la qualité française
(253-1936)

1c

Rapport 576-1937
depose

Application aux agents
d'assurances des disposi-
tions de lois sur les con-
ventions collectives du tra-
vail et l'arbitrage
477-1938

T

rapport non fait

à voir le 7.2
M. Mancreau

M. OUVRE

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Suppression des
pourboires et redevances
perçus par les employeurs
(360-1937)

T

Rapport non fait
la Commission a decide
de laisser en suspens

40 heures dans les mines et
carrières
(203-1937)

T

pour avis à la Com.
des mines- Rapport non
fait

Proposition MAULION sur la
CHARTRE DU TRAVAIL
(531-1937)

T

rapport non fait

Extension de la loi du 24
juin 1936 (Convention collective
du travail)
105-1938

T

rapport non fait

M. ROGÉ

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Statut professionnel des
voyageurs de commerce
20-1939

1c

rapport 187-1939
concluant au rejet
depose

M. THOUMYRE

AU FOND

POUR AVIS

OBSERVATIONS

Assurance automobile
69-1934

au fond à la
Com. de legisla-
tion (Rapport LEBLAEC
N° 649-1934
avis THOUMYRE n°100-
1936, depose.

Il appartient à la
Com. de legislation
de demander la mise
à l'ordre du jour

*2e avis Monsieur au nom
de G. C. et T. Pellerin (cf. 1940)*

Projet de loi modifiant
le Code du travail (Ch. IVter
du L. II) Congés payés
537-1939

rapport non fait

projet récemment de-
pose

rapport 4^e 2. 1940

AU FOND

M. U L M O

OBSERVATIONS

Ratification de décret :
Validite des timbres-
poste (97-1939

Pr AVIS

rapport 218-1939
depose

*Ministère du Travail**République Française**Cabinet du Ministre**Paris, le* 19 Mars 1940.

N O T E

sur le projet de loi tendant à confier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail, aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs.

Le projet de loi dont il s'agit a été déposé à la Chambre des Députés le 31 Juillet 1936. Il prévoyait la suppression de tous les bureaux de placement privés existant dans les divers commerces de détail de l'alimentation et la centralisation du placement pour ces professions dans les offices départementaux et les bureaux municipaux.

La Chambre des Députés avait adopté ce projet de loi en y ajoutant simplement une disposition imposant, sous peine d'une amende de 5 à 15 frs (article 5 du projet), à tout employeur qui embaucherait directement un ouvrier ou employé des industries visées, d'en donner avis, dans les 48 heures de l'embauchage, à l'Office municipal paritaire de placement ou, à défaut, à l'office paritaire départemental. L'avis devait être donné par lettre ou carte-lettre recommandée.

La modification ainsi adoptée n'appelait pas d'observation.

Le projet de loi adopté par la Chambre des Députés a été transmis au Sénat le 9 Février 1937 et renvoyé à la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, qui a désigné M. AMAT comme rapporteur.

M. AMAT a déposé son rapport le 16 Novembre 1937. Le texte proposé par lui est sensiblement différent du texte proposé par le Gouvernement et de celui adopté par la Chambre des Députés.

En effet, alors que le texte du projet de loi gouvernemental prévoyait la suppression des bureaux de placement privés, y compris ceux créés par les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, fonctionnant pour la profession des travailleurs de l'alimentation, le rapport de M. AMAT prévoit que le placement des travailleurs dont il s'agit sera effectué, d'une part :

"Par les offices départementaux et bureaux municipaux
"visés par les articles 85 et 85 a du Livre 1er du Code du
"Travail."

D'autre part :

a) "Par les bureaux de placement des syndicats et
"groupements professionnels créés en vertu de la loi du 21
"Mars 1884, les Sociétés de Secours Mutuels approuvées ou re-
"connues d'utilité publique soumises au régime de la loi du
"1er Avril 1898, notamment au paragraphe 2 de l'article 1er
.....

"et par les associations d'anciens élèves d'écoles reconnues
"(loi de 1901);"

b) "par les bureaux autorisés fonctionnant dans les
"conditions fixées par la loi du 14 Mars 1904."

Par suite, le but que se proposait le projet de loi ne serait pas atteint si le texte de M. AMAT n'était pas modifié.

D'autre part, depuis le moment où le rapport de M. AMAT a été déposé, des dispositions nouvelles ont été prises en ce qui concerne le placement.

Le décret-loi du 28 Septembre 1939 a imposé, en effet, aux bureaux municipaux ainsi qu'aux bureaux privés l'obligation de se conformer, pour l'exécution de toute mesure rentrant dans leurs attributions, aux instructions qui leur sont données, soit par les Inspecteurs divisionnaires du Travail et de la Main-d'Oeuvre, soit par les Inspecteurs du Travail, chefs des services départementaux de préparation de la mobilisation de la main-d'oeuvre, soit par les Inspecteurs du Travail ayant reçu délégation, à cet effet, de l'Inspecteur divisionnaire.

Dans ces conditions, il n'est pas opportun de reprendre, pour le moment, le vote du projet de loi dont il s'agit.

Pour le Ministre et par Autorisation :
Le Maître des Requêtes
au Conseil d'État,
Directeur Général du Travail
et de la Main-d'Ouvre

A. Parodi

rapport
Annal
n° 136-1937

2

N° 42
SÉNAT
ANNÉE 1937

SESSION ORDINAIRE

★ Annexe au procès-verbal de la séance du 9 février 1937.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Tendant à confier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs,

PRÉSENTÉ AU NOM DE

M. ALBERT LEBRUN

Président de la République française,

Par **M. Léon BLUM**

Président du Conseil,

Par **M. Jean LEBAS**

Ministre du Travail,

Par **M. Marc RUCART**

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Et par **M. Marx DORMOY**

Ministre de l'Intérieur.

(Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes)

Voir les numéros:

Chambre des Députés (16^e législ.) 939-1358 et in-8° 245.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS

Un projet de loi tendant à confier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs, a été présenté à la Chambre des Députés, qui l'a adopté dans sa séance du 4 février 1937 et transmis au Sénat.

Nous avons l'honneur de vous demander aujourd'hui de vouloir bien donner votre haute sanction à ce projet.

Nous n'avons rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les Sénateurs en même temps qu'à MM. les Députés.

Le Président de la République française

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté au Sénat par le Président du Conseil, par le Ministre du Travail, par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et par le Ministre de l'Intérieur, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

PROJET DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation au détail, tels que boulangeries, boucheries, charcuteries, épiceries, pâtisseries, hôtels, restaurants, cafés, débits de boissons et autres éta-

blissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place est effectué exclusivement par les offices départementaux et bureaux municipaux visés par les articles 83 et 83 a du Livre premier du Code du travail.

ART. 2.

Les bureaux de placement payants autorisés pour le placement des catégories de travailleurs visées par l'article précédent seront supprimés dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi et il ne pourra plus en être autorisé à l'avenir.

L'indemnité à laquelle les bureaux autorisés au 17 mars 1904 ont seuls droit en cas de suppression, en vertu de l'article 97 du Livre premier du Code du travail, est calculée d'après le revenu des trois dernières années.

ART. 3.

Les bureaux de placement créés en vertu de l'article 83 du Livre premier du Code du travail, pour le placement des ouvriers et employés visés à l'article premier de la présente loi, par les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées seront supprimés dans le délai prévu à l'article 2. Est abrogée, à la même date, la disposition de l'article premier de la loi du 1^{er} avril 1898 permettant aux sociétés de secours mutuels de créer accessoirement, au profit de leurs membres, des offices gratuits de placement, en tant que ces offices concernent des catégories de travailleurs visées à l'article premier de la présente loi.

ART. 4.

Les tenanciers des bureaux de placement supprimés en vertu des articles précédents et qui effectueraient des opérations de placement après le délai fixé pour leur suppression, seront passibles des pénalités prévues par l'article 102 du Livre premier du Code du travail. Les mêmes pénalités sont applicables aux membres des conseils d'administration des groupements visés à l'article 3 de la présente loi dont dépendent ces bureaux.

ART. 5.

Tout employeur qui aura embauché directement un ouvrier ou employé des industries visées par l'article premier de la présente loi est tenu d'en donner avis dans les quarante-huit heures de l'embauchage à l'office municipal paritaire de placement ou, à défaut, à l'office paritaire départemental.

L'avis est donné par lettre ou carte-lettre recommandée.

Les contrevenants seront passibles d'une amende de 1 à 5 francs.

Fait à Paris, le 9 février 1937.

Le Président de la République française,
Signé : ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Signé : LÉON BLUM.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Signé : MARC RUCART.

Le Ministre du Travail,
Signé : JEAN LEBAS.

Le Ministre de l'Intérieur,
Signé : MARX DORMOY.

26652